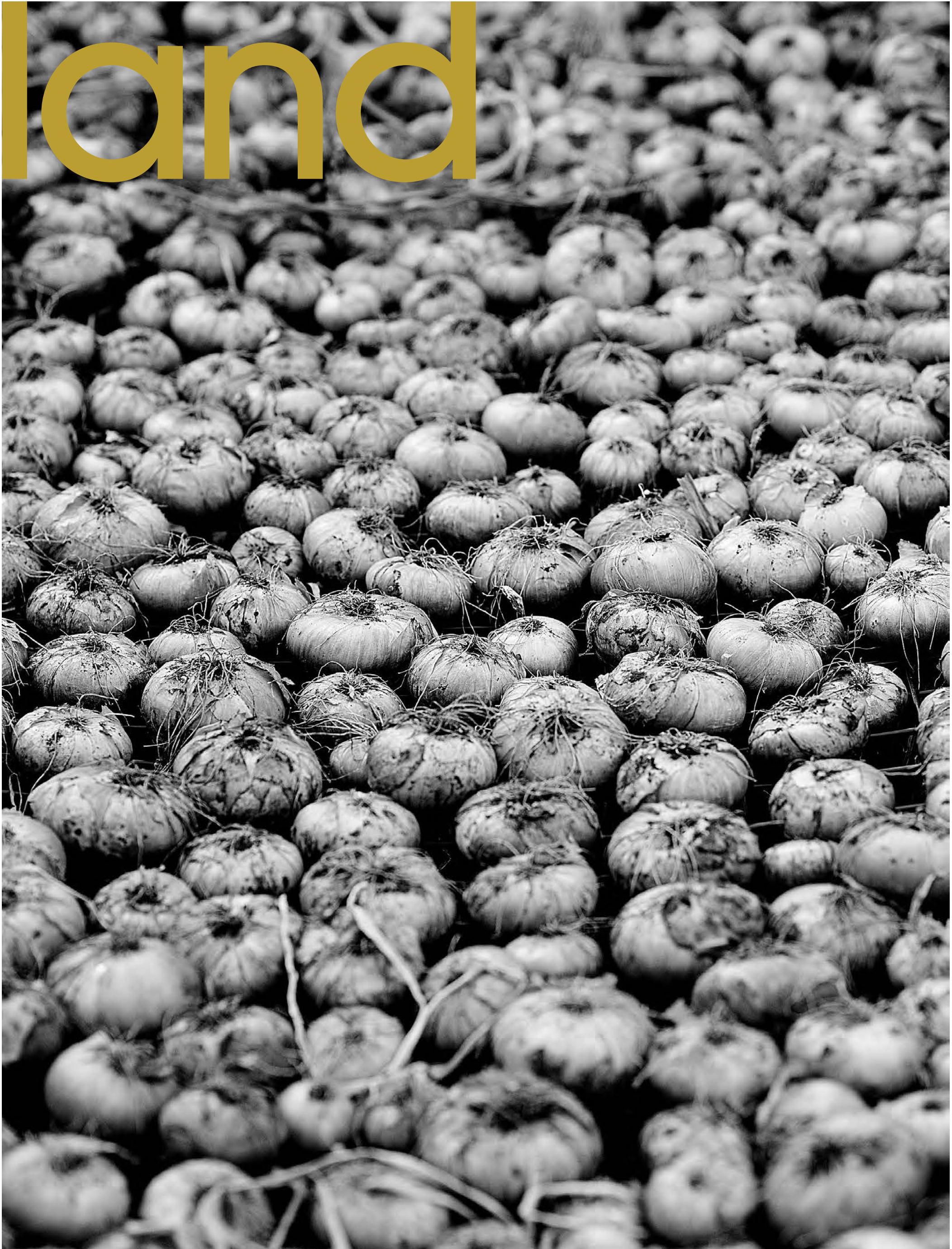




POLITIK « Rester inquiet » Entretien avec le juge luxembourgeois à la Cour européenne des droits de l’Homme, Georges Ravarani, sur la mendicité et les libertés, les délais de la justice et les audits, et la différence entre politique et droit p.3-5	„Méi Netto“ für alle Die Debatte über die Anpassung der Steuertabelle offenbarte grundlegende Differenzen zwischen der CSV-DP- Regierung und den Oppositionsparteien LSAP und Grüne p.7	WIRTSCHAFT Gene, Leben, Mutationen Seit Jahren tobt ein Streit zwischen Politikern, Wissenschaftlern, der Agrarindustrie und Umweltorganisationen über Gentechnik p.12	Eiseschwärter Le Luxembourg mène une guerre financière au côté d’Israël contre le Hamas p.15	FEUILLETON Inclusion sur scène et dans la salle Quinze à vingt pour cent de la population est porteuse d’un handicap. La démocratie est aussi une question d’accessibilité p.17	Foto: Sven Becker 6,00 €
---	---	---	--	--	---



Bonnes résolutions

IIII Bernard Thomas

Le 24 novembre 2022, Gilles Roth brandissait un paquet de Marlboro à la Chambre des députés. « Ech wëll den Här Roth drop opmierksam maachen, dass Werbung fir Zigarett verbueden ass », l’interrompa le socialiste Mars Di Bartolomeo. Le député CSV ne se laissait pas démonter et commença à lister les prix de ce paquet au Luxembourg (5,50 euros) et dans les pays-voisins : 7,50 euros en Belgique, 7,60 en Allemagne, 10,50 en France. Nouvelle interruption de Di Bartolomeo : « Dat ass erëm Werbung ». Gilles Roth voulut savoir de la ministre des Finances (qui allait devenir sa prédécesseure) si elle comptait réduire ce différentiel de prix, comme le gouvernement l’avait fait pour le diesel et l’essence ? Mais il se gardait bien de se positionner sur la question qu’il venait lui-même de poser. Les députés sortaient perplexes de cette heure d’actualité demandée par le groupe CSV. André Bauler (DP) s’exclama : « Mir hu während Wochen eis gefrot : Wat wëll den Här Roth eigentlech? » C’est une bonne question.

Les niches fiscales se sont réduites comme peau de chagrin. Parmi celles qui restent, c’est la moins sophistiquée (et la plus nuisible) qui connaît actuellement un boom : La contrebande de cigarettes, officieusement cautionnée par le Grand-Duché de Luxembourg. Les accises sur le tabac lui ont rapporté 790 millions d’euros sur les dix premiers mois de l’année. Un nouveau record se profile. Devant la commission parlementaire, le directeur de l’Enregistrement a sonné l’alarme sur les potentielles implications légales. Le PV de la Cofibu du 19 octobre 2022 en garde la trace : « L’orateur ne peut pas exclure que la croissance nette constatée contienne en partie un risque de contrebande. [...] Un autre risque est lié au blanchiment de capitaux dans le secteur de la vente du tabac. »

Blanchiment, le vilain mot est tombé. Yuriko Backes en minimisait le risque : « Et kann ee warscheinlech néirens an ni honnertprozenteg esou eppes excluëieren ». *Le Républicain lorrain* constate une multiplication de comparutions immédiates de trafiquants de tabac devant les tribunaux français. Lors d’une récente affaire, les juges français étaient stupéfaits d’apprendre que le prévenu avait porté sur lui deux cartes de fidélité d’un magasin de Rodange vendant du tabac. La première était tamponnée à hauteur de 129 000 euros d’achats, la seconde à 20 000 euros. « Le commerçant de Rodange n’était évidemment pas dans la salle du tribunal. Ne connaît-il pas la législation en France ? », s’interrogeait *Le Quotidien* il y a trois semaines. C’est, de nouveau, une bonne question.

Trente grammes de tabac à rouler coûtent 15,80 euros en France et 5,40 euros au Luxembourg. Le Luxembourg valait le détour, il vaut désormais le voyage. Alors que le gouvernement français augmentera le prix des paquets de cinquante centimes au 1^{er} janvier, le trafic transfrontalier n’est pas près de se tarir. Sur l’A31, les douaniers lorrains arrêtent de plus en plus de camionnettes remplies à ras bord de cartouches portant des timbres luxembourgeois. Leurs collègues luxembourgeois croisent les bras. Ils estiment qu’entre 88 et 92 pour cent des ventes de tabac partent à l’étranger.

Accises et TVA combinées, la vente de cigarettes et de tabac a rapporté plus d’un milliard d’euros par an aux caisses de l’État. « Eigentlech carrément verréckt », jugeait Roth en novembre de l’année dernière. Et de mettre ce chiffre en relation : « Dat ass méi wéi d’Hallschent vun der Kierperschaftssteier, dat ass ee Véirels vun der Lounsteier, dat ass méi wéi d’Gewerbesteier, dass ass méi wéi d’Vermögenssteuer, dat ass dat duebelt vun der Ierfschaftsteuer [...] » Lors de l’heure d’actualité de novembre 2022, le LSAP, Déi Gréng et Déi Lénk se prononçaient en faveur d’une hausse des accises et donc des prix, au nom de la santé publique. Le DP se cachait derrière des pseudo-lois économiques : « Énnert dem Stréch géif also insgesamt net manner gefëmmt ginn, well d’Nofro fir esou Produkter souwisou ganz inelastesch ass » (André Bauler). Ou derrière la « tradition » : « Iwwregens ass Tubaksindustrie eng vun deenen eelsten, déi mir hei am Land hunn [...] an ass och eng wichteg Aktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg » (Yuriko Backes). L’ADR était plus cash : « Mir si fir den Tanktourismus. An den Tubak, dat ass och en Deel vun deem Ganzen, genee wéi den Alkohol. »

Le modèle d’affaires luxembourgeois comporte un certain nombre d’externalités négatives. L’optimisation fiscale érode la base imposable des voisins. Le tourisme de tabac subvertit leur politique sanitaire. Arrêter la clope, c’est toujours une bonne résolution du Nouvel An. Arrêter le dumping cancérigène ? C’est décidément une bonne question. ●



Politik

« Rester inquiet »

IIII Interview : Bernard Thomas

Entretien avec le juge luxembourgeois à la Cour européenne des droits de l’Homme, Georges Ravarani, sur la mendicité et les libertés, les délais de la justice et les audits, et la différence entre politique et droit



Sven Becker

Georges Ravarani

d’Land : Le nouveau ministre de l’Intérieur, Léon Gloden (CSV), vient de donner son feu vert à l’interdiction générale de la mendicité décrétée, en mars, par la majorité bleue-noire de la Ville de Luxembourg. En avril 2021, la Cour européenne de Strasbourg avait jugé qu’une telle interdiction était contraire à la Convention des droits de l’Homme. Vous siégiez dans la chambre qui a rendu cet arrêt. Que vous inspire le revirement du nouveau ministre ?

Georges Ravarani : Il faut bien mesurer ce que dit cet arrêt « Lăcătuș contre Suisse ». La Cour européenne des droits de l’Homme (CEDH) se penche sur des situations individuelles, mais elle énonce également des principes généraux. Dans l’affaire en question, une ressortissante roumaine, Madame Lăcătuș, avait enfreint l’interdiction de mendier en vigueur dans le canton de Genève. Elle était alors condamnée à des amendes, mais puisqu’elle ne pouvait payer celles-ci, elle a été emprisonnée pendant cinq jours. Le tribunal fédéral suisse a validé l’interdiction de la mendicité, et la dame s’est alors adressée à la Cour de Strasbourg. Dans sa décision, la CEDH a dit que mendier pour subvenir à ses besoins élémentaires constitue une liberté fondamentale, et que celle-ci est basée sur la dignité humaine. La Cour considérerait que la plaignante

se trouvait dans un dénuement complet. Aucun élément ne permettait de considérer qu’elle appartenait à un réseau criminel. Puisqu’il n’y avait pas de comportements intrusifs ou agressifs de sa part, la mesure qui lui était imposée était, aux yeux de la Cour, disproportionnée.

Vous étiez arrivé à la même conclusion, mais en suivant un raisonnement différent. Dans votre opinion séparée mais concordante, vous écriviez que même si la mendicité pouvait incommoder certains, ce serait « le prix de la vie en société ».

J’étais d’accord avec le résultat du jugement, mais sur base d’un autre raisonnement. La mendicité est une activité aussi vieille que le monde. Elle peut émaner d’une nécessité, mais aussi d’un choix personnel. À mon avis, c’est une liberté personnelle, tout simplement. Elle ne pourrait donc être interdite d’une manière générale pour le seul confort des autres qui la trouveraient inconvenante. Il s’agit donc, essentiellement, d’une question de tolérance. La mendicité peut cependant être encadrée pour qu’elle n’empiète pas sur les libertés d’autrui. Et elle peut, bien entendu, être interdite si elle est intrusive, agressive, voire criminelle. Nul problème, à mon avis, d’interdire l’obstruction des entrées de magasins ou d’habitations. Mais

Au -3 du « Klenge Kueb » au Kirchberg : Salle d’audience de la Cour administrative. La juridiction était présidée par Georges Ravarani entre 2008 et 2015

Sven Becker

si les restrictions vont tellement loin qu’elles vident un droit de sa substance, alors il y a un problème par rapport à la Convention européenne.

Sur la *Radio 100,7*, Léon Gloden disait avoir lu votre opinion...

...C’est ce qu’il a dit, oui. Loin de moi de mettre ça en doute.

Le ministre a aussi affirmé qu’on ne pouvait comparer le canton de Genève à la Ville de Luxembourg, en soulignant deux différences : À Luxembourg, les pauvres ont droit à l’aide sociale et l’interdiction de mendier n’y est applicable qu’à des parties du territoire (Ville-Haute, Gare, parcs publics).

Je tiens à rappeler que le gouvernement suisse plaidait, lui aussi, la disponibilité d’une assistance sociale. Cet argument n’est donc pas vraiment nouveau. En fin de compte, ce sera probablement à un juge de décider si la mesure est proportionnée, si elle est conforme à la loi, à la Constitution et à la Convention européenne. Je peux m’imaginer qu’une affaire va tôt ou tard passer devant le tribunal de police. Il suffira qu’une personne verbalisée conteste sa contravention. L’affaire pourra ensuite remonter toutes les instances et, le cas échéant, arriver à Strasbourg. Il s’agira, en dernière analyse, de juger si l’interdiction, telle qu’elle se présente actuellement, vide le droit en question de sa substance ou non.

Dans l’affaire du sonneur d’alerte Raphaël Halet, vous étiez par contre en désaccord avec vos collègues de Strasbourg. Dans une opinion dissidente, vous estimiez que l’arrêt de la CEDH « brade le secret professionnel ». S’agissait-il d’un réflexe protectionniste ?

Nullement. C’est vrai que j’ai voté contre cet arrêt et rédigé une opinion dissidente avec trois de mes collègues. La Cour de Strasbourg a accordé le statut de lanceur d’alerte au moyen d’un élargissement considérable des révélations tombant sous cette qualification. Jusque-là, le statut était reconnu à ceux et à celles qui dénonçaient des pratiques illégales. La Cour a élargi la protection aux informations légales, mais répréhensibles (là, nul problème pour moi)... et même aux informations présentant un « simple » intérêt public. Et là, je n’ai plus marché. Dans cette logique, un médecin peut révéler l’état de santé, ou un banquier les comptes bancaires d’un personnage public, parce que cela représenterait un certain « intérêt public ». Ce critère est très vaste et très vague. Je trouve que cela va trop loin. On en vient à brader le secret professionnel et à banaliser le vol de documents au sein d’une entreprise. Ce n’est pas rien !

Entre 2008 et 2015, vous étiez président de la Cour administrative. Depuis quelques années, celle-ci se réfère de plus en plus aux principes généraux du droit, et emprunte un raisonnement plus exégétique, plus créatif. Comment voyez-vous cette évolution ?

Un juge a beaucoup de pouvoir. Même s’il n’est pas élu, il a une légitimité, celle de l’impartialité. Une de ses missions consiste à protéger les minorités contre la majorité parlementaire du moment, c’est-à-dire défendre les libertés fondamentales du citoyen. Mais il doit également être conscient des limites de son pouvoir. Même un juge en haut de la hiérarchie doit être animé par des considérations juridiques. Il doit essayer de ne pas faire de la politique. Avec des notions comme « principe de cohérence » ou « principe de réalisme », un juge peut rendre inapplicable quasiment n’importe quelle loi. Cela constitue quand même un danger. Car le juge doit respecter les compétences des deux autres pouvoirs constitués que sont le législateur et le gouvernement.

La nouvelle Constitution introduit le principe de proportionnalité dans l’article 37. Dès le deuxième article, on lit que le Grand-Duché est « fondé sur les principes d’un État de droit et sur le respect des droits de l’Homme ». Le constituant donne donc beaucoup de pouvoir aux juges, en s’inspirant d’ailleurs de la CEDH.

La Cour de Strasbourg manie quotidiennement le principe de la proportionnalité, mais avec beaucoup de prudence. La proportionnalité n’est pas un fourre-tout. Il existe des paramètres stricts pour l’apprécier. Au cas où la restriction d’une liberté fondamentale correspond à un but légitime, les États bénéficient d’une marge d’appréciation, mais la Cour vérifie si la mesure est nécessaire dans un État démocratique et correspond à un besoin social impérieux, pour reprendre une formule qu’elle utilise souvent.

Les juges devraient « essayer de ne pas faire de la politique », dites-vous. Mais ne sont-ils pas, même à leur insu, porteurs d’une idéologie ?

D’un juge, on exige l’impossible : Il doit être au courant de tout, mais habiter en quelque sorte sur la lune. Il est censé être une feuille blanche. Mais un juge est aussi un citoyen. Sa valeur cardinale, c’est son impartialité, c’est-à-dire sa faculté de garder une juste distance envers toutes les parties. Pour y arriver, il doit être indépendant. Mais l’indépendance n’est pas une fin en soi. Elle est indispensable pour que le juge puisse vraiment être impartial. Tout au long de sa carrière, un juge doit rester inquiet. (L’expression n’est malheureusement pas de moi.) Il doit sans cesse remettre tout en question, y inclus, et surtout, lui-même.

En parlant d’idéologie, je pensais par exemple à la protection de la propriété foncière, qui est cimentée par l’appareil judiciaire.

J’ai toujours essayé de rester legaliste : la loi est la loi, et je l’applique, sauf si elle est contraire à la Constitution ou à la Convention européenne. Un juge ne peut pas s’affranchir du respect de la loi. Si, idéologiquement ou politiquement, un juge n’est pas d’accord avec une loi, il ne peut pas refu-

ser de l’appliquer. Ce qu’il peut faire, c’est voter pour un parti qui propose de changer cette loi... C’est à mon avis toute la différence entre politique et droit.

Très peu d’affaires visant le Luxembourg sont plaidées devant la CEDH. Vous avez une explication à cela ?

Cela a certainement à voir avec le fait que notre pays reste un véritable État démocratique. La prééminence du droit n’est pas un vain mot au Luxembourg. Mais cela n’explique qu’en partie le faible nombre de requêtes déposées à Strasbourg. Par tête d’habitant, il y a deux fois moins de requêtes venant du Luxembourg que de la Belgique. C’est un constat que je fais et qui m’intrigue un peu. Il semble y avoir assez peu d’engouement de la part des avocats luxembourgeois. Ce qui est d’autant plus étonnant que les arrêts de Strasbourg sont couramment appliqués par les juges luxembourgeois. Depuis 1950, le Luxembourg reconnaît une prééminence aux conventions par rapport aux lois nationales. La CEDH fait donc partie du paysage juridique luxembourgeois depuis un moment déjà.

Le Luxembourg aime se présenter comme un bon élève en matière des droits de l’homme. Au bout de huit ans à Strasbourg, est-ce que cette image s’est confirmée ?

À de rares exceptions près – et le cas Halet en est une –, le Luxembourg compte effectivement parmi les bons élèves des États membres du Conseil de l’Europe. Le seul problème récurrent au Luxembourg, c’est le formalisme excessif dont fait preuve la Cour de cassation et qui conduit celle-ci à déclarer irrecevables un nombre anormalement élevé de pourvois. Cela a récemment donné lieu à plusieurs condamnations du Luxembourg à Strasbourg. Alors j’entends dire : « On n’a pas d’avocats spécialisés en cassation. Ils ne savent pas s’y prendre. » On pourrait répondre : « Alors, soyez moins exigeants ». Quoi qu’il en soit, les autorités luxembourgeoises sont maintenant obligées de remédier à la situation. On peut imaginer que seule une intervention du législateur aurait quelque chance d’être efficace.

Vous n’êtes pas non plus tendre avec la Cour constitutionnelle. Elle pourrait être abolie, ses magistrats seraient des « touristes » ; c’est ce que vous disiez à l’occasion de son vingtième anniversaire. C’était un peu de la provocation, non ?

J’en faisais partie ! En Belgique ou en France, on est juge constitutionnel à plein temps. Au Luxembourg, vu la taille du pays et le nombre d’affaires devant la Cour constitutionnelle, on l’est accessoirement, les juges de la Cour constitutionnelle sont aussi, voire principalement, membres d’autres juridictions. Cela conduit à des situations que je qualifierais d’insolites. Un juge de la Cour administrative peut ainsi poser une question à laquelle répondra un collègue de la même Cour, mais dans sa fonction de juge de la Cour constitutionnelle. Je suis absolument en faveur d’un contrôle de constitutionnalité des lois. Mais pourquoi faudrait-il réserver cela à une Cour constitutionnelle ? On dit toujours : « Un juge de paix ne peut s’y livrer, c’est trop sérieux ». Je me permets de ne pas être d’accord ! D’une part, si un juge en bas de la hiérarchie judiciaire se livrait à un contrôle de la constitutionnalité, par le jeu des recours, la question arriverait de toute manière en haut de la hiérarchie. Plus important encore, tout juge peut décider de ne pas appliquer une loi, lorsqu’il estime que celle-ci est non conforme à la Convention des droits de l’homme. Alors, pourquoi ne pas en faire de même à propos des questions de constitutionnalité des lois ? De plus, très souvent, il s’agit de droits fondamentaux qui se trouvent énoncés à la fois dans la Constitution et la Convention européenne.

« Une justice trop lente est une justice absente », disiez-vous en 2007. Comment s’expliquent les délais très longs des tribunaux luxembourgeois ?

Je dois dire qu’au Luxembourg, on rend une justice de qualité, qui est, en général, acceptée par les justiciables. Avec un bémol au tableau : les délais s’envolent. Il y a évidemment de plus en plus d’affaires, et elles sont, peut-être, de plus en plus compliquées. En même temps, il y a une hausse spectaculaire du nombre de juges recrutés, qui sont désormais assistés par des référendaires. On parle d’augmenter encore les recrutements, voire de créer de nouveaux tribunaux. Je me permets d’avoir des doutes. On pourrait songer à d’autres voies. À commencer par la déjudiciarisation de certains contentieux, comme les accidents de la circulation (du moins ceux sans aspect pénal). On pourrait

« Un juge doit essayer de ne pas faire de la politique. Avec des notions comme ‘principe de cohérence’ ou ‘principe de réalisme’, il peut rendre inapplicable quasiment n’importe quelle loi. Cela constitue quand même un danger »



La Cour européenne
des droits de
l'Homme à
Strasbourg

aussi identifier les ressources mal allouées, qui pourraient être mieux valorisées. Lorsque j'étais président de la Cour administrative, je voyais les délais s'allonger et je me demandais comment on pouvait mieux faire. J'avais alors pensé à un audit externe.

Les juges auraient-ils accepté de se faire auditer ?

Aucune idée (*rires*)... Mais qui dit troisième pouvoir, dit aussi troisième devoir. En tout cas, je crois que cela n'a rien à voir avec l'indépendance des juridictions. Nous sommes indépendants dans la manière de rendre la justice, c'est une condition essentielle. Mais nous sommes aussi un service public, une administration étatique, avec des spécificités il est vrai.

La jurisprudence reste peu analysée, commentée et critiquée. Parce qu'il manque une masse critique ?

Tout simplement, parce qu'une très grande partie des décisions des juridictions civiles et pénales ne sont pas disponibles. À mes yeux, c'est un petit scandale ! Comment connaître la jurisprudence des tribunaux, alors que leurs décisions ne sont pas publiées ? Je parle d'une publication de toutes les décisions, de manière anonymisée bien entendu. Il s'agirait là d'une forme de démocratie du savoir. Ce n'est pas à une quelconque autorité de choisir ce qui doit et ce qui ne doit pas être publié. C'est à ceux qui analysent la jurisprudence de décider ce qu'ils y trouvent intéressant. Les juridictions administratives ont, dès leur création, mis toutes leurs décisions, sans exception, sur internet. La preuve que c'est faisable.

En 2014, alors que vous présidiez la Cour administrative, celle-ci n'a pas accordé la protection internationale à deux Algériens qui se disaient persécutés à cause de leur homosexualité. Dans les années qui ont suivi, vous avez à plusieurs reprises cité cette décision. En 2017, vous écriviez par exemple : « Dans la plupart des pays, ces personnes peuvent vivre une vie tranquille dans la mesure où ils ne se mettent pas trop en évidence ». Il faudrait « déterminer si l'on pouvait s'attendre à un certain degré de retenue ». Ces propos ont pu choquer. Est-ce que vous les regrettez ?

Tout le monde évolue... Mais il faut replacer ces propos dans leur contexte. La Cour administrative avait été saisie d'une affaire de deux Algériens qui demandaient l'asile en invoquant leur homosexualité et le caractère pénalement punissable de celle-ci dans leur pays d'origine. La Cour estimait que ni la preuve de leur orientation sexuelle, ni la

« Un juge ne peut pas
refuser d'appliquer une loi.
Ce qu'il peut faire, c'est
voter pour un parti qui
propose de changer cette
loi... C'est toute la différence
entre politique et droit »

persécution des homosexuels en Algérie n'étaient établies. Si j'ai mentionné cette affaire par la suite, c'était pour illustrer la tension qui peut exister parfois entre les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne et ceux des juridictions nationales. C'est une tension entre des juges qui sont amenés à analyser des questions de manière abstraite et des juges qui doivent prendre des décisions très concrètes. La Cour de justice avait en effet jugé que, lorsqu'un demandeur d'asile se prétendait victime de persécutions en raison de son orientation sexuelle ou de sa religion, le juge de l'asile n'était pas en droit de contrôler la véracité de l'affirmation. J'ai souligné que cette dispense de toute preuve risquait d'aboutir à une discrimination à rebours des réfugiés politiques. Car ceux-ci doivent bien prouver qu'ils sont persécutés à cause de leurs convictions politiques. Cette discrepance, je la trouve vraiment problématique.

La CEDH a appelé dès avril 2022 la Russie à cesser ses attaques contre les civils en Ukraine. Ces « mesures provisoires » n'étaient évidemment pas suivies d'effet. J'imagine que de telles affaires interétatiques sont assez frustrantes ?

On ne se fait pas d'illusions : si on condamne un État à arrêter des exactions, il ne va probablement pas le faire. La Cour de Strasbourg ne va pas envoyer une armée. Mais je vois toute de même une utilité à ces affaires. Une instance indépendante rassemble les faits, y applique le droit et rend une décision. C'est donc un regard objectif, souvent le seul, qui est porté sur un conflit. Cela a donc une valeur, et ne serait-ce que pour les livres d'Histoire.

Trois affaires climatiques sont actuellement en délibéré à la CEDH. Elles seront, elles aussi, destinées aux livres d'Histoire, ou pourraient-elles avoir un réel impact ?

Elles illustrent bien cet « interplay » entre le politique et le juridique. En somme, « sauver » le climat est avant tout une question dont la politique doit s'occuper efficacement. Mais face aux catastrophes qui se multiplient, des individus et des associations s'adressent, oserais-je dire en désespoir de cause, aux tribunaux. Les juges nationaux et internationaux ont à leur disposition des normes qui s'imposent aux États, dont le droit à la vie privée, qui implique le droit de vivre dans un environnement sain. Mais en prononçant une condamnation qui oblige les pouvoirs politiques à prendre certaines mesures, le juge ne passe-t-il pas outre ses compétences ? Empiète-t-il sur la marge d'appréciation des États ? Et même si la Cour imposait des obligations aux États, celles-ci seraient-elles respectées ? La Cour de Strasbourg va rendre trois décisions en matière climatique au courant de l'année 2024. ●

CV

Né en 1954, Georges Ravarani a été nommé juge à la Cour européenne des droits de l'Homme en 2015. Il prendra sa retraite en mai 2024. Durant sa carrière, il a également été juge au tribunal d'arrondissement (1981-1992), avocat (1992-1996), président du tribunal administratif (1997-2007) et président de la Cour administrative (2008-2015).

B L O G



POLITIK

„Juncker auf meiner Seite“

Kaum überraschend, fühlt die LSAP sich angesichts der von der Regierung geplanten Rentenreform ganz in ihrer Oppositionsrolle. Der Abgeordnete Mars Di Bartolomeo (Foto: pf), als Sozialminister Architekt der Reform von 2012, versucht sie geschickt zu spielen. Am Montag warf er im *RTL*-Fernsehen der Regierung, aber „nicht unbedingt [CSV-Sozialministerin] Martine Deprez“ vor, sie vertrete „Patronatspositionen“, wenn sie Beitragserhöhungen zur längerfristigen Absicherung der Renten ausschließt. Einen weiteren Keil versuchte Di Bartolomeo in die CSV zu treiben, als er erwähnte, 2012

habe Premier Jean-Claude Juncker ihm den Rücken gestärkt, während „Teilen der CSV“ der damals beschlossene Leistungsabbau um 13 Prozent nicht weit genug gegangen sei. Er spekulierte noch, der 2012 verstorbene frühere Direktor der Generalinspektion der Sozialversicherung, Georges Schroeder, einst Deprez’ Chef und CSV-Mitglied, „würde heute wohl dieselbe Warnung aussprechen wie ich“. ^{PF}

Gezielter fördern

Um ihre Klimapolitik, die „besser“ sein will als die von Blau-Rot-Grün, nicht bloßzustellen, hat die neue Regierung die „Top-Ups“ zu den Energiebeihilfen für Bürger/innen bis Ende Juni 2024 verlängert. Anschließen sollen sich „flexiblere und gezieltere“ Hilfen „dort, wo es wirklich nötig ist“, erklärte CSV-Umweltminister Serge Wilmes am Mittwoch dem Umweltausschuss der Abgeordnetenkommission. Einfach wird das vermutlich nicht: In der vorigen Legislaturperiode wollte das von dem Grünen Claude Turmes geführte

Energieministerium durch eine juristische Studie klären lassen, ab welcher Schwelle ein Haushalt sich eine Solarstromanlage „nicht selber leisten kann“. Fazit: Das sei sehr schwer zu bestimmen (*d’Land*, 11.8.2023). Die Studie lag vor, ehe DP-Premier Xavier Bettel am 11. Oktober 2022 seine letzte Erklärung zur Lage der Nation abgab. Dennoch versprach Bettel darin, der Staat werde „d’Käschte vun der Photovoltaïque-Anlage fir déi Leit, déi sech d’Installatioun net kënne leeschten“, übernehmen. Am 28. Juli dieses Jahres hatte die DP-LSAP-Grüne-Regierung offenbar kollektiv hinzugelernt: Das Kabinett nahm einen Gesetzentwurf an, der die Kostenübernahme durch den Staat auf Gebäude mit Wohnungen unter *gestion locative sociale* beschränkt. Mit den Top-Ups hat dieser Gesetzentwurf, der seit August im Parlament liegt, nichts zu tun. Seine Genese deutet aber an, wie komplex das mit „cibléiert“ ist (Foto: Sven Becker). ^{PF}

Schweigen ist Gold

Eine gesetzliche Pflicht, im Gemeinderat zu bestimmten



Themen Stellung zu beziehen, existiert in Luxemburg nicht, doch es gehört zu den demokratischen Gepflogenheiten, dass die Räte ihre Entscheidungen begründen, etwa wenn sie einen Vorschlag des Schöffengerats ablehnen oder sich bei einer Abstimmung enthalten. Manchmal nehmen sie dafür zu viel Zeit in Anspruch, sodass die Sitzungen unnötig in die Länge gezogen werden. So wie es am Mittwoch bei den sechs Stunden dauernden Haushaltsdebatten in Esch/Alzette geschah. Überhaupt nichts zum Haushaltsentwurf der CSV-DP-Grüne-Mehrheit sagen wollte Tammy Broers, einzige Piratin im Escher Gemeinderat. Das *Tageblatt* zitiert sie mit den Worten: „Ech wollt näischt zum Thema soen, mee mech hei enthalten.“ Umso überraschender war, dass sie sich am Ende nicht enhielt, sondern mit den anderen Oppositionsparteien gegen den Haushalt stimmte. Schon bei ihrer Antrittsrede nach den Wahlen hatte Tammy Broers sich eher kurz gefasst. ^{LL}

GESELLSCHAFT

Wer wohnt wo?

Gestern publizierte das Statec neue Daten zur Verteilung von Migrant/innen im Land. Einwanderer aus den Nachbarländern wohnen vorzugsweise in der Hauptstadt und ihrem Speckgürtel sowie den Grenzregionen der verschiedenen Länder – wobei Belgier/innen vergleichsweise stärker an der Nordseite vertreten sind als etwa Deutsche entlang ihrer Grenze. In Frankreich Geborene wohnen vor allem in Zentrum und im Süden, während portugiesische Mitbürger/innen stärker im Nordosten und im Süden vertreten sind. Von den 70 Prozent Ausländer/innen, die in Luxemburg-Stadt wohnen, sind 30 Prozent erst seit höchstens vier Jahren hier, lediglich zehn Prozent schon seit mehr als 20 Jahren. ^{SP}

ENERGIE

115,50 Euro Gutschrift

Haushalte und sehr kleine Betriebe, die pro Jahr bis zu 25 Megawattstunden Strom verbrauchen, erhalten 2024 auf der Stromrechnung eine Gutschrift von 115,50 Euro pro Megawattstunde; das legte am Mittwoch die Regulierungsbehörde ILR fest. Als „Strompreisdeckel“ neutralisiert es die seit 2022 aufgetretenen Erhöhungen der Marktpreise in der EU (Foto: Archiv Patrick Galbats). Die 115,50 Euro ähneln den 114,60 Euro Gutschrift, die das ILR für 2023 ausrechnete, nachdem



die Tripartite im September 2022 Preisdeckel für Strom und Gas beschlossen hatte. Zum 1. September 2023 senkte es die Gutschrift auf 93,20 Euro. Die für 2024 erneute Steigerung gleicht auch die Preiserhöhungen aus, die Luxemburger Stromversorger für das neue Jahr angekündigt haben. Ein Standardhaushalt, mit dem die Energiebranche zu rechnen pflegt, verbraucht vier Megawattstunden im Jahr, bekäme 2024 demnach 462 Euro gutgeschrieben. Ende 2024 tritt der Deckel außer Kraft. ^{PF}

D ’ L A N D

Régie publicitaire

Le service commercial d’Editpress sera en charge de la commercialisation des espaces publicitaires du *Land* à partir du 1^{er} janvier 2024. Pour toute demande : contact@espace-medias.lu

À nos lecteurs

Le *Land* 51/23 de cette semaine est le dernier de l’année. Nos bureaux resteront fermés la semaine prochaine. Le premier numéro de l’année 2024 sera disponible en kiosques et sur les applications le vendredi 5 janvier. Toute l’équipe souhaite à ses lecteurs, collaborateurs et fournisseurs de bonnes fêtes de Noël et de fin d’année.

Streik bei Ampacet beendet

Nach fast vier Wochen Streik und einer Woche zäher Verhandlungen wurde gestern Nachmittag der neue Kollektivvertrag zwischen dem OGBL und der Generaldirektion von Ampacet Luxemburg unterzeichnet, der laut Gewerkschaft Verbesserungen gegenüber dem alten Kollektivvertrag enthält. Begonnen hatten die Verhandlungen für die Verlängerung des Tarifvertrags schon im September 2022. Weil die Direktion den alten Vertrag aufkündigte, ging es vor das Schlichtungsamt, wo Ampacet eine Einigung einseitig ablehnte.

Ein Novum in der Luxemburger Sozialgeschichte, wie auch CSV-Arbeitsminister Georges Mischo am Dienstag in einer Fragestunde im Parlament betonte, wo er „mit den Gerüchten aufräumen“ wollte, dass die Regierung nichts unternommen habe, um den Sozialkonflikt beim amerikanischen

Plastikgranulathersteller zu lösen. Nach einem Gespräch mit dem OGBL und einer erneuten Gesprächsanfrage habe er einen Brief an die Gewerkschaft und DP-Wirtschaftsminister Lex Delles einen Brief an Ampacet geschickt, was aber zu nichts führte. Am Dienstagmorgen empfing die Regierung dann getrennt die Direktion von Ampacet, Vertreter der Fedil und des OGBL. Dabei sei „d’Stimmung opkomm, dass déi dote Situation deblockéiert wier an dass eng Léisung ganz no wier“, sagte Mischo. So konnte der Eindruck entstehen, dass Arbeits- und Wirtschaftsminister maßgeblich an der Lösung des Konflikts beteiligt waren. Mischo verschwieg aber am Dienstag, dass die Ampacet-Direktion und der OGBL die Verhandlungen schon vor einer Woche wiederaufgenommen hatten und wohl auch ohne Zutun der Regierung zu einem Abschluss gekommen wären. ^{LL}



Oliver Halmes

Die Ampacet Streikdelegation bei einer Protestaktion am 6. Dezember vor dem Parlament

„Méi Netto“ für alle

IIII Luc Laboulle

Die Debatte über die Anpassung der Steuertabelle offenbarte grundlegende Differenzen zwischen der CSV-DP-Regierung und den Oppositionsparteien LSAP und Grüne

Mit dem ersten von der neuen Regierung dem Parlament überhaupt zur Abstimmung vorgelegten Gesetzentwurf passen CSV und DP (mit Unterstützung von Piraten, ADR und Linken) am Mittwochnachmittag die Steuertabelle an die Inflation an. Nicht in Höhe von vier Tranchen, wie CSV und DP im Vorfeld und auch noch während der Sitzung behaupteten, sondern lediglich um eineinhalb. Das ist weniger als die Anpassung von zweieinhalb Tranchen, die DP, LSAP und Grüne im Frühjahr vor den Gemeindewahlen mit den Sozialpartnern bei der Tripartite ausgehandelt hatten und noch vor der Sommerpause vom Parlament einstimmig per Gesetz verabschiedet worden war. In Kraft treten sollte diese Anpassung aber erst am 1. Januar, sodass die neue Regierung noch vor Weihnachten die Gelegenheit ergriff, um anderthalb Tranchen nachzulegen, einerseits damit CSV und DP ein Wahlversprechen einlösen konnten, und andererseits, damit die steuerzahlenden Wähler sie nach den Feiertagen nicht für weniger „Netto zum Brutto“ auf ihrem Lohnzettel verantwortlich machen, wenn der ebenfalls bei der Tripartite beschlossene Konjunktursteuerkredit in Höhe von zwei Indextranchen in diesem Monat ausläuft.

Durch die Anpassung steigt der Grundfreibetrag von aktuell 11 265 auf 12 438 Euro Jahreseinkommen und liegt 456 Euro höher als er gelegen hätte, wenn nur 2,5 Tranchen angepasst worden wären. Gleichzeitig greift der Spitzensteuersatz von 42 Prozent erst bei einem Einkommen von 220 788 statt bei 200 004 Euro wie bisher. In der Steuerklasse 1 zahlt ein Haushalt mit einem Einkommen von 37 000 Euro künftig nur noch 2 598 statt 3 046 Euro Steuern (448 Euro weniger), einer mit einem Einkommen von 150 000 Euro zahlt 2024 rund 1 200 Euro weniger als in diesem Jahr. In absoluten Zahlen profitieren Haushalte mit hohen Einkommen wesentlich mehr von der Anpassung, proportional zu ihrem Einkommen kommt sie Haushalten mit geringeren Einkommen jedoch stärker zugute. 180 Millionen Euro wird die zusätzliche Anpassung den Staat kosten, 480 Millionen die der vier Tranchen insgesamt.

Die Oppositionsparteien LSAP und Grüne kritisierten am Mittwoch die zusätzliche Anpassung der Steuertabelle um 1,5 Prozent und wünschten sich stattdessen eine gezieltere Entlastung von Haushalten mit geringen und mittleren Einkommen. Als Alternative schlugen die Sozialisten in einem vom Parlament mehrheitlich abgelehnten Änderungsantrag die Aufwertung der Steuerkredite für Beschäftigte, Rentner und Freiberufler um bis zu 425 Euro vor. Die Kredite sollten bis zu einem Höchsteinkommen von 80 000 Euro gestaffelt sein. Dem „méi Netto zum Brutto“ der CSV setzte Franz Fayot (LSAP) ein „Cash an d'Täsch“ entgegen. Die Grünen hatten schon in den Tagen vor der Debatte im Parlament in den sozialen Netzwerken ein Video veröffentlicht, in dem ihre Sprecherin Sam Tanson mit mehreren Pfund Luxlait-Butter die mutmaßliche Ungerechtigkeit der zusätzlichen Anpassung der Steuertabelle veranschaulicht. Auch sie sprach sich am Mittwoch für eine gezieltere Unterstützung für geringe und mittlere Einkommen aus.

Während ADR und Piraten die Regierung weitgehend unterstützten, tat die Linke sich schwer damit, eine eigene Position zu finden. Was sicherlich auch daran liegt, dass die nicht ausschließlich die schlecht bezahlten Beschäftigten repräsentierenden Gewerkschaften und die Chambre des Salariés seit Jahren eine Inflationsbereinigung der Steuertabelle fordern, bestenfalls eine automatische nach jeder Indextranche, um die kalte Progression auszugleichen. Denn mit der jetzigen Anpassung um vier Tranchen erhalten die Steuerzahler genau genommen nur die Hälfte des Geldes zurück, das sie durch die Nicht-Anpassung von acht Indextranchen in den vergangenen Jahren „zuviel“ gezahlt haben.

Das Festhalten der Gewerkschaften an der linearen Anpassung der Steuertabelle liegt auch an deren engen Verwandtschaft mit dem Indexmechanismus. Im Rahmen der großen Steuerreform von 1967 (im gleichen Jahr wurde der Index-Warenkorb

von 36 auf 176 Artikel erweitert) hatte die damalige CSV-LSAP Regierung einen Änderungsantrag eingereicht, der vorsah, dass die Steuertabelle an die Preissteigerung angepasst werde, falls diese in den ersten sechs Monaten des Jahres mindestens fünf Prozent beträgt. Sinn und Zweck dieser Anpassung war es, zu verhindern, dass die Einkommen durch die damals schon in vielen Wirtschaftszweigen verbreitete automatische Lohnanpassung auf eine höhere Stufe der Steuertabelle steigen und folglich höher besteuert werden, sodass ein Teil der Lohnanpassung von der kalten Progression gleich wieder „aufgefressen“ wird. Wurde bis dahin die Anpassung der Steuertabelle von Zeit zu Zeit per Sondergesetz vorgenommen, sollte sie künftig zusammen mit dem Haushaltsgesetz verabschiedet werden und eine Schätzung des *déchet fiscal* (Steuerverlustes) beinhalten, den sie im Staatshaushalt verursacht. Weil die Anpassung für die Regierung jedoch nicht verpflichtend war, schlug der damalige Oppositionsabgeordnete Paul Elvinger (DP) in einem eigenen Änderungsantrag vor, die Steuertabelle nach jeder Indextranche (statt nach jeder zweiten) automatisch anzupassen, ohne dass dafür ein Gesetz nötig wäre, und darüber hinaus sämtliche „montants-limites, abattements, plafonds, plachers et autres données chiffrées dont l'incidence réelle sur l'imposition est affectée par les variations de l'indice“ gleich mit anzupassen. Das fordert heute auch die Chambre des Salariés, damit die in den vergangenen Jahren von Blau-Rot-Grün eingeführten Steuerkredite nicht an Wirksamkeit verlieren. Während die KPL damals Elvings Vorschlag unterstützte, lehnten CSV und LSAP ihn ab, weil er möglicherweise verfassungswidrig sei, wie Berichterstatter Robert Krieps (LSAP) meinte.

Obwohl die CSV-LSAP-Regierung noch im Dezember 1995 die Grenze für die Anpassung von fünf auf 3,5 Prozent herabsetzte, wurde die lineare Anpassung der Steuertabelle an die Inflation immer seltener. 1991, 1998, 2001 und 2002 wurde im Rahmen allgemeiner Steuerreformen der Grundfreibetrag erhöht, die Zahl der Einkommensstufen verändert und der Spitzensteuersatz gesenkt (*d'Land*, 16.11.2012). Nur 2008 wurde noch einmal eine lineare Anpassung von sechs Prozent vorgenommen, obwohl die Löhne und Renten seit der Steuerreform von 2002 um 15,97 Prozent gestiegen waren.

Im Zuge einer ganzen Reihe von Sparmaßnahmen (und mehrerer Indexmanipulationen) während der Wirtschaftskrise 2012 entfernten der damalige Finanzminister und heutige Premierminister Luc Frieden und der damalige Berichterstatter und heutige Finanzminister Gilles Roth (beide CSV) den Paragrafen über die Anpassung aus dem Einkommenssteuergesetz, ohne dass sie und die anderen Vertreter der Mehrheitsparteien in der Abgeordnetenversammlung ein Wort darüber verloren. 2017 nahm die DP-LSAP-Grüne Regierung dann die erste Anpassung der Steuertabelle seit 2008 vor. Sie brems-

te die Progression bei den unteren Einkommen durch die Einführung zusätzlicher Stufen und entlastete vor allem mittlere Einkommen bis 100 000 Euro. Für ärmere Haushalte erhöhte sie die Steuergutschriften und für die Betriebe reduzierte sie die Körperschaftsteuer. Gleichzeitig hob sie den Spitzensteuersatz in den beiden oberen Einkommensstufen um einen Prozentpunkt an (ab 150 000 Euro auf 41 und ab 200 004 Euro auf 42 Prozent). Bei 200 000 Euro endet jedoch die Progression. Laut vom Wirtschafts- und Sozialrat veröffentlichten Zahlen des Finanzministeriums hatten 2020 immerhin rund 9 200 in Luxemburg besteuerte Haushalte ein Einkommen von über 200 000 Euro, davon 1 200 eins von über 500 000 und 300 eins von über einer Million. Über 127 900 Haushalte verdienten hingegen weniger als (von der Einkommenssteuer befreite) 10 000 Euro, fast zwei Drittel von ihnen waren Grenzpendler. Die Hälfte aller Haushalte hat ein Jahreseinkommen von unter 30 000 Euro.

Weil die sozialen Ungleichheiten seit Jahren wachsen und die geringen und mittleren Einkommen (von 30 000 bis 120 000 Euro) die Hälfte der gesamten Einkommenssteuerlast tragen, hatte die LSAP schon bei der großen Steuerdebatte im Juli 2022 eine Überarbeitung der Steuertabelle gefordert, bei der nicht nur der Grundfreibetrag erhöht und die mittleren Stufen erweitert, sondern auch überhalb der 200 000-Euro-Einkommensgrenze weitere Stufen hinzugefügt und der Spitzensteuersatz erhöht werden soll. Die Grünen sprechen sich inzwischen auch deutlicher dafür aus als noch vor anderthalb Jahren, die Linke sowieso: Ihr Abgeordneter David Wagner forderte am Mittwoch einen Spitzensteuersatz von 50 Prozent. Auch über eine höhere Kapital- und Betriebsbesteuerung scheinen die drei Oppositionsparteien sich grundsätzlich einig zu sein.

Selbst die CSV hatte in ihrem Wahlprogramm eine zusätzliche Steuertranche von 43 Prozent für Einkommen ab 500 000 Euro Jahreseinkommen versprochen. In das Koalitionsprogramm der neuen Regierung hat diese Forderung es jedoch nicht geschafft. Investitionen in den Ausbau der Infrastruktur, die Energiewende, den Sozialstaat und die Verteidigung wollen CSV und DP nicht mit Steuererhöhungen finanzieren, sondern mit Steuersenkungen, auch für Betriebe und Haushalte mit hohen Einkommen („die breite Mittelschicht“). Sie hoffen, dass nicht nur die Durchschnittsbürger/innen mit dem gewonnenen Geld die Wirtschaft ankurbeln, indem sie Waren kaufen, sondern auch die Besserverdienenden, die es in den vergangenen Jahren vorzogen, zu sparen. LSAP, Grüne und Linke zweifeln daran, dass diese Rechnung in einer kleinen, offenen Volkswirtschaft aufgeht. Sie befürchten, dass CSV und DP deshalb zu Sparmaßnahmen greifen werden, unter denen Geringverdiener am meisten leiden werden. ●

Laut Sam Tanson bekommen die Reichen mehr Butter als die Armen





Léon Gloden,
damaliger
Bürgermeister von
Grevenmacher, am
Buergermeeschterdag
auf der Fouer

„Dat kann an enger Stad net sinn“

IIII Sarah Pepin

Voller Barmherzigkeit: Kurz vor Weihnachten setzt die christlich-sozial-liberale Regierung das Bettelverbot in der Hauptstadt um

„Villäicht soll ee guer net mei an d’Stad goen, oder just mat engem alen Trench“, war ein Leserbrief im *Luxemburger Wort* im April dieses Jahr überschrieben. Darin regte sich eine Frau auf: „D’Leit sollen entspaant duerch eis schéi Staat kënnen goen, eis schéin an deier Geschäfte kucken. Räich Cliente sollen heihi kommen an all dëst soll eis e gudden Image bréngen. Et ka jo net sinn, dass eis d’Staat esou d’Bach ageet, an ëmmer nëmme gesot gëtt, mir hu keng Handhab. (...) Et ass net ze roden eng deier Posch aus der Philipsgaass an och kee Schal mat engem bekannte Logo ze droen, vun enger Ketten oder eng Auer aus onse schéine Bijouteriën jo guer net ze schwätzen.“

Léon Glodens (CSV) erste Amtshandlung als Innenminister wird gewesen sein, sicherzustellen, dass sich reiche Menschen die Armut anderer weniger zu Gemüte führen müssen. Kurz vor Weihnachten gab er grünes Licht für das allgemeine Bettelverbot in der Hauptstadt, das seine sozialistische Vorgängerin Taina Bofferding noch im Mai blockiert hatte. Bis zum 1. Januar gilt nun eine Übergangsfrist für die Bettler. Damit hat das Großherzogtum es am gestrigen Donnerstag sogar auf die Titelseite der *Süddeutschen Zeitung* geschafft.

Am Montagnachmittag klirrt es vor Kälte, die zahlreichen Weihnachtslichter der Hauptstadt funkeln im Nebel. Am Hamilius sitzen drei Obdachlose, alle haben einen Pappbecher hingestellt. Sie sitzen auf dreifach gefalteten Decken, um es auf dem Boden auszuhalten. Eine von ihnen, Sonia, ist seit fast zwei Monaten auf der Straße, sagt sie. Sie sei dieses Jahr mit ihrem Mann aus Portugal hergekommen, ein Job und eine Unterkunft seien ihr versprochen worden, doch nichts davon sei eingetreten. Ihre beiden Kinder, vier und fünf Jahre alt, seien zuhause bei ihrer Großmutter. Um Weihnachten werde es schwieriger als sonst, klarzukommen. Sonia hat von der neuen Regelung gehört, am Wochenende seien sogar Polizisten an ihr vorbei gelaufen, aber niemand habe sich an ihr gestört. Sie macht sich Sorgen, dass ihr die Passanten nun weniger Geld geben könnten. Ein weiterer Mann ohne Obdach kommt vorbei. Er sagt, er sei gerade in der Groussaass weggeschickt worden. Tatsächlich ist die Geschäfts-Flaniermeile an diesem Nachmittag völlig frei von Bettlern, die sich stattdessen in andere Straßen verzogen haben.

Am Cercle Cité, gleich neben dem Weihnachtsmarkt, sitzt Max. Eine grüne Mütze hängt über seinen Augenbrauen, er stiert nach vorne. Der 23-jährige Luxemburger ist seit neun Tagen auf der Straße, abends hat er einen Platz in einem *Nightshelter*, sagt er. Wie trifft ihn das Verbot? „Es ist schade, dass nun alle bestraft werden, weil einige sich falsch verhalten.“ Er sehe die „Banden, die Mafia“, die den Menschen nachlaufen und sie nicht in Ruhe lassen, die „sogar achtjährige Kinder“ nach Geld fragen. „Ich hingegen sitze bloß hier.“ An einem sehr guten Tag gehe er mit 30 Euro nach Hause. Oft seien es allerdings nur fünf, über die er sich freut, denn das bedeute ein warmes Getränk und etwas zu essen.

Wenn er nicht mehr betteln darf, wird er sich „etwas anderes suchen“, erklärt er.

Dem Strafgesetzbuch nach kann die sogenannte *mendicité organisée*, die vom Innenminister Léon Gloden und vom hauptstädtischen CSV-DP Schöfferrat als Grund für das jetzige Bettelverbot angeführt wird, seit der Reform des Gesetzes zum Menschenhandel 2014 verfolgt und mit Gefängnisstrafen von fünf bis zehn Jahren und Geldstrafen von 50 000 bis 100 000 Euro geahndet werden. Die *mendicité organisée* ist laut Artikel 41 der Polizeiregelung ebenfalls auf kommunaler Ebene in der Hauptstadt verboten. Laut dem neu hinzugefügten Artikel 42 dürfen nun „alle anderen Formen“ des Bettelns auch zwischen 7 und 22 Uhr in einer Reihe Straßen der Stadt verfolgt werden. (In Diekirch und Ettelbrück gibt es ein saisonales Bettelverbot von Mai bis Oktober.) Dem Strafgesetzbuch nach ist die *mendicité simple* jedoch seit 2008 nicht mehr verboten. Dass es keine weitere Einschränkung brauche, lässt der Law & Order Innen- und Polizeiminister Léon Gloden nicht durchgehen. Er beruft sich auf eine Jurisprudenz des Verwaltungsgerichts und auf ein Dekret aus dem Jahr 1789, das festlegt, dass der Bürgermeister für die öffentliche Hygiene und Ruhe seiner Stadt zuständig ist. Das Lacatus-Urteil des Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte, das 2021 fiel und festhielt, dass ein Bettelverbot und dahingehende strafrechtliche Belange eine Unverhältnismäßigkeit darstellen, interpretiert Léon Gloden anders.

Immer wieder wird das Argument wiederholt, dass es in der Hauptstadt nur um organisierte Banden gehe, bis sich diese Aussage ins kollektive Gedächtnis eingebrannt hat. Ein Vorwand, denn dann braucht man nicht zuzugeben, was der LSAP-Gemeinderat Tom Krieps bereits im März in einer hitzigen Sitzung mit dem hauptstädtischen Schöfferrat im Hinblick auf die Bettler allgemein und mit einem Verweis auf den Blinden von Joricho sarkastisch feststellte: „Können diese Menschen nicht in Ruhe leiden? Sie gehen uns auf die Nerven.“ An einem „gemeinsamen Strang“ würde er nun nicht mehr ziehen, wenn auch andere Formen des Bettelns in die Regelung kämen, erklärte Krieps.

Premierminister Luc Frieden (CSV) huldigte am Montagmorgen im Radio *100,7* den karitativen Institutionen. Er erklärte, das Bettelverbot sei keine Regierungsentscheidung, sondern eine Entscheidung von Léon Gloden, hinter der die Regierung jedoch stehe. Die Entscheidung der vorherigen Innenministerin sei „politisch“ gewesen, eine Aussage, die klingen soll, als sei Glodens Entscheidung politisch neutral. Personen, die aus dem Ausland regelmäßig nach Luxemburg kämen, würden sich hier „breet maachen“, was zu einem „gewässenen Duercherneen“ führe. „Dat kann an enger Stad net sinn.“ Es sei unwürdig, wenn Menschen auf der Straße schlafen würden und ihnen müsse geholfen werden. Gebe es einen Subtext für diese vermeintlich christlich-sozial-liberale Entscheidung, würde er lauten: Wir wollen die Armut der anderen nicht sehen.

Gäbe es einen Subtext für diese christlich-sozial-liberale Entscheidung, würde er lauten: Wir wollen die Armut der anderen nicht sehen

DP und CSV berufen sich öfter auf die zahlreichen sozialen Organisationen, die aktiv sind, um Bedürftigen in der Stadt zu helfen (Lydie Polfer zählt 16) oder auf das große Sozialbudget der Hauptstadt (67 Millionen für 2024). Im März hatte Lydie Polfer beteuert, dass der Schöfferrat der Stadt „seinen Mantel jeden Tag teile“ und „Sozialpolitik lebe“. Außer der Stämm vun der Strooss haben sich bisher kaum soziale Institutionen zur Regelung geäußert. „Das Verbot ist eine Form von sozialer Bereinigung“, urteilt Frédéric Braun, Journalist bei der Zeitung der Stämm im Gespräch mit dem *Land*. Es käme einer Zensur gleich, zu versuchen, die Realität einer Stadt auf diese Weise zu verfälschen – nämlich so zu tun, als gebe es die wachsenden Ungleichheiten nicht. Öl ins Feuer sei es auch für die ärmeren Menschen und Obdachlosen untereinander, weil es die Polarisierung unter ihnen befeue. Die Luxemburger könnten sagen: Die Rumänen haben unsere *Manche* kaputtgemacht. In Großbritannien verkaufen obdachlose Menschen Straßenzeitungen. Wäre das eine Option für die Stämm, wenn das Verbot juristisch durchkommt? „Das müsste intern geprüft werden. Eine Möglichkeit wäre es sicherlich, auch um die Personen zu ver menschlichen.“

Das Wort Roma und Sinti nehmen weder DP noch CSV in den Mund. Doch sie sind mitunter gemeint, wenn es um die organisierten Banden geht, die aus „deutschen Limousinen mit belgischen Nummernschildern am Boulevard Royal entladen werden“, wie es Léon Gloden im *100,7* ausdrückte. Die nationale Menschenrechtskommission (CCDH) sieht hingegen keine gesetzliche Basis für die Regelung und spricht von einem „gefährlichen Amalgam zwischen Bettelei und Menschenhandel“ sowie der Kriminalisierung als inadäquates Mittel zur Bekämpfung von Armut. Im *Tageblatt* wies der Menschenrechtsanwalt Frank Wies darauf hin, dass hier seines Erachtens eine *liberté publique* durch die kommunale Regelung eingeschränkt wird. Die Verhältnismäßigkeit dieser Einschränkung sei hier jedoch nicht gegeben, was die Regelung verfassungswidrig machen könnte.

Am Dienstagabend ging es in einer fast zweistündigen Sitzung im Parlament ums Thema. Die Opposition war bis auf die ADR mehr oder weniger auf einer Linie. Während die LSAP-Fraktionsvorsitzende Taina Bofferding bedauerte, dass kein juristisches Urteil des Verwaltungsgerichts abgewartet wurde, und der Regierung vorhielt, die Aus-den-Augen-aus-dem-Sinn-Taktik funktioniere beim Betteln nicht, bemühte ihr Parteikollege Dan Biancalana den Schweizer Pädagogen Johann Pestalozzi: „Wer die Armut erniedrigt, der erhöht das Unrecht“. Weiter echauffierten sich die Abgeordneten Marc Baum (Linke), Marc Goergen (Piraten) und Meris Sehovic (Grüne) über das Verbot. Letzterer fragte: „Wie wollen Sie jemanden bestrafen, der nichts mehr hat? Wollen Sie ihm die letzten paar Euro aus seinem Pappbecher nehmen?“ Laurent Mosar (CSV) wies darauf hin, dass die Bettler immer noch woanders um Geld bitten könnten (etwa auf dem Kirchberg oder in Bonneweg) und dass die Bettelfreiheit nicht auf Kosten anderer gehen könne. Auf die Frage, wie jemand, der auf dem Boden sitzt, die Freiheit anderer einschränke, antworteten Léon Gloden – und Lydie Polfer – wiederholt, es ginge nicht um diese Bettler. Lydie Polfer gab an, der Polizei zu vertrauen – die Beamten könnten hier sicherlich den Unterschied zwischen den beiden Arten von Betteln (*simple* oder *organisée*) machen.

Ins Absurde driftete die Diskussion mehrmals ab, als im Kreis eben darüber debattiert wurde, wer mit dem Verbot visiert ist – und um das Verständnis des Satzes in Artikel 42: *toute autre forme de mendicité*. „Warum haben Sie nicht das hineingeschrieben, was Sie bekämpfen wollen?“, fragte Sam Tanson (Grüne). Seitdem nur die *mendicité organisée* visiert wurde, sei nichts passiert, die Situation habe sich eher verschlimmert, antwortete Lydie Polfer. Als Innenminister Léon Gloden letztlich vor die Kammer trat, erklärte er: „Hei steet net der Däiweel virun iech, och kee Mann ouni Häerz. Hei steet den Inneminister, den de *contrôle de légalité* vun de Gemengereglementer kuckt.“ Ein starker Rechtsstaat und ein starker Sozialstaat würden einander nicht ausschließen. Dass Politiker für die Polizei verständliche Gesetze erlassen sollten, die sie nicht selber interpretieren muss, sprach er nicht an.

An der Avenue Monterey, es ist schon fast dunkel, sitzt Sven, ein Deutscher, mit seiner Hündin Luna. Er bezeichnet sich selbst als „Lebenskünstler“ und reist seit mehr als fünf Jahren durch Europa. Vor ihm liegt ein Buch mit Kunstwerken, die er verkaufen will. Er findet das Bettelverbot katastrophal, da es die „freie Marktwirtschaft“ unterbinde und „die Leute noch mehr desozialisiert und ins Abseits schiebt“. Während des Gesprächs kommt ein Mann mit seinem circa 15-jährigen Sohn und drei vollgepackten Tüten aus dem Gucci-Laden. Sven ruft ihm zu: „Habt ihr noch etwas übrig?“ Der Mann antwortet lachend: „Kannst du einen Fuffi wechseln?“ Er kramt in seiner Tasche herum, kommt noch einmal zurück und bringt Sven einen Zehn-Euro-Schein. Zum Abschied wünschen sie sich frohe Feiertage. ●

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Smart Nation

Der nationale Wettbewerbsstaat ist besorgt. Seine Verwalter müssen die „promotion de l’entrepreneuriat dans les écoles et dans les lycées“ verstärken (*Accord de coalition 2023-2028*, S. 157). Schon den Jüngsten soll der Unternehmergeist eingehaucht werden. Nicht nur der Traum von Porsche, Finca und Yacht. Auch von Eigeninitiative, Risikobereitschaft, Konkurrenzkampf.

Das Lehrfach scheint notwendig. Denn am meisten lassen die Unternehmer Unternehmergeist vermissen. Vorüber sind die Zeiten, da Emile Metz ohne Luxinnovation und Steuervergütungen die erste Thomas-Birne einführte. Da Paul Wurth ohne SNCI und Investitionszuschüsse eine Walzstraße für die ersten Grey-Träger errichten ließ.

Heute werden die Unternehmerlobbys nicht müde, die Teilverstaatlichung des Investitionsrisikos zu verlangen. Damit das Land im internationalen Wettbewerb nicht den Anschluss verpasst. Dafür wird – Marktwirtschaft hin oder her – die Regierung verantwortlich gemacht. Die Regierung hüllt die Verlegenheit in eine Utopie. Keine politische, gesellschaftliche: eine technische.

Die CSV/DP-Koalition „renforcera la promotion du Luxembourg en tant que Start-up Nation“ (S. 150). Sie verlangt, dass „le Space Campus se concrétise au plus vite“ (S. 152). Sie gibt der Utopie einen Namen: „la transformation du pays en une Smart Nation et de nos localités en des Smart Cities“ (S. 5). Das klingt präventios. Also schräg.

Um ihren Börsenkurs zu steigern, verspricht jedes Jahr eine kalifornische Firma den ultimativen, disruptiven Hype. Der die Wirtschaft revolutionieren, unser ganzes Leben umwälzen werde. Der als Bedrohung und Erlösung zugleich erscheint.

Stolz kauften Spuerkeess und ArcelorMittal Werberaum auf *Second Life*. Dann galt der Rummel den Kryptowährungen. (Grüße an Frank Schneider!) Später der Industrie 4.0. (Grüße an Jeremy Rifkin!) Oder der Wasserstoffenergie. (Grüße an Frank Engel!) Dieses Jahr sind es generative, vortrainierte Transformerprogramme für natürliche Sprachen (Grüße von Chat-GPT!).

„L’exploitation de l’intelligence artificielle (IA) offre un potentiel immense pour dynamiser notre économie et simplifier la vie de nos citoyens.“ Schwärmt die Regierung in ihrem Koalitionsabkommen (S. 4). Mit „dynamiser notre économie“ ist die Kürzung der notwendigen Arbeitszeit gemeint. Damit mehr Gesamtarbeitszeit für die Mehrwertproduktion bleibt. Wer erinnert sich noch an das von der LSAP inszenierte Desaster des *État des lieux des enjeux et des risques de la Réduction du Temps de Travail*?

Die Bankangestellte scannt im Kaufhaus ihre Einkäufe selbst ein. Die Kaufhauskassiererin tippt zu Hause ihre Banküberweisungen selbst ein. An vorderster Front des technischen Fortschritts bauen sie sich gegenseitig ihre Arbeitsplätze ab. Nicht nur sie werden der beschleunigten Kapitalzirkulation unterworfen: „Le concept de nature temporaire (Natur auf Zeit) sera introduit.“ Verspricht das Koalitionsprogramm (S. 45).

Als Agentur des Produktionsstandorts soll der Staat alle gesellschaftlichen Ressourcen in den Dienst der Wettbewerbsfähigkeit stellen. Seine Ziele sollen digital und nachhaltig sein. Sie sollen atemlos modern klingen. Altmodisch sind die Mittel von CSV und DP: weniger Steuern, mehr Deregulierung.

In seiner Regierungserklärung kündigte Luc Frieden am 22. November „eng vun de Prioritéite vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun“ an: Er versprach, „fir aus eisem Land en europäesche Laboratoire fir autonoomt Fueren ze ëntwéckelen“. Gerade entzog Kalifornien General Motors die Lizenz für autonome Taxis. Grund waren eine schwer verletzte Passantin und unvollständige Sicherheitsangaben.

Wenn Kalifornien zögert, tut sich dem hiesigen Unternehmergeist eine Souveränitätsnische auf. Im Interesse von 697 Firmen des Luxembourg Automobility Cluster. Auch Fußgänger und streunende Katzen müssen Opfer bringen. Vielleicht sogar als Märtyrerinnen der nationalen Wettbewerbsfähigkeit. Gefallen als Soldaten auf dem Ehrenfeld des Wirtschaftskriegs. ● ROMAIN HILGERT

GESUNDHEIT

Die untere Hälfte des Kreises

IIII Luc Laboulle



Gesundheits- und Sozialministerin Martine Deprez

Nur rund 15 Hausärzt/innen haben bislang die Software zur Nutzung des *Paiement immédiat direct* (PID) in ihrer Praxis installiert, bestätigte Gesundheits- und Sozialministerin Martine Deprez (CSV) am Dienstagnachmittag in ihrer Antwort auf eine mündliche parlamentarische Anfrage des Piraten-Abgeordneten Sven Clement im Parlament. Grund dafür seien „sowohl technische als auch menschliche Probleme“, meinte Deprez, die offensichtlich Schwierigkeiten hatte zu erklären, worin diese denn bestünden. Sie habe am Morgen die AMMD getroffen, die „die andere Hälfte“, die zum PID passt, mit entwickelt habe, und dieses Dossier sei ins Stocken geraten, meinte die Ministerin. Das PID sei „die obere Hälfte des Kreises“, die „untere Hälfte des Kreises“, die noch fehle, sei „en Outil, dee wéi den DHN funktionéiert“.

DHN ist aber kein „Outil“, sondern eine von der AMMD mitgegründete, verschuldete Firma, die bei der Umsetzung des PID Exklusivrechte beanspruchte. Da Deprez’ sozialistische Vorgänger/innen Paulette Lenert und Claude Haagen DHN diese Exklusivrechte in einem freien Markt verwehren, verließ die AMMD nicht nur den Verwaltungsrat der Agence E-Santé, sondern drohte auch mit Boykotten in CNS-Gremien und warf der LSAP-Gesundheitsministerin im Verbund mit der CSV wiederholt vor, eine „planwirtschaftliche“ Politik zu betreiben. Da das PID aber tatsächlich auch ohne Zutun von DHN einwandfrei funktioniert und nicht bekannt ist, worum es sich bei diesem „Outil“ in der „unteren Hälfte des Kreises“ genau handelt, sind – oder waren – die Probleme wohl eher menschlicher

und politischer als technischer Natur: Martine Deprez hat sich von der AMMD vielleicht nur einen Bären aufbinden lassen.

Dass so wenige Hausärzte das PID bislang nutzen, könnte einerseits daran liegen, dass die dafür zuständige Firma erst im Oktober mit der Installation begonnen hat. Andererseits scheinen viele Ärzte insgesamt eher technikskeptisch eingestellt zu sein: Als DHN im Herbst 2021 seine *Gesondheetsapp* zur Umsetzung des *Remboursement accéléré* lancierte, konnte die AMMD nicht einmal ihre Mitglieder davon überzeugen, dieses System zu nutzen. Lediglich 102 Ärzt/innen ließen die dazu passende Software in ihrer Praxis installieren, tatsächlich genutzt wurde sie aber nur von 39 und von denen nicht einmal besonders häufig.

Schon damals hatte die AMMD dem Staat, der CNS und der Agence E-Santé vorgeworfen, ihr digitales System zu sabotieren, weil die CNS eine eigene App für das *Remboursement accéléré* entwickelt hatte. Da mit Martine Deprez nun die CSV die Gesundheits- und Sozialministerin stellt, könnten die menschlichen und politischen Probleme mit der AMMD vielleicht bald gelöst sein. Der Ärzteverband berichtete auf X von sehr konstruktiven Diskussionen. Gespannt sein darf man jedoch darauf, wie Deprez DHN in das noch ausbaufähige PID-System einbinden wird. Das nächste Treffen zwischen ihr und dem Ärzteverband soll im Januar stattfinden. ●



ISRAEL

„Weder Hamastan noch Fatahstan“

III Felix Wellisch, Tel Aviv

Wieso ist die Hamas im Westjordanland so populär? Wie steht es um die Palästinensische Autonomiebehörde? Und was bedeutet das für die politische Zukunft in Gaza?

Kurz nach dem Freitagsgebet versammeln sich auf dem Manara-Platz in Ramallah etwa zweihundert Menschen. In den Gesichtern spiegeln sich Trauer und Wut, die Protestierenden fordern ein Ende der israelischen Angriffe – und der Besatzung: „Kein Kompromiss, wir wollen unser Land“, rufen sie. Und: „Danke, danke, oh Kassam“, an die Adresse der Kassam-Brigaden, des militärischen Arms der islamistischen Hamas.

Vor dem Krieg wäre die Palästinensische Autonomiebehörde (PA) wahrscheinlich dagegen vorgegangen: Die im Westjordanland herrschende Fatah-Bewegung unterbindet seit Jahren brutal jede politische Konkurrenz. Heute bleibt es ruhig. Ramallah mit seinen 40 000 Einwohnern ist das liberale Zentrum des palästinensisch kontrollierten Teils im von Israel besetzten Westjordanland. Hier liegen die Büros und Ministerien der Selbstverwaltung, aus der einmal ein Palästinenserstaat hätte werden sollen.

Die meisten Demonstrierenden gehören zu einer einigermaßen privilegierten Mittelschicht. Ob oder weshalb sie das Massaker der Hamas gut heißen, darüber wollen viele der Teilnehmer nicht sprechen. Neben der Wut herrscht vor allem Angst. Mehr als 4 000 Menschen hat die israelische Armee in der Westbank laut palästinensischen NGOs binnen zwei Monaten festgenommen. Hinzu kommen fast 500 Palästinenser, die seit Anfang des Jahres bei Razzien und Zusammenstößen vom Militär erschossen wurden. Abseits des Protests liegt über Ramallah, wie vielerorts im Westjordanland dieser Tage, eine gespannte Stille. Die Armee hat Verbindungsstraßen zwischen vielen Ortschaften mit Checkpoints geschlossen. Immer wieder gibt es Angriffe durch extremistische Siedler. Viele Menschen bleiben zuhause.

In einem Café in der Stadtmitte scrollt Ehab Bessaiso auf seinem Smartphone durch Bilder aus Gaza. Der 45-jährige ehemalige Sprecher und Kulturminister der PA ist aufgewühlt. „Ich bin dort aufgewachsen, schau dir das an“, sagt er und zeigt verwusste Körper auf einer Straße. Das Viertel seiner Eltern, eine Trümmerwüste. Seine Schule, sein Kulturzentrum: Schutthaufen.

Wie viele Palästinenser sieht Bessaiso den 7. Oktober nicht als historischen Einschnitt durch den größten tödlichen Angriff auf Juden seit dem Holocaust, sondern als Resultat jahrelanger Unterdrückung. Der Angriff sei „furchtbar“ gewesen, doch Israel letztlich Schuld daran, dass nicht rechtzeitig eine Lösung gefunden worden sei. Die Regierungen der vergangenen Jahre, vor allem unter Ministerpräsident Benjamin Netanjahu, hätten die palästinensische Selbstverwaltung verunmöglicht. „Sie wollten die PA nicht, sie wollten die Hamas nie. Sollen sie es doch offen sagen: Sie wollen keine Palästinenser in diesem Land.“

Die PA, die dieser Tage besonders von den USA als mögliche Regierung eines Nachkriegsgaza ins Spiel gebracht wird, beschreibt Bessaiso als „so schwach wie nie zuvor“. Das Schweigen von Palästinenserpräsident Mahmud Abbas in der aktuellen Situation ist bezeichnend. Seit dem 7. Oktober hat der Politiker, der auch den Vorsitz der Palästinensischen Befreiungsorganisation PLO sowie die Führung der regierenden Fatah-Partei innehat, die Hamas nicht verurteilt. In Ramallah fürchte man, den letzten Rest Legitimität zu verlieren, heißt es aus Diplomatenkreisen: In den Straßen des Westjordanlands wehe der Wind für die Hamas.

Solidaritätskundgebung
von Palästinenser/innen
am 8. Dezember in
Ramallah im
Westjordanland



Jüngste Umfragen des palästinensischen PSR-Instituts zusammen mit der deutschen Konrad-Adenauer-Stiftung stützen diese Annahme. Demnach hat sich die Unterstützung für die Hamas im Falle von Wahlen im Westjordanland seit dem 7. Oktober verdreifacht – auch wenn sie weiterhin bei weniger als fünfzig Prozent liegt. Dafür fordern mittlerweile rund neunzig Prozent der Befragten den Rücktritt von Abbas. Das bedroht ein politisches System, in dem der Machterhalt einer intransparenten Elite längst das oberste Ziel ist. Rund siebzig Prozent der Menschen sind unter dreißig und haben noch nie in ihrem Leben gewählt. Dagegen haben sich in der Vergangenheit immer wieder Menschen aufgelehnt.

Nach dem Tod des Abbas-Kritikers Nizar Banat 2021 in Polizeigewahrsam waren tausende Palästinenser gegen die PA auf die Straße gegangen. Bessaiso schrieb damals: „Meinungsunterschiede sind keine Krankheit, keine Gefahr im Verzug und keine Rechtfertigung für Blutvergießen.“ Kurz darauf wurde er von Abbas persönlich entlassen.

Vor diesem Hintergrund hat sich in den vergangenen Jahren vor allem die junge Generation radikalisiert. Anfang 2022 verübten junge Palästinenser eine Reihe von Terroranschlägen in israelischen Städten. Die israelische Führung antwortete mit einer Strategie, die in Sicherheitskreisen als „Rasenmähen“ bezeichnet wird: Weitreichende Festnahmen sollen die Fähigkeiten der militanten Gruppen minimieren. Israelischen Behörden zufolge wurden dadurch in den vergangenen Jahren zahlreiche Anschläge verhindert. Doch auch hunderte Palästinenser wurden getötet. Zahlreiche junge Menschen schlossen sich bewaffneten Gruppen an.

Einer von ihnen ist Assem, der seinen echten Namen nicht nennen will. An einem Freitag Anfang Dezember beobachtet der Anfang 20-Jährige aus dem Schutz einer Gasse des Flüchtlingslagers von Tulkarem die Zufahrtsstraße zum Camp. Er trägt eine olivgrüne Weste mit dem Abzeichen der Fatah-nahen Al-Aksa-Märtyrer-Brigaden. Um seine Schultern hängt ein M16-Sturmgewehr. „Wenn sie uns verhaften, erschießen und unsere Häuser abreißen, will ich mich verteidigen“, sagt er. Er sehe keine Alter-

native zu den Waffen. „Du kommst da rein wegen dem, was du erlebst“, sagt Assem. Auf das Magazin seiner Waffe hat er das Foto eines jungen Mannes geklebt. „Dschihad“ aus der Tulkarem-Brigade sei am 6. November von einem Soldaten erschossen worden.

„Der 7. Oktober war nur eine Frage der Zeit“, meint Assem. Trotzdem ist er selbst dem Ruf der Hamas nicht gefolgt, sich der „Operation Al-Aksa-Flut“ anzuschließen. „Ich kämpfe hier, nicht in Tel Aviv oder Haifa.“ Die Taten der Hamas heißt er trotzdem gut: Deren Strategie sei „der richtige Weg zur Befreiung des palästinensischen Volkes“.

Ibrahim Dalalsha, der Direktor des palästinensischen Thinktanks Horizon Center, beobachtet die Radikalisierung mit Sorge und Verständnis zugleich. „Der Krieg hat zu schnell und zu heftig begonnen“, sagt er. Der Strom an Bildern aus Gaza, von unter Trümmern begrabenen Familien, lasse vielen emotional keinen Raum, die Hamas-Massaker überhaupt noch zu sehen.

Von Dalalshas Büro im fünften Stock eines Hauses in Ramallah fällt der Blick auf Büros internationaler Organisationen und Fahrzeuge des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz. „Nach dem Ende des Krieges wird die Rationalität zurückkehren und die Unterstützung für die extremistischen Gruppen zurückgehen“, sagt der Anwalt, der rund zwanzig Jahre lang die US-Regierung und die PA beraten hat. Doch Israel müsse akzeptieren, dass sich die Ideologie der Hamas nicht militärisch zerstören lässt.

Der Großteil der Palästinenser sei weder extrem religiös noch gegen eine Anerkennung Israels, sondern fordere ein Ende der Besatzung und Unabhängigkeit. Die Fatah habe seit der Machtübernahme durch die Hamas in Gaza vor siebzehn Jahren auf Gewaltlosigkeit und Verhandlungen gesetzt, damit aber kaum etwas erreicht. „Netanjahu hat die PA jahrelang geschwächt“, sagt Dalalsha. „Der ehemalige US-Präsident Trump hat sie dann vollends außen vor gelassen, als er die Verhandlungen mit arabischen Staaten über eine Normalisierung mit Israel ganz ohne die Palästinenser führte.“

Die Hamas hingehen setze zur Erreichung der Unabhängigkeit auf Gewalt und sei damit in den Augen vieler Palästinenser schlicht erfolgreicher. „Sie haben 2006 die Wahlen in Gaza gewonnen, weil sie den israelischen Abzug und die Räumung der Siedlungen ein Jahr zuvor als eigenen Erfolg verkaufen konnten“, sagt Dalalsha.

Seine Hoffnung liegt in einer technokratischen Regierung, die einen Mittelweg findet. Die palästinensische Gesellschaft sei gut ausgebildet, es gebe eine große Zivilgesellschaft und Menschen, aus denen sich eine neue Führung bilden lasse. Voraussetzung sei eine Handreichung für gemäßigte Palästinenser durch die Aufhebung von Einschränkungen sowie ein glaubhafter Weg zur Unabhängigkeit. Dann sei es möglich, den Kreislauf der Gewalt zu beenden.

Wenige Minuten vom Horizon Center entfernt liegt die Muqataa, der Sitz von PA-Präsident Abbas. Anzeichen für den Wandel, auf den Dalalsha hofft, gibt es bisher kaum. Seit Kriegsbeginn wurden die internationalen Staatsgäste hier empfangen. Doch selbst wenn die PA in Gaza nach einer Übergangsphase eine Rolle übernehmen könnte: Abbas ist 88 Jahre alt, immer wieder machen Gerüchte über seinen Gesundheitszustand die Runde. Es droht ein politisches Vakuum. Mögliche Nachfolger wie Hussein Al-Sheikh, Mohammad Shtayeh oder Mohammed Dahlan haben kaum mehr Rückhalt in der Bevölkerung als Abbas selbst. Oppositionelle Stimmen gibt es so gut wie keine. Marwan Barghuthi, der einzige, der fraktionsübergreifend Unterstützung genießt, sitzt eine mehrfach lebenslängliche Haftstrafe wegen der Beteiligung an mehreren Terroranschlägen ab.

Israels Regierungschef Netanjahu hat vergangene Woche erneut klar gemacht, dass er derzeit keine Rolle der PA in Gaza sieht: „Gaza wird weder Hamastan noch Fatahstan“, erklärte er entgegen der ausdrücklichen Wünsche der USA, Israels wichtigstem Verbündeten. Israel wirft der PA unter anderem vor, Familien von Attentätern finanziell zu unterstützen. Israel werde die Kontrolle über die Sicherheit in Gaza behalten, „denn wir haben gesehen, was passiert, wenn wir es nicht tun.“ Nach einer Lösung klingt das nicht. ●



Sven Becker

Wirtschaft

Durch die Genschere Crispr/Cas wurden beispielsweise Tomaten gezüchtet, denen der Mehltau-Pilz nichts anhaben kann

Gene, Leben, Mutationen

III Stéphanie Majerus

Seit Jahren tobt ein Streit zwischen Politikern, Wissenschaftlern, der Agrarindustrie und Umweltorganisationen über Gentechnik. Der Stand der Debatte

Die EU-Mitgliedstaaten urteilten am 6. Dezember über die von der Kommission vorgeschlagene Deregulierung der neuen Züchtungstechniken. Einig wurde man sich nicht – vor allem gab es Bedenken gegenüber Verfahren wie der sogenannten „Genschere“ sowie bezüglich Patentrechten. Luxemburg enthielt sich (mit Belgien, Bulgarien und Deutschland). Unterstützt wurde der Vorschlag von 16 Ländern, insbesondere Agrarexportnationen wie den Niederlanden, Dänemark und Frankreich. Eigentlich sieht die CSV-Landwirtschaftsministerin Martine Hansen eine Chance in der Gentechnik. „Wir sollten die neuen Technologien nutzen, weil wir sie brauchen“, unterstrich sie nach der Ratssitzung im *Letzeburger Bauer*. Aber sie fordere, dass es kein Patentierungsrecht auf Genom-editierte Pflanzen geben sollte. Wenn kein bedeutender Unterschied zu klassischen Züchtungen auszumachen ist und sie auch nicht mehr als gentechnisch veränderte Pflanzen eingestuft werden, „sollten wir ebenso auf Patentierungen verzichten“, so Hansen.

Vor allem Genom-editierte Pflanzen ohne artfremde Gene will die EU in die Kategorie 1 aufnehmen, also solche Kulturpflanzen, die auch „natürlich oder durch konventionelle Züchtung“ hätten entstehen können. Somit können sie von Auflagen und Tests befreit werden und es bedarf keiner besonderen Kennzeichnungen für die Konsument/innen mehr (was das Label „Ohne-Gentechnik“ aufgrund von nicht nachvollziehbaren Produktionsprozessen verunmöglicht). Um unter die Kategorie 1 zu fallen, dürfen nicht mehr als 20 genetische Veränderungen vorgenommen werden. In die Kategorie 2 hingegen werden herbizid-tolerante, transgene Pflanzen einklassiert, die weiterhin spezifischen Genehmigungen unterliegen.

Eine Reihe Wissenschaftler und Politiker wollen auf Genom-Editierungsmethoden setzen, weil sich damit Kulturpflanzen kosten- und zeitsparender züchten lassen als mit den bisherigen Verfahren. Während bei früheren Anwendungen Gentransfers im Fokus standen, werden mit der Genschere Crispr/Cas gezielt Gene abgewandelt. So kann man die Resilienz gegenüber Viren und Krankheiten erhöhen, den Vitamin-Gehalt steigern, allergieauslösende Substanzen reduzieren oder den Geschmack intensivieren. Einige Versuche sind bereits gelungen. Durch die Genschere Crispr/Cas wurden beispielsweise Tomaten gezüchtet, denen der Mehltau-Pilz nichts anhaben kann und Kartoffeln, die keine Kartoffelfäule ansetzen. Man erhofft sich zudem, durch die Genom-Editierung Pflanzen an klimatische Herausforderungen wie Dürreperioden anzupassen. Aber die Forschung ist in diesem Bereich in der EU nahezu auf Standby, da Genom-editierte Pflanzen allgesamt laut einem Urteil des Europäischen Gerichtshofs im Juli 2018 als genetisch veränderte Organismen (GVO) eingestuft werden. Somit unterliegen auch neueste Verfahren einer strengen Regulierung, was ihre Entwicklung zeitaufwändig und teuer gestaltet.

Kritisiert wird die Gentechnik seit Jahren öffentlichkeitswirksam von der Umweltorganisation Greenpeace. Gemeinsam mit dem Journalisten und Mitverfasser des Weltagrarberichts Benny Haerling hat ihr hiesiger Direktor Raymond Anderkerk im *Wort* einen Beitrag veröffentlicht, in dem beide monieren, die Agrarindustrie habe „bereits heute die Bauern und Bäuerinnen mit Kunstdünger, Pestiziden und hybridem Saatgut fest im Griff“. Nun wolle sie sich in der neuen Gentechnik „ein lukratives Geschäft“ sichern und habe in Brüssel gezielt Lobbyarbeit geleistet. Zuvorderst stoßen sich die Autoren daran, dass die EU-Kommission „keine individuelle Risikoprüfung und Zulassung mehr“ veranlassen

will. So werden Transparenz und Wahlfreiheit für die Konsumenten sowie das Vorsorgeprinzip unterminiert. Ähnlich sieht es die Vereenigung für Biolandwirtschaft Lëtzebuerg. Ihre Direktorin Daniela Noesen mahnte Anfang Dezember in einem Presseschreiben, die EU wolle das Vorsorgeprinzip „außer Kraft setzen“. Allerdings sei dieses zentral, um Gefahren für Mensch und Umwelt zu verhindern. Im *Wort* erläuterte sie zudem, dass sie das Vorhaben der EU auch ablehne, weil Gentechnik potenziell große Differenzen zwischen Labor- und Feldbedingungen aufweise. „Hier spielen eine Menge Umweltfaktoren eine Rolle. Diese Risiken können wir gar nicht abschätzen“. Aus diesen Gründen stimmten am 6. Dezember unter anderem Polen, Rumänien und Kroatien gegen den Vorschlag der Kommission.

Der Präsident der Bauernzentrale, Christian Wester, begrüßt hingegen das Vorhaben, den Unterschied zwischen genomeditierten Pflanzen und herkömmlich gezüchteten aufzuweichen. Er hat dabei vor allem marktwirtschaftliche Fragen im Kopf. „Wir riskieren gegenüber dem Rest der Welt ins Hintertreffen zu geraten“, warnte er im Juli im *Télécran*. Die europäische Landwirtschaft wird zusehends mit Blick auf China nervös, wo munter herumexperimentiert wird. Dort haben Forschende der Huazhong Agricultural University in Wuhan im Jahr 2019 einen Reis gezüchtet, der sehr salzhaltigen Böden trotzt. Dass für mit der Genschere editierte Pflanzen das Vorsorgeprinzip gelockert wird, erachtet Christian Wester als unbedenklich – die Wissenschaft habe die Risiken bedacht. Überdies sieht er die Patentfrage weniger problematisch als das CSV geführte Landwirtschaftsministerium: Saatgutproduzenten müssten für ihre Arbeit bezahlt werden und dies sichern Patente und Lizenzgebühren zu.

Die aktuelle Marktmacht der Agrarriesen betrachtet die DP hingegen kritisch. In ihrem Wahlprogramm forderte die liberale Partei, dass „die Verwendung von bäuerlichem Saatgut wieder stärker in den Vordergrund rückt“. Über die Jahre würden „sehr robuste, an das lokale Klima und den lokalen Boden angepasste Samen“ entstehen. Deshalb wünsche sie sich eine Liberalisierung des Saatgut-Marktes, auf dem auch Sorten verkauft werden können, die nicht im offiziellen Sortenkatalogen vermerkt sind. Die liberale Fraktion Renew Europe, vertritt auf EU-Ebene eine ähnliche Position. Neue Gentechnik-Verfahren sollten lediglich erlaubt werden, falls das Patentrecht Monopole auf Nahrungsmittel und Kulturpflanzen verhindere. Außerdem müsste sich die Gentechnik in die Ziele der Gentechnik des Green Deal einschreiben.

Renew und die europäischen Grünen liegen in diesem Dossier politisch nah beieinander. Im Rahmen des Kommissionsvorschlags organisierte die Luxemburger EU-Abgeordnete Tilly Metz (Déi Gréng) mit ihrem niederländischen Kollegen Bas Eickhout am 4. Juli eine Pressekonferenz. Dabei stellten sie einen von den europäischen Grünen veranlasste Bericht vor. Die *Woxx* erläutert, Tilly Metz und ihre grünen Mitstreiter hätten den sozioökonomischen Einfluss einer solcher Deregulierung bewerten wollen. „Die Resultate sind klar: Höhere Kosten für Saatgut, weniger Auswahl bei den Sorten und vor allem viel mehr Pestizide und Herbizide in der Landwirtschaft!“, gibt die *Woxx* das Fazit von der luxemburgischen EU-Abgeordneten wieder. Auch verfare die Genschere nicht so exakt, wie behauptet werde, und somit bleibe das Genom-Editieren für die Lebensmittelsicherheit und Umwelt bedenklich. Im Wahlprogramm der hiesigen Grünen wird die Offensive gegen die neuen Gentechnikverfahren ebenfalls unterstrichen. Um die sozialistische EU-Fraktion bildete sich hingegen der Konsens, angesichts der anstehenden Herausforderungen seien die neuen Züchtungstechniken ein vielversprechender Lösungsansatz.

Bisher jedoch kommen Studien zu dem Schluss, dass von transgenen Pflanzen der ersten Generation kein höheres Risiko ausgeht als von konventionell gezüchteten Pflanzen. Eine besonders umfangreiche Metaanalyse, die 2014 an der Universität Perugia/Italien durchgeführt wurde und die knapp 1 800 Studien und Berichte auswertete, fand keine Anhaltspunkte, um gentechnisch veränderte Pflanzen aus Sicherheitsgründen abzulehnen. Auf Langzeiterfahrungen mit molekulargenetischen Verfahren wie Crispr/Cas muss man noch warten. Die deutsche Akademie der Wissenschaften Leopoldina sieht derzeit allerdings keine wissenschaftlichen Hinweise, die auf spezifische Risiken hindeuten.

Eine Einschätzung, die Michael Eickermann, Landwirtschaftlicher Entomologe am List, teilt. „Außerdem muss man mit den neuen Gentechnikverfahren nicht unbedingt mit Nahrungsmittelpflanzen anfangen, sondern kann sich auf Pflanzen konzentrieren, die Rohstoffe liefern, wie Faserhanf oder Energiepflanzen, die in Biogasanlagen verwendet werden“, sagte er im Juli im *Wort*. Die Wahrscheinlichkeit mit der Genschere unbeabsichtigte Nebeneffekte zu bewirken, sei überschaubar. Mit biochemischen Mitteln könne man über-

Eine deutliche Mehrheit lehnt Gentechnik ab, insbesondere Wähler aus dem politisch linken Spektrum. Besonders hoch ist das Misstrauen in Luxemburg, der Schweiz, Deutschland, Frankreich und Griechenland

prüfen, ob die gewünschten Genabschnitte manipuliert wurden. Eickermann will aber nicht ausschließen, dass sich Viren an genomeditierte Pflanzenresistenzen anpassen und es zu einem „Wettlauf zwischen genetischen Veränderungen an der Pflanze und Mutation von Pflanzenviren“ kommen könnte. Experimente aus Spanien haben allerdings gezeigt, dass Mischkulturen, in denen nicht-resistente Kulturpflanzen stehen, Virenmutationen entgegenwirken. Wenn Pflanzen besser in nährstoffarmen Böden gedeihen und vor Krankheiten geschützt sind, könnte dies den Vorteil bringen, dass die intensive Landwirtschaft künftig den Kunstdünger- und Pestizideinsatz senkt, so der Entomologe vom List. Er sieht in Crispr/Cas ein „Gamechanger unseres Jahrtausends, vergleichbar mit der Entschlüsselung der DNA“.

Doch Wissenschaftlern wie Michael Eickmann schenkt man im Vergleich zu andern Wissenschaftlern wenig Vertrauen. In einer in Deutschland durchgeführten Studie bekundeten 61 Prozent der Befragten, sie hätten kein oder nur wenig Vertrauen in Wissenschaftler die Gentechnik befürworten. Eine deutliche Mehrheit lehnt Gentechnik ab, insbesondere Wähler aus dem politisch linken Spektrum. Besonders hoch ist das Misstrauen in Luxemburg, der Schweiz, Deutschland, Frankreich und Griechenland – um die 80 Prozent sind in diesen Ländern gegen gentechnische Verfahren. Die Ablehnung resultiert vorrangig aus einem Unbehagen gegenüber Machbarkeitsfantasien und einer zusehenden Verflüssigung der Grenzen zwischen Natur und Technik, die mit einem Eingriff in die biologische DNA einhergeht. So schreibt der Risikoforscher Ortwin Renn: „Gentechnische Veränderungen erscheinen als Fremdkörper in einer vertrauten Welt, die mental mit Landwirtschaft und Nahrungsmitteln verbunden wird.“ Zudem veranschaulichen Chiffren wie die Frankenstein-Erzählung die techno-wissenschaftlich bedingte Sorge unserer Epoche: Von Menschenhand gezüchtet lebendige Organismen könnten zu unkontrollierbaren Wesen mutieren.

Insbesondere im Demeter-Verband wird auf kräftige und dystopische Bilder zurückgegriffen, um die Gentechnik zu

beschreiben. Sie komme „Metastasen eines Krebsgeschwürs“ gleich, die in die Biosphäre eindringe. Mit ihrem Durchbruch sei gar „eine fortschreitende konstitutionelle Schwächung und somit ein allgemeines, schwer diagnostizierbares Siechtum zu erwarten“, schreibt der Demeter-Landwirt Manfred Klett. Die Kritik der Bioverbände an Agrarriesen, die aufs große Geschäft warten, ist nachvollziehbar. Aber der apokalyptische Sound der Bio-Szene verhindert womöglich einen unaufgeregten Austausch zwischen Bio-Landwirten mit unabhängigen Forschungsinstituten.

Die Gentechnik-Debatte überlagert zuweilen, dass bereits seit den 1960-er-Jahren in der EU Mutationen über andere Verfahren im Erbgut provoziert werden. Hierbei bewirken chemische Prozesse und radioaktive Strahlungen Mutagenesen, die allerdings kaum steuerbar sind und zugleich unintendierte Mutationen hervorrufen. Die dadurch gewonnen Erzeugnisse durchlaufen kein Zulassungsverfahren. In der Pflanzenzüchtung wurde die Mutagenese zwischen 1965 und 1990 systematisch eingesetzt und hat laut der Internationalen Atomenergiebehörde etwa 1 800 abgewandelte Pflanzensorten auf den Markt gespült. Mit der Genschere würden ungewünschte Mutationen deutlich seltener auftreten, versprechen Wissenschaftler.

Unter politisch akzeptablen Umständen könnte die grüne Gentechnik die Züchtung voranbringen. Denkbar ist beispielsweise, die angedachte „Kategorie 1“ aufzulösen, damit geneditierte Pflanzen weiterhin als solche markiert werden und Produzenten weiterhin das Label „Ohne-Gentechnik“ verwenden dürfen. Das erschwert es allerdings Unternehmen, Patentrechte zu verweigern. Bis 2050 rechnen die Vereinten Nationen mit einem Bevölkerungsanstieg auf 9,7 Milliarden Menschen weltweit – der Nahrungsmittelbedarf nimmt nicht ab. Viel wichtiger als Züchtungsmethoden ist jedoch der Lebensmittelverzehr und Landverbrauch. Nur auf 50 Prozent der landwirtschaftlichen Flächen wachsen direkt für den menschlichen Verzehr gedachte Nahrungsmittel. Ein Großteil der Fläche wird für Tierfutter verwendet. Das Hunger- und Sättigungsgefühl gedeiht auf dem Feld. ●





Mrs White

IIII Pierre Sorlut

« Un étranger qui arrive du bout du monde et qui débarque dans votre agence immobilière pour acheter un bien au Luxembourg alors qu'il n'a aucun lien aucun avec le pays. Vous voyez le problème ? », interroge Catherine Bourin, responsable de la lutte antiblanchiment au ministère de la Justice. Elle intervient dans le cadre d'un séminaire à la Chambre de commerce organisé mercredi 13 décembre. L'assistance bigarrée, alternativement vêtue d'une chemise à carreaux, d'une veste sport zippée ou d'un costume, ne moufte guère. Catherine Bourin interrompt le silence dans un sourire gêné : « Si vous le voyez, merci ». La juriste, ancienne cadre du lobby des banques (ABBL), a repris les fonctions de Michel Turk en juin. L'ancien parquetier de la Cellule de renseignement financier avait été nommé en 2018 pour préparer l'évaluation du Groupe d'action financière (Gafi), initialement prévue en 2020. Finalement organisée fin 2022, la visite des experts internationaux de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme n'a été organisée qu'à l'automne 2022.

Durant ces deux années, tous les services et secteurs tombant sous la législation antiblanchiment ont « mis la gomme », selon les termes de Catherine Bourin. « Le résultat n'aurait pas été aussi bon si on avait eu deux ans de moins » a confessé la juriste devant 200 personnes pas forcément conscientes des enjeux. Catherine Bourin a insisté sur la

cause luxembourgeoise « ardemment défendue » à la plénière de juin 2023 pour « ne pas être rétrogradé ». « Parce que des États accusaient le Luxembourg d'être une plateforme du blanchiment » et ne voulaient pas apposer leur blanc-seing. Cela s'est joué sur un détail, raconte-t-elle. « Six critères sur onze ont obtenu la note « modéré ». Un de plus et on ne passait pas dans le processus régulier ». C'est-à-dire que le Luxembourg échouait dans la liste grise. « On est sur le fil du rasoir », a-t-elle poursuivi devant son public de béotiens. L'enjeu ? Les convaincre de l'importance du sujet (auquel la présence au Luxembourg des institutions financières internationales ou son AAA sont liés) avant le cinquième cycle d'évaluation dans lequel secteur financier et secteur non-financier seront dissociés. En l'état, le premier obtiendrait « sans doute un vert » et le second « un orange ». Un risque particulier : les professionnels de l'immobilier.

Catherine Bourin souligne que très peu d'agences gèrent correctement les risques et ne déclarent de soupçons à la CRF. La directrice adjointe de la cellule, Anouk Dumont, illustre cette « grande vulnérabilité » avec des exemples. « Le col blanc propose des solutions toutes faites pour blanchir de l'argent », introduit-elle avant de mentionner une affaire : un haut fonctionnaire du Moyen-Orient, un PEP (pour *politically exposed person*), accusé d'avoir détourné plus de 300 millions d'euros. « Le dossier a com-

mencé par de la presse négative en 2020 », dit-elle. Les magistrats de la CRF y ont vu « un risque de réputation » pour le pays. La CRF y a mobilisé une partie significative de ses équipes, aujourd'hui 44 personnes (bientôt cinquante) pour mener l'enquête, identifier le périmètre luxembourgeois du détournement et être en mesure de satisfaire à la coopération judiciaire internationale. Selon toute vraisemblance, il s'agit du dossier Riad Salamé, directeur de la banque centrale du Liban pendant deux décennies après avoir travaillé chez Merrill Lynch. Cent millions d'euros ont transité via le Luxembourg. 75 millions ont été investis dans l'immobilier. Les détails du rapport de la CRF ont fuité dans la presse libanaise, les Salameh papers. En lisant *The National*, l'on apprend donc que les comptes ont été ouverts entre 2010 et 2015 dans des banques « qui n'avaient pas trop creusé » via des domiciliataires peu scrupuleux dont l'un opérait à la White House, un centre d'affaires sur la route nationale à Bertrange. L'on y trouve un dentiste qui blanchit les dents et un expert comptable qui blanchit de l'argent de la corruption. « En gros c'était des pots de vin et au bout de vingt ans ça fait 200 millions », résume Anouk Dumont. Ce dossier complexe avec de multiples branches et de nombreuses couches sur plusieurs juridictions a demandé douze à 18 mois de travail. Onze millions d'euros sont encore bloqués sur des comptes bancaires. Un mandat d'arrêt vise Riad Salamé. L'intéressé se dit innocent. ●



TICKER

Noël à la Cour (pour Flavio Becca)

La Cour de justice de l'UE a livré ce jeudi un arrêt historique dans l'affaire Superleague en qualifiant de contraires au droit de l'Union les règles appliquées par l'UEFA et la FIFA, consistant à soumettre à leur autorisation préalable tout projet de compétition de football interclubs. Sont également jugées illégales les interdictions faites aux joueurs de participer à ces compétitions, sous peine de sanction. « The UEFA-monopoly is over. Clubs are now free from the threat of sanctions and free to determine their own futures », s'est félicité le responsable de l'association Superleague réunissant les plus grands clubs européens autour du projet de compétition qui veut concurrencer la ligue des champions (*d'Land*,

15.7.2022). Cet arrêt ouvre la voie à un recours du même type déposé, lui, devant les juridictions luxembourgeoises (avant, le cas échéant, dénouement européen), et avec le même poids lourd du droit de la concurrence appliqué au football, Jean-Louis Dupont. Il est cette fois associé à Flavio Becca, bienfaiteur du Football Club Swift Hesperange qui a assigné l'année dernière la Fédération luxembourgeoise de football et l'UEFA, lesquelles empêchent les clubs de créer et gérer des compétitions transnationales, par exemple une ligue Benelux. Le Swift reproche aussi l'interdiction faite aux clubs luxembourgeois de se constituer en sociétés commerciales ou d'imposer des quotas de joueurs formés localement (*d'Land*, 22.7.2022). Ce jeudi, la CJUE a aussi jugé que la fédération belge et l'UEFA ne pouvaient imposer d'avoir, dans les équipes, un nombre minimal de « joueurs formés localement ». PSO

Amer bière

L'Initiative pour un devoir de vigilance ne savait pas trop comment se positionner en fin de semaine dernière après l'accord des colégislateurs

européens sur la directive relative à la diligence raisonnable en matière de développement durable des entreprises (CSDDD). « Il s'agit d'une étape importante dans la définition des exigences à remplir par des entreprises en matière de respect des droits humains, de l'environnement et au niveau des défis climatiques », s'est dans un premier temps félicité l'Initiative pour un devoir de vigilance, organisation chapeautant les associations militantes des droits de l'Homme. « Cependant, l'accord politique actuel n'est pas suffisant pour mettre fin à l'impunité des entreprises et des opportunités clés ont été manquées pour être en conformité avec les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits humains des Nations Unies », a poursuivi l'ONG. Face au *Land*, son président Jean-Louis Zeien veut croire que la transposition à venir laisse une raison d'espérer un mieux disant national. C'est sans compter sur le dogme friedien, « la directive, rien que la directive ». Peu de chances (et c'est un euphémisme) que le gouvernement CSV-DP n'inclue le secteur financier dans le champ de responsabilisation des

entreprises. Au cours des négociations, les représentants luxembourgeois se sont bien cachés derrière les grands États, la France et l'Allemagne, qui ont freiné des quatre fers pour ne pas franchir leurs lignes rouges, respectivement l'inclusion des services financiers et la mise en œuvre de plans de transition. Une lueur d'espoir : le Luxembourg sous Gambia a été le seul État européen à se positionner en faveur de l'accès à la justice pour les victimes, souligne la lobbyiste droit-de-l'homme Marion Lupin (ECCJ) face au *Land*. PSO

Noël à la Cour (pour les administrateurs)

Le business luxembourgeois des holdings et leurs administrateurs sont soulagés. La Cour de justice de l'Union européenne a rendu ce jeudi un arrêt en leur faveur. Dans une réponse à une question préjudicielle posée par la justice luxembourgeoise, la CJUE a estimé que les administrateurs n'exercent pas leur activité d'une manière « indépendante » et ne devraient donc pas de ce fait être soumis systématiquement à la TVA, au regard du droit européen. Voilà ce que souhaitait

prouver l'avocat et administrateur indépendant, Yves Prussen (EHP), à l'origine du recours. Reste au tribunal d'arrondissement à statuer en fonction de cette réponse et, le cas échéant, revenir sur la pratique institutionnalisée par l'Administration de l'Enregistrement depuis 2016, d'appliquer la TVA aux administrateurs. Selon Deloitte, les entreprises pourront récupérer le trop-collecté de ces cinq dernières années. Surtout, le business des holdings luxembourgeois renforce sa compétitivité-prix. PSO

Ébriété ou gueule de bois



La récession technique est là pour 2023 (avec un recul du PIB de un pour cent). Une reprise est prévue pour 2024. Sa vigueur dépendra des décisions monétaires de la Banque centrale européenne, « déterminantes », selon les termes de Tom Haas, chef du département conjoncture,

mercredi à la Coque lors de la présentation de la note semestrielle (photo : sb). L'activité économique est suspendue à la baisse des taux. Mais le Statec prévoit deux pour cent de croissance pour 2024, « une performance assez faiblarde », a jugé le directeur de l'institut national de la statistique, Serge Allegrezza, en comparaison aux taux de croissance connus ces dernières années et à l'augmentation de la population, de l'ordre de deux pour cent également (ce qui rend nulle la croissance par habitant). De nombreuses incertitudes planent sur les finances publiques. Le Statec a tablé sur une politique inchangée. Or, les mesures fiscales votées ces derniers jours auront un impact certain. On verra après les fêtes. PSO

Eiseschwäerter

IIII Pierre Sorlut

Le Luxembourg mène une guerre financière au côté d'Israël contre le Hamas

Mardi à la Chambre, le ministre des Affaires étrangères a refusé de choisir un camp entre Israéliens et Palestiniens. Xavier Bettel (DP) a identifié l'ennemi : le Hamas. L'organisation considérée comme terroriste par l'UE (depuis 2006) et qui exerce son autorité sur la bande de Gaza fait figure, avec le Jihad islamique palestinien, d'ennemi public depuis le 7 octobre et les massacres commis par ses combattants en territoire israélien. Le Luxembourg dispose d'un moyen en particulier pour atteindre la cible : les canaux financiers.

Le Luxembourg, plateforme de la finance internationale, s'érige de fait en « allié » dans un communiqué publié le 27 novembre sur le site de la Cellule de renseignement financier (CRF). Y est annoncé la participation du Grand-Duché à la Counter Terrorist Financing Taskforce – Israel (CTFTI), aux côtés des autorités de renseignement financier de l'Australie, du Canada, de l'Estonie, de la France, du Liechtenstein, de la Suisse, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de l'Allemagne, d'Israël et des États-Unis. Ces quatre derniers pays, les soutiens les plus inconditionnels à l'État hébreu, dirigent ensemble le travail de ce groupe dont la mission est de briser le financement du Hamas et d'autres groupes terroristes. « The Task Force Members commit to taking concrete actions to enhance financial intelligence on terrorist-financing related matters and associated financial flows and economic activities », lit-on parmi les moyens engagés.

Lors d'une conférence à la Chambre de commerce le 13 décembre, la numéro deux de la CRF, Anouk Dumont, a annoncé que le nombre de dossiers traités en 2023 par l'autorité judiciaire en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme allait à nouveau croître à cause du « contexte géopolitique ». Plus qu'en 2022, année de l'agression russe en Ukraine et des sanctions consécutives ? « Je peux confirmer que nous avons reçu des déclarations qui sont en lien avec les événements du 7 octobre », lâche le directeur de la CRF, Max Braun, face à *Land* ce mercredi. Il ne précisera pas leur nature.

Devant l'auditoire réuni au sous-sol de l'institution patronale la semaine passée pour une sensibilisation à l'antiblanchiment, Anouk Dumont a caressé le sujet « délicat » de la lutte contre le financement du terrorisme. « On ne peut jamais trop dévoiler, mais on se base beaucoup sur la coopération internationale », a dit la directrice adjointe avant de promettre qu'on en apprendra davantage en janvier au cours d'une conférence organisée par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

La lutte contre le financement du terrorisme revient en haut de l'agenda après deux décennies principalement consacrées à celle contre le blanchiment. Max Braun préfère parler d'« un nouveau travail de sensibilisation » et souligne l'indépendance de la CRF luxembourgeoise vis-à-vis du pouvoir exécutif. Cette cellule est administrée par le parquet et diffère de ses homologues policières, comme Tracfin en

« Je peux confirmer que nous avons reçu des déclarations qui sont en lien avec les événements du 7 octobre »

Max Braun, CRF

France, rattachée au gouvernement et donc jouant un rôle politique. La CRF n'en reste pas moins sensible au risque de réputation qu'elle assume pour le pays dans sa mission de lutte contre le financement d'actes terroristes telle que l'opération « déluge Al Aqsa » menée le 7 octobre. Elle compte ainsi laver tout doute. La situation rappelle les semaines consécutives au 11 septembre 2001. « Pour moi, ceux qui financent le terrorisme sont tout aussi coupables que ceux qui posent des bombes », avait tenu à souligner le ministre de la Justice, Luc Frieden en novembre 2001, « avec l'espoir d'ôter le doute qui subsiste quant à la volonté réelle des Grands-Ducaux » de laver les circuits financiers, lisait-on alors dans une dépêche *AFP*. La législation européenne en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LBC/FT) s'est développée à ces instants. La proposition de directive publiée en décembre 2001 a été transposée au Luxembourg le 12 novembre 2004. Le site de la CRF renvoie vers une publication de l'OCDE datant de la même année, « The Financial War on terrorism ».

Le jeu des alliances guerrières contre le terrorisme reprend. En objet d'un communiqué du 11 octobre de l'Israel Money Laundering and Terror Financing Prohibition Authority (IMPA), diffusé deux semaines plus tard par la CSSF, figure l'intitulé de l'opération militaire contre le Hamas et le Jihad islamique de Pa-

lestine : Swords of Iron. « Special attention must be paid towards financial activity whose purpose is to finance and support terrorist activity and to assist terrorist organizations », est-il écrit. Le régulateur luxembourgeois demande aux entités surveillées d'exercer « une vigilance particulière » pour ce qui touche aux transferts financiers évoqués dans la missive israélienne. « Derail the money train » (pour reprendre les termes du quotidien *Haaretz*) du Hamas est la mission menée en parallèle à l'action militaire. Luxembourg est mobilisé sur le volet financier sous la supervision de l'Oncle Sam, dont le Treasury (Ofac) a allongé sa liste de personnes ciblées (au Qatar, en Algérie ou en Turquie par exemple) les 18 et 27 octobre. « The United States and our allies are steadfast in our commitment to dismantling networks that support Hamas funding streams as part of our continuous effort to prevent and deter its terrorist activity », répond l'ambassade américaine au *Land*. Cette dernière confirme un contact rapproché, « sur ces sujets comme sur d'autres » avec le Premier ministre, Luc Frieden, et son ministre des Finances, Gilles Roth (CSV).

Dans un courrier diffusé la semaine passée aux entités supervisées, la CRF reprend une typologie des indicateurs de financement du terrorisme établi par l'Europol Financial Intelligence Public Private Partnership (EFIPPP). Ce courrier siglé « Strictly Confidential » fait suite à un autre envoyé par la CRF fin octobre sur les techniques de levée de fonds des organisations terroristes. Figurent parmi les moyens de financement des organisations terroristes le cash (utile pour son anonymat et son manque de traçabilité), les transferts en provenance des ONG (soumises à des réglementations allégées, elles peuvent dévoyer la destination des fonds par rapport à la cause initiale), le *crowdfunding* (sous un vernis humanitaire) ou encore la *Hawala* (retrait de fonds dans la juridiction des terroristes auprès d'une institution partenaire de l'émetteur après échange d'un code). Un autre moyen : les transferts via des juridictions à haut-risque comme l'Iran. Le recours aux monnaies virtuelles constitue l'un des plus grands défis

posés aux autorités de lutte contre le financement du terrorisme, y compris au Luxembourg où des plateformes opèrent. En novembre, *Bloomberg* a exhumé des conversations du chef conformité du groupe Binance au sujet de « petites sommes » transférées par les terroristes. Le Hamas va difficilement « s'acheter un AK47 avec 600 dollars », lui avait répondu son collègue. Ce laxisme voire cette absence de considération pour les règles contre le financement du terrorisme ont valu une amende record de 4,3 milliards de dollars à la plateforme d'échange de cryptomonnaies. Au Grand-Duché, figure aussi la menace d'un recours aux « corporate vehicles », des chapelets de sociétés qui cachent les bénéficiaires économiques ultimes.

Où trouver l'argent ? Comment séparer le bon grain de l'ivraie ? Depuis le Kirchberg, la BEI finance des projets en Palestine. L'ONG Comité pour une paix juste au Proche-Orient apporte un soutien financiers à des réfugiés de Jenine. La seule occurrence du terme Palestine au Registre de commerce vise un fonds d'investissement : Rasmala Palestine Equity Fund. La banque dépositaire est locale : Quintet, établissement détenu par la famille royale qatarie. Le fonds comptait fin 2021 une petite trentaine de millions d'euros d'actifs, à 98 pour cent des titres d'entreprises actives sur le territoire palestinien. Il est engagé dans un processus de liquidation depuis le mois d'août. « Israel Found the Hamas Money Machine Years Ago. Nobody Turned It Off », titre le *New York Times* cette semaine. « Israeli leaders believed that Hamas was more interested in governing than fighting », écrit le média américain en s'appuyant sur des documents qu'ont eus en mains les services de Benjamin Netanyahu (des holdings immobilières ou des fonds opérant depuis la Turquie par exemple). Mais le Premier ministre israélien a cru que l'argent collecté dans la bande de Gaza par ses autorités « allait acheter la paix et la stabilité ». Loupé. 1 200 Israéliens ont payé de leur vie ce mauvais pari. S'ajoutent 20 000 palestiniens dans la bande de Gaza, dont plus de 8 000 enfants. Un décompte morbide qui augmente jour après jour. ●



Des combattants palestiniens s'entraînent dans la bande de Gaza le 19 juillet



L'ABBL organise depuis 2015 la « Woch vun de Suen » à destination des élèves de dix à douze ans

Peut mieux faire

IIII Georges Canto

Le score du Luxembourg en éducation financière se révèle très moyen pour un centre financier, notamment chez les 18-29 ans

Méthodologie variable

Selon la méthodologie de l'OCDE/INFE, les personnes sondées doivent répondre au total à 18 questions : sept sur les connaissances financières, neuf sur les comportements et deux sur les attitudes. Réalisé en décembre 2022 auprès de 1 017 résidents luxembourgeois âgés de 18 à 79 ans qui ont répondu à un questionnaire en ligne, et intitulé « Évaluation de la

culture et de l'inclusion financières au Luxembourg » le sondage d'ILRES est allé plus loin. Il comportait au total 29 questions, dont dix sur les connaissances, douze sur les comportements et sept sur les attitudes. Seules les réponses aux 18 questions correspondant à sa propre méthodologie ont été conservées par l'OCDE pour son document paru le 15 décembre. GC

Les résultats du Luxembourg en termes de culture financière de sa population, notamment celle des jeunes adultes, méritent la mention « peut mieux faire » familière aux écoliers en cette fin de trimestre scolaire. Pour l'OCDE l'éducation financière du public (*financial literacy* en anglais) est de longue date une préoccupation majeure, qui s'est traduite en 2008 par la création de l'International Network on Financial Education (INFE). Tous les trois ans, une étude fait le point au niveau international. Sa dernière mouture, publiée vendredi dernier, a porté sur 39 pays, dont vingt membres de l'OCDE*. Le Luxembourg y participait pour la première fois, mais, à y regarder de plus près, l'enquête le concernant a été réalisée en décembre 2022 et ses résultats ont été dévoilés le 24 mars 2023 lors d'une conférence intitulée « Les challenges de l'éducation financière au 21^e siècle » organisée par la Fondation ABBL pour l'éducation financière et la CSSF.

Les données ont été intégrées au document de l'OCDE - qui est en réalité une compilation d'études nationales menées selon la même méthodologie mais à des moments différents - ce qui permet d'effectuer des comparaisons avec les 38 autres participants. Les « résultats agrégés » du Luxembourg sont a priori plutôt flatteurs mais les points d'inquiétude ne manquent pas. Le score global de culture ou d'éducation financière est de 68 points (sur un maximum possible de cent), ce qui place le Grand-Duché à la cinquième place mondiale derrière l'Allemagne (76 points), la Thaïlande (71), Hong-Kong et l'Irlande (70 chacun). Le Luxembourg se situe ainsi au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE (63), devant les Pays-Bas (64), la France (62) et surtout l'Italie qui porte le bonnet d'âne (36^e sur 39 avec 53 points). Néanmoins il n'y a pas de quoi pavoiser car à peine plus d'un résident sur deux (53 pour cent précisément) a atteint le score minimum requis pour être considéré comme « éduqué financièrement ».

Selon la méthodologie de l'OCDE l'éducation financière comprend trois composantes : les connaissances financières (*financial knowledge*), le comportement financier (*financial behaviour*) et les attitudes financières (*financial attitudes*). De façon un peu inattendue, c'est sur les connaissances financières que le Luxembourg obtient son plus mauvais classement : mais avec 71 points, il occupe une très honorable dixième place, loin derrière l'Allemagne (85) mais juste derrière la Suède et l'Irlande (72 chacun) et avec quatre points de plus que la moyenne OCDE. Deux adultes sur trois ont eu un score supérieur à 70 points, qui constituait le « minimum target score ».

En matière de comportement financier, le Luxembourg arrive huitième avec 67 points, ex-aequo avec les surprenantes Philippines. Parmi les pays mieux placés on trouve sans surprise l'Allemagne (3^e avec 74 points) et l'Irlande (4^e avec 73 points) mais aussi des pays plus inattendus comme Malte (1^{er} avec 77 points), l'Arabie saoudite, l'Indonésie, le Brésil et la Thaïlande. À nouveau environ deux Luxembourgeois sur trois ont atteint le score minimum requis fixé à soixante points, traduisant des « comportements financiers avisés ».

Enfin, c'est sur le volet « Attitudes financières » que le Luxembourg obtient son meilleur classement : sixième avec 63 points, soit cinq de plus que la moyenne OCDE. La Thaïlande est à nouveau dans le peloton de tête (première avec 77 points). Selon les auteurs de l'étude, les Luxembourgeois sont nettement plus prévoyants que les habitants des autres pays. Le principal sujet d'inquiétude vient des jeunes de 18 à 29 ans. Au Luxembourg ils obtiennent des scores nettement inférieurs à ceux de la moyenne générale de la population, et leur classement international en est sérieusement affecté.

En matière de connaissances financières, les jeunes luxembourgeois n'arrivent qu'en 21^e position, ex-aequo avec le Pérou, le Paraguay, l'Arabie saoudite, l'Uruguay et, maigre consolation, la France. Leur score de 57 points est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (63), à longue portée des 95 points de Hong-Kong. Sur les comportements financiers ils ne sont que 12^e avec

Pas de quoi pavoiser : à peine plus d'un résident sur deux a atteint le score minimum requis pour être considéré comme « éduqué financièrement »

néanmoins un score de 65 points, supérieur à la moyenne de l'OCDE. Enfin ils n'apparaissent qu'à la 15^e place (ex-aequo avec les Pays-Bas et le Costa Rica) du classement des attitudes financières, avec un score d'à peine 56 points, comparable à la moyenne OCDE.

Ces résultats, assez décevants au niveau de la population dans son ensemble, mais franchement mauvais pour des segments comme les 18-29 ans ou les femmes (*d'Land*, 31.03.2023) ne pouvaient pas être bien reçus dans un pays qui dispose depuis plusieurs années d'une stratégie nationale, régulièrement mise à jour, en matière d'éducation financière, avec la CSSF et l'ABBL au centre du dispositif. La CSSF est plutôt orientée vers la sensibilisation du public, grâce notamment à son portail www.letzf.in.lu, tandis que l'ABBL a créé une fondation pour l'éducation financière organisant des « ateliers » pour les enfants, les adolescents et même les adultes. Début 2023 elle a lancé l'application mobile Money Odyssey dont le contenu est conforme aux recommandations de l'OCDE et de la Commission européenne. Chaque année depuis 2015, elle organise la « Woch vun de Suen » à destination des élèves de dix à douze ans, un événement soutenu par le Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse, qui s'inscrit dans le cadre de l'European Money Week initiée par la Fédération Bancaire Européenne et de la Global Money Week chapeautée par l'OCDE. La route est encore longue avant que tous ces efforts portent leurs fruits.

Disposer d'une bonne éducation financière est un facteur-clé du *financial wellbeing* des individus, qui leur permet de réaliser les choix les plus pertinents et d'échapper au stress. Au classement du « bien-être financier », les Luxembourgeois dans leur ensemble sont huitièmes sur 39 pays avec 48 points, mais c'est à peine mieux que la moyenne OCDE et surtout à 25 points derrière l'Allemagne, première du palmarès avec 73 points. Ils sont aussi devancés par Hong-Kong (61) et par cinq pays européens nettement au-dessus des cinquante points (Irlande, Pays-Bas, Portugal, Espagne et Suède). Comme on pouvait le craindre, les 18-29 ans ne se classent que 14^e avec 42 points, en-dessous de la moyenne OCDE (44) et 28 points derrière les jeunes allemands.

Les lacunes en éducation financière ont aussi une conséquence macro-économique défavorable. Elles se traduisent par une forte aversion au risque et une « préférence pour la liquidité » de sorte qu'au Luxembourg plus de quarante pour cent du patrimoine financier des ménages est composé de numéraire et de dépôts à vue (moins de treize pour cent en France). Une proportion qui a tendance à augmenter alors que, comme partout ailleurs en Europe, le gouvernement tente désespérément de flécher l'épargne des ménages, très abondante, vers les placements financiers et « l'économie réelle ».

* OECD/INFE 2023 *International Survey of Adult Financial Literacy*, publié le 15 décembre 2023, 76 pages. À noter que pour des raisons variées, des pays importants comme la Chine, l'Inde, les États-Unis, le Royaume-Uni ou la Belgique n'ont pas participé à l'étude 2023, ce qui limite quelque peu la portée des comparaisons.



Noémie Sunnen chante aussi bien Mozart que Lou Koster

Henri Goergen

Feuilleton

Inclusion sur scène et dans la salle

IIII France Clarinval

Quinze à vingt pour cent de la population est porteuse d’un handicap. La démocratie est aussi une question d’accessibilité

Noémie Sunnen est chanteuse classique. Sa tessiture est celle d’une soprano colorature, comme le rôle de la Reine de la Nuit dans *La Flûte enchantée* de Mozart. Formée au Conservatoire de Luxembourg, elle participé à des opéras au Grand Théâtre de Luxembourg ou à celui de Trèves, elle est soliste au sein de la Maîtrise de la Cathédrale. Il lui tient à cœur de faire connaître les compositeurs et compositrices du Luxembourg, ce qu’elle a fait début décembre avec un programme de « trésors perdus » joué au Mierscher Kulturhaus. Sa présentation pourrait s’arrêter là. Ajoutons un détail qui n’en est pas un. Depuis 2017, Noémie Sunnen se déplace en chaise roulante. Elle est atteinte d’une sclérose latérale amyotrophique (ou maladie de Charcot), une maladie neurodégénérative qui cause une paralysie progressive. « C’est la même maladie que Stephen Hawking. Comme chez lui, elle évolue lentement, ce qui me laisse de l’espoir de vivre encore quelques temps », détaille-t-elle.

Noémie Sunnen ne se voit pas comme une personne handicapée, mais comme une artiste musicienne : « Les gens ne viennent pas écouter une chaise roulante », ironise-t-elle. Cependant, la maladie est présente, comme une épée de Damoclès : « Le larynx est un muscle, il risque de s’atrophier. Je peux perdre ma voix d’un jour

à l’autre. Ça me terrorise, mais j’essaie de ne pas y penser. » Pour autant, elle est optimiste et veut continuer à chanter aussi longtemps que possible. Elle compose aussi pour que « la musique soit toujours dans ma vie ». L’agenda de la soprano est plein. Il n’y a pas une semaine où elle n’a pas d’engagement. « Quand on chante, tout le corps travaille. Les répétitions et les concerts me fatiguent énormément, j’ai des courbatures. … Mais le chant, c’est mon âme, c’est ma flamme. » Au quotidien, les problèmes d’accessibilité embarrassent Noémie Sunnen. Elle explique que les chorales d’église sont généralement placées près des orgues, au jubé, en haut de plusieurs marches. Les personnes à mobilité réduite sont donc exclues de pas mal de ces chœurs. « Chaque fois que je chante à la Cathédrale, quatre hommes doivent me porter avec ma chaise. » Elle considère qu’il y aurait la place pour installer un ascenseur lequel servirait d’autant plus que les membres de certaines chorales, qui se produisent par exemple lors de l’Octave, sont « plutôt âgés ».

Plus généralement, l’intégration des personnes porteuses de handicap reste très limitée dans la vie publique en général et dans la sphère culturelle en particulier. « La culture devrait être accessible pour tous, spectateurs ou artistes. Par exemple, dans les conservatoires et écoles

de musique, il faudrait permettre à des étudiants aveugles de traduire les partitions en braille ou à des élèves en chaise roulante de suivre des cours de théâtre... », fustige Noémie Sunnen. Assistante à la direction et responsable des projets inclusifs au Mierscher Kulturhaus, Peggy Kind lui emboîte le pas. « C’est une question de choix et de normes esthétiques sur scène. Les standards ne prévoient pas l’inclusion alors qu’on peut danser, chanter ou jouer la comédie en chaise roulante. » Depuis quinze ans, ce centre culturel programme et crée des spectacles accessibles aux personnes à besoins spécifiques, dans le public, mais aussi sur scène. C’est le cas des projets de danse « blanContact » qui réunissent, depuis 2007, des artistes professionnels et des danseurs amateurs, dont certains porteurs d’un handicap. *Re V Ivre*, leur nouvelle création autour du thème du printemps et de l’éveil sera visible au mois de mars à Mersch et en mai au Grand Théâtre de Luxembourg, coproducteur du spectacle.

Au sein de la distribution de cette pièce, on trouve Sandra Fernandes Fitas. Cette danseuse et comédienne travaille au collectif Dadofonic, un ensemble artistique professionnel de théâtre, d’art visuel et de mouvement créé par la Ligue HMC (créée en 1963 pour soutenir les personnes en situation de handicap mental ou cérébral). « J’ai commencé à faire du théâtre avec les scouts et à l’école. J’aimais vraiment ça et j’ai voulu en faire mon métier », rembobine-t-elle, installée dans le stock de costumes du collectif. Elle travaillait au Parc Merveilleux quand elle a appris l’existence de cette troupe. Lors de leur journée portes ouvertes, elle a été conquise et s’y est fait embaucher, après un bilan de compétence. C’était il y a dix ans et il n’y a pas un jour où elle regrette.

« *Les standards esthétiques ne prévoient pas l’inclusion* »

Peggy Kind

« J’aime tout jouer, sauf si ça fait peur. Je fais des blagues et je danse. Quand je suis sur scène, je me sens libre. » Le mot d’ordre de Dadofonic est de considérer les différences comme une force et non comme un inconvénient. « Les talents de chaque artiste sont valorisés et parallèlement, leur développement personnel est stimulé », explique Gary Wirth, éducateur. Il précise que les artistes travaillent à plein temps, tantôt sur des grands projets qui impliquent toute la troupe, soit douze personnes, tantôt sur des plus petites réalisations destinées à des institutions ou des sociétés. Le principe des ateliers d’inclusion professionnelle (on ne dit plus ateliers protégés) étant de tendre vers une rentabilité en vendant produits et services. On peut commander une animation à Dadofonic pour une inauguration, un anniversaire ou tout autre événement.

Pour le moment, le collectif travaille à la création de sa pièce, *2075*. « Nous avons réalisé un livre l’année passée autour du thème de l’environnement. Maintenant, on le transforme en pièce. On fait tout, les textes, la mise en scène, le jeu



en travaillant avec un pédagogue de théâtre », raconte Sandra Fernandes Fitas, pas peu fière. Elle insiste sur la coopération et la confiance qui règnent dans le groupe où les compétences sont diverses. « Certains sont à l'aise avec le texte, d'autres pas du tout. Le mouvement, l'équilibre, la mémoire, les capacités physiques, chaque aspect doit être pris en compte pour chacun », ajoute l'éducateur. La pièce ne sera présentée que la saison prochaine car il faut prendre le temps nécessaire aux besoins spécifiques des artistes.

Le temps est un des aspects importants que les institutions culturelles ont du mal à considérer. Le calendrier des productions compte généralement six semaines de création (même si la recherche en amont est de mieux en mieux prise en compte). Une création avec des personnes en situation de handicap prend bien plus de temps qu'une production classique. Elle nécessite aussi un encadrement spécifique avec des personnes formées. Parfois, il faut aussi un accompagnateur pour que l'artiste puisse se rendre aux répétitions ou rentrer chez lui après une représentation. Les budgets sont donc supérieurs, ce qui oblige les lieux à des arbitrages.

Pour répondre aux nombreux défis de l'accessibilité et de l'inclusion, quatorze institutions des domaines culturel et social se sont rassemblées dans le réseau Mosaik Kultur Inklusiv. Leur but est d'encourager la diversité des publics, des artistes et des thèmes abordés sur scène : « Le handicap ne doit pas être un tabou. Il fait partie de nos sociétés, il n'y a pas de raison de ne pas le voir sur scène. Il faut que cela devienne un sujet, explicitement abordé », martèle la responsable des projets inclusifs, Peggy Kind. La saison dernière, au Mierscher Kulturhaus, la pièce

« On ne nous dit pas que danser ou jouer la comédie peut être un métier »

Sandra Fernandes Fitas

Irreparabel de Sergej Gößner suivait la relation entre deux personnages, l'un tétraplégique et l'autre atteint de sclérose en plaques. Au Kinneksbond de Mamer, on a pu voir le très émouvant *Une tentative presque comme les autres* de Clément et Guillaume Papachristou, deux jumeaux, l'un infirme moteur cérébral, l'autre acteur. Quand des personnes en situation de handicap se produisent sur scène, c'est explicitement mentionné dans le programme afin de sensibiliser le public. C'est aussi un moyen d'attirer l'attention des personnes handicapées sur le fait que d'autres y proposent leur art. Sandra Fernandes Fitas estime que c'est plus difficile pour une personne handicapée de devenir artiste : « Souvent on n'ose pas. Mais surtout on ne sait pas que ça peut être un métier. Il faudrait qu'on montre ça dans les écoles pour que ceux qui ont un talent trouvent un endroit pour le montrer ». « Nous voulons que ces artistes aient une visibilité. S'il peut y avoir un certain malaise, c'est parce qu'on ne sait pas comment aborder le handicap. Il faut surmonter ce malaise par une meilleure connaissance », ajoute Peggy Kind.

L'intention du réseau porte aussi sur la diversité des publics, en améliorant l'accueil et l'accessibilité des représentations. Certains aspects sont assez aisés à mettre en place comme la rédaction des programmes et des brochures en langage facile. L'accès des salles de spectacle aux chaises roulantes fait partie des normes de construction actuelles, même si quelques bâtiments historiques posent des défis architecturaux. Plus globalement, la culture de l'accueil doit être adaptée. « Pour les gens en situation de handicap, aller dans un endroit qu'ils ne connaissent pas constitue un stress énorme », explique Peggy Kind. Aussi le personnel du Mierscher Kulturhaus a été formé pour les encadrer et pour qu'ils se sentent les bienvenus. Cela demande aussi des efforts de communication pour le faire savoir et toucher les personnes concernées.

Info-Handicap a organisé une série de formation à destination des personnels des instituts culturels pour mieux comprendre les différents besoins et de sensibiliser aux barrières auxquelles les personnes en situation de handicap font face. Sur une journée, des intervenants concernés présentent un ensemble de bonnes pratiques et une sensibilisation aux besoins spécifiques (déficiences de mobilité, cognitive ou psychique, visuelle ou auditive). « On fait en sorte de se mettre à leur place avec, par exemple, des parcours en chaise roulante ou les yeux bandés », relate Fabienne Feller, coordinatrice en accessibilité et formations. Elle ajoute que ce sont souvent des détails qui finalement bloquent l'accès : des pictogrammes incompréhensibles, des portes trop lourdes, des chemins mal indiqués, un guichet trop haut... Pour aller plus loin dans l'inclusion, il faudrait aussi que plus de personnes en situation de handicap travaillent

dans les structures culturelles, ce qui aurait force d'exemple, plaide l'association.

Parmi les bonnes pratiques qui se développent, on peut citer l'audio-description. Relativement présente pour les films, notamment sur les plateformes internationales, elle est encore rare pour les spectacles vivants. Cela consiste à transmettre des informations sur la mise en scène, les décors, l'attitude des comédiens, leurs costumes et leurs déplacements pendant les temps de silence des comédiens ou des chanteurs à l'opéra. Ces éléments descriptifs sont préalablement enregistrés par une personne qui suit les répétitions. Ils sont diffusés en direct par un régisseur, dans des casques remis à chaque spectateur aveugle ou malvoyant. Les théâtres de la Ville de Luxembourg proposent l'audio-description de quelques spectacles cette saison. Cela demande un travail considérable et un investissement supplémentaire. Dans certains théâtres à l'étranger, une personne voire un département entier est en charge de l'inclusion. Ici, c'est une tâche parmi d'autres. Pour l'instant, ce sont généralement des coproductions françaises où l'audio-description a déjà été réalisée qui sont concernées, mais l'exercice a été mené pour la création de la pièce *Elena*. Ce sera aussi le cas pour *Die Laborantin* en allemand, au mois de février et pour *Le Lac des Cygnes*, en juillet. Pour les personnes malvoyantes, des visites tactiles du plateau sont aussi proposées. Elles permettent de découvrir des objets, accessoires, pièces de costumes et d'appréhender l'espace scénique dans son ensemble.

La traduction en langue des signes pose d'autres problèmes. D'abord il n'y a pas du tout assez d'interprètes au Luxembourg : elles ne sont que

THEATER

In den Trümmern einer Kindheit

III Anina Valle Thiele

Mandy Thierys autobiografisches Monodrama *Escher Meedchen* im Ariston rüttelt gerade durch seine Leerstellen auf



Sven Becker

Sandra Fernandes
Fitas dans le stock
de costumes de
Dadofonic, ce mardi

trois. Il y a aussi beaucoup de personnes sourdes qui ne comprennent pas la langue des signes allemandes en vigueur ici. Cette traduction est aussi plus difficile à intégrer dans un spectacle si ce n'est pas prévu dès le début de la création, car cela peut être une distraction par rapport au jeu. « Mais quand c'est pensé dès la création, la langue des signes peut devenir un rôle à part entière qui apporte une dimension nouvelle au spectacle », souligne Fabienne Feller chez Info-Handicap. Une offre est en train d'être testée au Grand Théâtre avec des tablettes où défile le texte de la pièce. Pour les spectacles de danse, ou pour les concerts, des gilets vibrants sont proposés au malentendants. Plusieurs théâtres et centres culturels disposent d'un système de boucle à induction pour les personnes qui portent un implant ou un appareil auditif.

Un public jusqu'ici peu évoqué sont les personnes souffrant de difficultés d'apprentissage, d'autisme ou de troubles de la communication sensorielle. Des « relaxed performances » (représentation décontractée) peuvent être mise en place pour elles dans un environnement plus détendu : les déclencheurs de stress les plus courants comme l'obscurité, la musique forte, les bruits soudains, les éclairs sont réduits ou annulés. Des rencontres et explications ont lieu en amont de la représentation. Le public est aussi autorisé à entrer et sortir librement de la salle, et les comédiens savent que les spectateurs sont susceptibles de bouger ou de faire du bruit.

Les pistes sont nombreuses, la volonté et l'engagement de plusieurs acteurs sont forts et sincères, mais le chemin est encore long et semé d'embûches jusqu'à ce que l'inclusion devienne une évidence pour les scènes luxembourgeoises. ●

Escher Meedchen ist keine neue Produktion, doch kein Schnee von gestern. Die Kluft zwischen Arm und Reich wächst auch in Luxemburg und Teile der Gesellschaft sind von Unsicherheit und Armut bedroht, da ist diese Sozialstudie Zündstoff. Eine erste Version wurde bereits 2015 vorgestellt, seiner Zeit noch unter dem Titel *E braavt Meedchen*. Daraus strickte die Escher Autorin Mandy Thiery ein Monodrama, das 2018 Premiere feierte. *Escher Meedchen* ist damit eine Wiederaufnahme, die diesen Winter noch um die Perspektive des Bruders in einem zweiten Stück, *Escher Bouf*, ergänzt wird.

Auf der Bühne des Ariston herrscht ein Durcheinander von Brettern und Kisten (das Bühnenbild stammt von Jörg Brombacher). Das Chaos der verwüsteten Wohnung ihrer Mutter, die die Protagonistin aufräumen will, spiegelt ihr Innenleben wider. So steckt Mona gewissermaßen verloren in den Trümmern ihrer Kindheit fest, einer unverarbeiteten Baustelle. Ein gelungener Effekt.

Es sind autobiografische Erlebnisse, die Thiery in ihrem aufwühlenden Monodrama verarbeitet hat. Beim Überarbeiten des Textes hat sie Versatzstücke aus der Biografie ihrer Mutter hinzugefügt, daraus ist das *Escher Meedchen* entstanden.

Mona (Brigitte Urhausen) betritt fahrig die Bühne und beginnt hektisch zu rauchen. Rasch wird klar: Die Alleinerziehende ist tablettenabhängig, hat keinen Freund, aber eine Tochter. Und diese wird es anders als sie machen, ihr wird

der Aufstieg in ein vermeintlich geordnetes, bürgerliches Leben gelingen.

Mona will die Wohnung ihrer Mutter aufräumen, kommt jedoch in den Trümmern ihrer Kindheit kaum dazu, weil ständig das Handy bimmelt und beim Sortieren schmerzhaft Erinnerungen wie in einem Kochtopf in ihr hochkochen.

„Dat Eenzezt, wat ee soe muss, si kleng, onbedeitend Wierder“, sagt sie anfangs kleinlaut. Von Klein auf hat Mona gelernt, dass Wörter wehtun können und es besser ist, den Mund zu halten, die Wörter hinunterzuschlucken. Das macht sie, indem sie laut lacht, raucht und trinkt. Mit den Jahren wird sie jedoch von der Last der Vergangenheit erdrückt, der Druck der unausgesprochenen Traumata und die Wut im Bauch lasten auf ihr: Ein Leben in der Pause, eine Pause im Leben! Und so sprudeln die Wörter irgendwann aus ihr heraus ...

In einer einfachen, ungeschönten Sprache und kurzen klaren, mitunter recht derben Sätzen erzählt sie von den Worten ihrer Mutter, die über „Neger“ sprach, obschon sie nie rassistische Züge an sich hatte. Von Dosenravioli im Alltag und davon, dass keiner sich je wirklich für die Belange des Escher Mädchens interessierte ... bis der Ersatzvater in ihr Leben trat und mit ihm jemand, der sie erstmals motivierte – etwa beim Schullauf, wo sie dennoch die Letzte war.

Mit seinem Erscheinen gab sich die Mutter, zu der Mona seit zwölf Jahren keinen

Kontakt mehr hatte, bis sie an Alzheimer verstarb, erstmals Mühe, warf sich in Schale, kochte Lasagne, die nicht schmeckte. Doch irgendwann war er weg und Mona fand Zuflucht im Frauenhaus.

Eine Stunde lang werden die Zuschauer hineingezogen in die Kindheit Monas und erleben Schlaglichter ihrer Jugend. Mandy Thierys schnörkelloser Text, der nicht nur sprachlich auf Ellipsen setzt, zieht die Zuschauer/innen in den Bann und wühlt einen auf – ohne je zu explizit oder gar voyeuristisch zu werden. Eindrucksvoll skizziert sie die Sozialisation ihrer Protagonistin und veranschaulicht deren prekäre Verhältnisse. Der Missbrauch liegt in der Luft, ist irgendwann für jede/n greifbar. Brigitte Urhausen verkörpert die Mona mit Verve. Ihre Performance zeugt davon, dass sie die Figur verinnerlicht hat.

Es ist gar keine große Regiearbeit notwendig: denn der starke Monolog vermag das Stück zu tragen. Urhausen beweist in der Rolle der Mona einmal mehr ihr Können. Ihre Verkörperung der verletzten Mona schnürt einem die Kehle zu, raubt einem den Atem.

Ähnlich wie die Texte Annie Ernauxs ist *Escher Meedchen* eine sprachlich wie inhaltlich überzeugende Milieustudie. Thierys Monodrama ist weder ein zu moralisches Lehrstück, noch rührendes Betroffenheitstheater, sondern ein eindrucksvoller, aus dem Leben gegriffener Ausschnitt einer unbehüteten Kindheit in der *Minett*. ●



Patrick Galbas

Brigitte
Urhausen
dans *Escher
Meedchen*

Duo en solo

|||| Godefroy Gordet

Personnalité incontournable sur les « scènes vivantes » du Grand-Duché, Rhiannon Morgan avait déjà su capter notre attention dans un précédent solo, *AdH(a)ra*, dans lequel elle situait sa problématique entre « l'être et le paraître ». Fragment d'elle-même, chacune de ses pièces révèle la danseuse, la chorégraphe, mais aussi la femme qu'est Morgan. Cette fois, une sorte de *Clementine* Carter, égérie du film *My Darling Clementine* de John Ford, un western américain sorti en 1946, lui-même tiré d'une histoire vraie, la fiction regorgeant de réalité et vice-et-versa. La certitude en sortant de ce *Clementine* là, c'est la bonne route que suit Rhiannon Morgan, à l'image de la fin d'un bon western, à cheval, au galop, vers l'horizon, en direction des rochers de Monument Valley, vers une autre aventure spectaculaire, vers son destin en somme.

En son temps, John Ford était fasciné des histoires mythiques et des légendes de l'Ouest américain. Dans *My Darling Clementine*, ce qu'il trace n'est pourtant pas au plus proche de la réalité historique mais plutôt dans la narration d'une Amérique en transformation, l'Ouest-lointain devenant de moins en moins loin. Dans ce western, Ford décline le passage de la nature sauvage à une civilisation bien cadrée. Et c'est en filigrane l'une des lignes de Morgan dans son *Clementine* : transcrire ce qui fait changer, muter, notre monde dans ses inexorables route vers les avancées technologiques.

Clementine fut d'abord une carte blanche offerte en 2021 par le Trois C-L. Aujourd'hui, depuis un première très réussie au Cape d'Ettelbruck, c'est un spectacle en dur qui raconte l'histoire de deux personnes qui se cherchent mais ne se trouvent jamais et finissent par se perdre encore plus. Tout cela commence par une recherche, autour de la manière dont nos relations amoureuses prennent vie dans notre époque numérisée à outrance. Au premier degré, la cible problématique de Rhiannon Morgan, est la superficialité qu'induisent les réseaux sociaux. La chorégraphe a découvert après la pandémie les plateformes de rencontres et s'en trouve « choquée », dira-t-elle au *Quotidien*. C'est cette grande aberration sociale qu'elle décide de mettre en pièce, en prenant pour témoins deux personnes tentant désespérément de nouer une relation amoureuse, et intime, sans y parvenir, et pire encore, en se faisant complètement ronger mentalement par le contexte numérique par lequel il la vive.

Riche programme donc que nous servent Rhiannon Morgan et Love Hellgren, les deux interprètes en scènes. Le pluriel n'est pas une erreur, il y a bien deux scènes, pour deux perspectives : celle d'elle et celle de lui. Liés par leur téléphone portable retransmis pour nous sur écran géant, leur parade amoureuse est glaçante, vouée à l'échec dès les premières danses quand notamment il et elle vivent leur tango seul.e.s, coïncé entre l'œil de l'écran et le regard d'un public déjà plaintif face à cette dé-

monstration de la définition de solitude à notre ère. Face à eux-mêmes les deux danseurs vont petit à petit faire switcher cette romantique histoire dans un horrible récit jusqu'à changer d'apparence, à se dégueulasser, se mouvoir en grimace, une bande adhésive aidant à crispier leurs traits.

La chorégraphe et son équipe dressent un constat sans appel : nous avons besoin de contact, d'amour et de soutien. Les confinements successifs semblent avoir envahi cette pièce, et Rhiannon elle-même qui se raconte ici sans ambages. Dans une conception musicale qui passe d'un tango argentin, à une rythmique type techno berlinoise, à du rap, jusqu'à de la pure pop, la chorégraphe fait le choix d'une bande originale plurielle. *Clementine* regorge de pluralité dans son aspect scénique, faisant voyager son spectateur du théâtre à la danse, au cinéma en noir et blanc jusqu'aux codes de représentation des musiques pop de nos jours.

Ainsi, *Clementine* expose à la scène deux choses : une danse du réel, qui a le pouvoir de « faire aimer », et une danse du numérique, qui contraint la vitalité de cet amour. Il y a au cœur de cette pièce, la question du digital comme outil et comme frein à notre émancipation personnelle et collective. Et c'est un débat très présent dans les projets artistiques de toute une génération d'artistes. Rhiannon Morgan ne fait pas exception dans les maux qu'elle porte au plateau, comme s'il fallait tout de suite mettre en lumière ces débats, et d'urgence « avertir ». Alors, après avoir occupé le *Songes d'une nuit...* de Myriam Muller, Rhiannon Morgan est à juste titre, de nouveau invitée au Grand Théâtre, lieu de tous les possibles pour la danse contemporaine luxembourgeoise, ces derniers temps, où de nombreuses créatrices posent leurs bagages. Et pourvu que ça dure... ●

THEATER

Wann den Hexemeeschter enttrount gëtt

|||| Chris Lauer



Légende, min 4 lignes, qui forme un carré. Si la légende est plus longue, allonger en marge de l'image.

Mat der Operett *De Geescht oder D'Mumm Séis* gëtt am groussen Theater den 200. Gebuertsdag vun dem bekannte lëtzebuerger Auteur Edmond de la Fontaine, genannt Dicks, gefeiert. D'Stéck, wat vum Jacques Schiltz inzenéiert gëtt, verbënnt dem Dicks seng Koméidi *D'Mumm Séis oder De Geescht* aus dem Joer 1855 mat engem neien Handlungsstrang, deen aus der Fieder vum Samuel Hamen staamt. Gi lo an dem neien Theaterstéck, wéi den Titel noleet, d'Saachen ëmgedrënt; ass den neien Text d'säiteverkéiert d'Spiegelbild vun dem alen? E bësse schonn, well an dëser Nei-Inzenéierung ass de Geescht deen, deem all d'Mënsche schlussendlech ënnerdoe sinn – e schwéiere Feeler war et also vum Hexentommes, de Geescht erbäizeruffen, fir d'Mumm Séis eranzeleeën. Mee wat geschitt eigentlech am Stéck?

Eng Fra (Anouk Wagener) dierf sech freeën: Hire Monni ass gestuerwen a si ierft en Haus zu Clausen – eent

mat villen „ale Spueren“, wat scho säit laanger Zäit am Familljebesëtz ass. Si zéckt net a rífft gläich en Agent immobilier (Timo Wagner) un, well dem Verkaf vum Haus dierft jo eigentlech näischt am Wee stoen. Et dauert awer net laang, bis déi zwee mierken, dass e Geescht (Jules Werner) sech et gemittlech gemaach huet an de véier Wänn. Fir dass d'Ierwin an hire Kolleg d'Méiglechkeet kréien, hie fortzejoen, schéckt de Geescht si kuerzerhand zréck an d'Vergaangenheet, wou si fir e Ritual bestëmmte Géigestänn sammelle mussen.

Si treffen op d'Mumm Séis (Marie-Christiane Nishimwe), eng guttgleeweg Wäschfra, déi grad amgaang ass, vun dem Sprochmates (Al Ginter) an dem Hexentommes (Jean Bermes) erageluecht ze ginn, well den zweeten et op hire Besëtz ofgesinn huet. D'Mumm Séis soll sech mat him bestueden, wann hien et fäerdeg bréngt, de Geescht aus hirem Doheem ze verdreiwen. Eng kom-

plizéiert Geschicht! Da ginn et och nach d'Kättéi (Catherine Elsen), der Mumm Séis hir Niess, an de Péiter (Adrien Papritz), déi anenee verléift sinn ouni datt um Ufank kloer wier, ob se sech och bestuede kënnen oder net. Hir Geschicht spillt sech of, während d'Ierwin an den Agent Immobilier verzweifelt no engem Moyen sichen, fir aus hirem Elend erauszekommen. Déi zwee Zäitreesend mussen gutt oppassen, dass se net ongewollt an d'Handlung vun der Mumm Séis, dem Kättéi an dem Péiter agräifen, well et soss ka sinn, dass se déi ganz historesch Entwécklung stéieren an d'Haus zu Clausen guer net méi der Ierwin gehéiert, wa se erëm an d'Géigewaart zréckkommen.

Am Endeffekt geet d'Geschicht gutt aus: De „Leitsbedréier“ Hexentommes gëtt iwwerfuert, d'Kättéi an de Péiter verlobe sech an d'Mumm Séis ass verschount bliwwen vun deem, wat se erwaart hätt, wann dem Hexentommes säi Plang opgaange wier. Also en Happy End? Net ganz, well de Geescht huet all d'Mënschen, déi am Stéck virkommen, u sech gebonne – si mussen lo bis an all Éiwegkeet déi selwecht Geschicht ëmmer an ëmmer erëm spillen. Interessant sinn an deem Sënn d'Zeeën tëschen dem Kättéi an dem Péiter, deene mat engem Schlag opfält, dass se scho fir déi x-te Kéier op genau dëser Plaz stinn an déi selwecht Saache soen. Eng Kéier stiermt d'Kättéi rose vun der Bün – et hätt „kee Bock méi“ (op dat ganz Gedeessems, dat se ëmmer erëm duerchliwen). Mee de Péiter hält dogéint: Se wiere keng „Revoluzzer“. Hie wëll si erëm op de gewinnende Pad zréckbréngen. Spéider trennt sech d'Puer awer ëm een Hoer, well sech „d'Geschicht [...] doudgelaf“ huet. Se wëllen d'Schläif „vum éiweg Selwechten“ duerchbriechen. Mee ouni Erfolleg. De Geescht huet se a säi Bann geschloen a sou bleift alles beim Alen. Firwat? Ma virun allem, well all eenzel Persoun, déi am Stéck optaucht, gedriwwen ass vun Affekter, déi se gefaangen halen, all Eenzelne gëtt verfollegt vu Schuldgefiller, Gier, Egoismus, Jalousie, Verlangen. A sou stécht dach e klengen pädagogeschen Fonken an dem Stéck, och wann et virun allem en ënnerhalsamen Theaterowend verspricht – natierlech, wéi et sech fir eng Operett gehéiert, mat Musek, geschaf vum Iavan Boumans an dem Dicks, déi d'Dreiwen op der Bün op treffend Aart a Weis ënnermoolt. ●

Le dissident

IIII Bernard Thomas

Arno J Mayer (1926-2023)

L'éditeur Verso Books a annoncé ce mardi la mort d'Arno J Mayer. L'historien émérite de Princeton, spécialiste de l'Europe moderne et contemporaine, était âgé de 97 ans. La nouvelle a trouvé très peu d'écho médiatique au Luxembourg, pays qui a vu naître et grandir Arno Mayer. Il passait pourtant régulièrement au Grand-Duché où ses parents étaient retournés en 1959, après leur exil new-yorkais. En 2004, Mayer était invité par le Grand-Duc à une audience privée, une reconnaissance officielle qui l'avait touché, presque malgré lui. « There is no doubt that his Luxembourgish origins pushed him to think historically beyond national patterns and political borders », écrit l'historien Enzo Traverso dans un portrait paru en février dans le *New Statesman*. Arno Mayer estimait qu'« être issu d'une petite nation vous force à regarder ailleurs ». Dans une interview-fleuve parue en 2002 dans *Genèses*, il ajoutait qu'« écrire une histoire nationale du Luxembourg est absurde, quand on pense à la manière dont ce pays a été façonné et dont il se nourrit culturellement. »

Arno Mayer naît en 1926 dans une *Stater* famille de la classe moyenne. « Juifs luxembourgeois entièrement émancipés », comme il l'écrit dans la préface à l'édition française de *Why Did the Heavens Not Darken*. Sa mère, Ida Lieben, a grandi dans le quartier de la Gare, son père, Frantz Mayer (Frank Mayer après la guerre), travaille comme négociant en gros. Mais dans la cour de récré de l'école Aldringen, le jeune Arno se voit confronté à l'antijudaïsme catholique inculqué à ses camarades dans les cours de catéchisme. « Quand on jouait au foot, et que je taclais quelqu'un [...], je n'étais plus, comme avant, le 'houeren Drecksak', j'étais devenu le 'houere Judd' », se rappellera-t-il dans une interview accordée en 2013 à *Forum*. Et d'ajouter : « Je ne pense pas que cet antijudaïsme tout seul aurait emmené des millions de personnes dans les camps de concentration et d'extermination ».

Dans la nuit du 10 mai 1940, Frantz Mayer embarque ses enfants Arno et Ruth, son épouse et son père dans sa Chevrolet deux-portes. À cinq, ils fuient le Luxembourg, « avec quelques minutes d'avance sur la Wehrmacht ». Arno Mayer est alors âgé de quatorze ans. Sur son dernier bulletin scolaire de l'Athénée, qu'il récupérera des décennies plus tard, quelqu'un note : « Parti pour raisons inconnues ». La fuite durera huit mois, et passe par Verdun, Troyes, Cannes, Marseille, Oran, Oujda, Rabat, Casablanca, Tanger et enfin Lisbonne où la famille prend un paquebot direction New York. Elle arrive en janvier 1941. Les grands-parents maternels d'Arno Mayer avaient refusé de quitter le Grand-Duché. Ils sont internés à Cinqufontaines en 1941, déportés à Theresienstadt en 1943. Le grand-père y meurt de malnutrition en décembre de la même année, la grand-mère survit et témoignera « par bribes, sans emphase et sans révolte », comme l'écrira son petit-fils.

Arno Mayer s'inscrit à la George Washington High School, le même lycée fréquenté alors par un autre réfugié nommé Henry Kissinger. En 1944, Arno Mayer adopte la nationalité américaine et rejoint l'armée. Commence alors le chapitre le plus bizarre de sa biographie, dont il n'a longtemps pas eu le droit de parler. Le néo-Américain est posté en Virginie, dans une base militaire qui, officiellement, n'existait pas, ou alors uniquement sous un nom de code : « PO Box 1142 ». Les services secrets américains y tenaient prisonniers des hauts gradés militaires et scientifiques nazis (dont Wernher von Braun), et ceci dans des conditions totalement surréalistes : court de tennis, swimming pool, soirées de cinéma et sorties de shopping.

Il pensait partir en guerre « to beat the shit out of the Germans », il se retrouve à garder des nazis en Virginie, affublé du titre fantaisiste de « moral officer » : « Mes ordres étaient 'to keep them happy'. Je m'occupais de tout : Je leur apportais des jour-

naux, de l'alcool... Quand on me demandait ce que je faisais, je répondais : Je prépare la Troisième Guerre mondiale. [...] Comme vous pouvez vous l'imaginer, pour un petit Juif du Luxembourg, c'était bizarre ! », racontera-t-il en 2013 à *Forum*. Netflix a consacré un court documentaire à ce programme, sous le titre de *Camp Confidential – America's Secret Nazis* (2021). Arno Mayer y apparaît comme un des principaux témoins. Il parle de la haine que lui inspiraient ces prisonniers VIP : « As far as I'm concerned, they were sons of bitches, and I wanted them dead. »

Le GI-Bill permet à Arno Mayer de s'inscrire à l'université. Il passe une thèse en sciences politiques (avec une spécialisation en relations internationales) à Yale, et se lie d'amitié avec Herbert Marcuse, un support qui lui permettra de tenir dans l'atmosphère « lourde » de la guerre froide et du maccarthysme. Il enseignera à Brandeis, Harvard puis, à partir de 1961, à Princeton, où il

diplomatie, la révolution et « l'anti-révolution », la Shoah, le sionisme. Dans la préface à son dernier livre, il se classe « parmi les 'lumpers', les rassembleurs, plus que parmi les 'splitters', les diviseurs ». Le livre *Why Did the Heavens Not Darken*, paru en 1988, lui vaut un (très) mauvais procès. À l'origine de celui-ci, un court passage : « Les sources dont nous disposons pour étudier les chambres à gaz sont à la fois rares et peu sûres » (page 406 dans l'édition française). La phrase sera totalement sortie de son contexte par les négationnistes qui tenteront de se l'approprier. Or, elle est suivie par « [...] les agents SS effacèrent consciencieusement les traces de leurs activités meurtrières et en détruisirent les instruments » et introduit un alinéa où Mayer décrit la destruction systématique par les nazis des traces de leurs crimes. Le manuscrit avait été relu par Raul Hilberg, Hans Mommsen et Pierre Vidal-Naquet, mais une citation tronquée aura suffi à provoquer le scandale.

La Persistance de l'Ancien Régime restera comme son magnum opus, de l'appréciation même de son auteur. Le livre aurait été partiellement inspiré par ses observations au « PO Box 1142 », disait-il à *Forum*, expériences qui lui auraient « ouvert les yeux sur la complicité entre l'Ancien Régime et le régime nazi ». (Il put ainsi suivre de très près les interactions entre les généraux de la Wehrmacht et les commandants Waffen-SS.) Paru en 1981 et dédié à Herbert Marcuse, le livre traite des élites aristocratiques et de leur domination politique tout au long du XIX^e siècle, jusqu'en 1914, le début de ce que Mayer désigne par « nouvelle guerre de Trente Ans ». Le livre avance une thèse hardie : Malgré l'ébranlement politique de 1789, « l'élément féodal » aurait réussi à garder le contrôle sur la société européenne.

Ce n'est que tardivement qu'Arno Mayer se met à publier sur Israël. Cette retenue lui était peut-être dictée par le respect pour son père. Frank Mayer était consul général honoraire d'Israël de 1971 jusqu'à sa mort en 1976. Il avait été l'un des fondateurs du mouvement sioniste au Luxembourg et avait compté parmi les initiateurs de la ferme pédagogique à Altwies, où des Juifs préparaient leur alyah dans les années 30. Frantz Mayer était entré en contact avec le sionisme (de gauche et laïque) durant ses années d'études à Heidelberg, où il s'était lié d'amitié avec Judah Magnes et Ernst Simon, qui plaidaient tous les deux pour un État binational juif-arabe en Palestine. (Proche du philosophe Martin Buber, Simon restera un ami de la famille, et Arno Mayer le rencontrera régulièrement en Israël.)

La « visite » d'Ariel Sharon sur le Mont du Temple en septembre 2000, et la Deuxième Intifada qu'elle provoque, poussent Arno Mayer à rédiger une tribune libre qui sera finalement publiée dans *Le Monde* : « Si Israël ne veut pas continuer à gaspiller ce qui lui reste de capital diplomatique et moral, il lui faut préparer le terrain à la liquidation de toutes les implantations et au rapatriement de tous les colons », écrit le professeur émérite de Princeton.

Son dernier livre, *Plowshares into Swords – From Zionism to Israel*, est éditée en 2008 par Verso, la maison d'édition de la *New Left Review* (la version française est parue chez Fayard). Dans la préface de cette histoire « critique » et « désenchantée » du sionisme, Arno Mayer se décrit comme « un Juif non juif » (une expression empruntée à Isaac Deutscher), « un sioniste non sioniste » et « un membre invétéré de la diaspora ». Il note aussi qu'« en tant que natif du Luxembourg, qui est sans doute le plus petit État pleinement souverain du monde, je suis profondément perturbé par le refus d'Israël d'admettre que son avenir ne réside ni dans son Dieu ni dans son glaive, mais dans le concert des puissances mondiales et régionales ». ●

passera le reste de sa carrière. Arno Mayer se décrit comme « un dissident de gauche », un marxiste hétérodoxe influencé par Gramsci, Bloch et Marcuse. Dans les années 1970, il suit ses étudiants dans des actes de désobéissance civile contre la guerre au Vietnam. Après les attentats du 11 septembre 2001, il sera un des premiers à mettre en garde contre « la tentation de la guerre » et son manichéisme : « Les temps vont être une fois encore sombres pour les êtres pensants et, comme toujours, pour les damnés de la terre », écrit-il dans un article intitulé « réflexions intempestives », publié par *Le Monde* le 27 septembre.

Arno Mayer a travaillé sur une grande variété de sujets, déclinés pour la plupart à l'échelle européenne : l'histoire de la



Arno Mayer, jeune GI

Fifty Years and Five Generations

IIII Benjamin George Coles

A British family's changing relationship with the country

I am a representative of a demographic anomaly – five generations of a British family living across two-to-three houses on the same street in the Mullerthal region of Luxembourg.

The youngest we have here, my niece, celebrated her 13th birthday about a month ago, and the oldest, my great-grandmother, turned 101 in September and continues to be in fine health, touch wood. We tell my niece that not many people ever have the privilege of meeting a great-great-grandparent, let alone of seeing them so frequently, but she, in that phase of rarely voluntarily emerging from her phone, is probably not quite old enough to appreciate this yet. (Maybe something will click when she starts learning about World War Two at school, and she's able to get a detailed first-hand account of what it was like from her own ancestor, sitting helpfully just across the dinner table from her, who was 17 when the first bombs fell on London and remembers it like it was yesterday.)

Making this demographic anomaly yet more anomalous, each of the five generations is represented by only one person, and each has a different surname. It is very much a matriarchy, and in fact I'm the only male in the current configuration.

It's a family unit that coalesced about a decade ago but has continued to change shape, particularly with migratory comings and goings. "When did you come to Luxembourg?" is a tricky question for me. Which time? is my natural response.

Do you mean when I, on my own steam, moved here as an adult? Or when I moved here, aged nine, with my mother and siblings, and started school here? Or when, aged two, I first came here, with both of my parents, only to leave again two years later? Or should I go back another generation?

The story of my family's presence in Luxembourg really begins fifty years ago, in 1973, when the UK joined the EU (or the EEC, as it was then called).

It was not the aforementioned great-grandmother, but her then son-in-law, my grandfather, who was the first to arrive here – and his story has something of a European Dream quality to it, though I doubt he's ever thought of it that way himself. He came from a fairly poor family in a town called Rhyl, in the north of Wales. He left school at fifteen, and worked as a postman in Manchester for a while. From his first encounters with odd German words uttered by villains in comic books he'd read as a child, he'd had a fascination with foreign languages. Now in the city, he started studying German and then French at night school, and excelled at them. This was and has remained his great passion in life. He'd spend hours in the bath, engrossed in his *Duden* or his *Petit Robert*. Or, getting a bit of peace from the young family he found himself with, he'd drive out into the countryside, and find a quiet spot to read the set texts and do the homework for the courses he was taking. In early '73, having completed his A-levels but still not made it as far as



The author's aunt
handing flowers to
the Queen in
November 1976

university, he heard the European Court of Justice were looking for Brits with good command of German and French, and, thinking it a very, very long shot, applied. He remembers arriving for his interview, and being confused by how everyone on public transport here seemed to be called Eddie. Nevertheless, he got the job. His proud dad must have told everyone who'd listen, as an article duly appeared in the local newspaper, "Rhyl boy gets job at European Court". My grandfather brought his wife and his two young daughters over a couple of months later. Another daughter was born here.

Not long after their arrival, the Queen visited Luxembourg and unveiled a Henry Moore statue that the UK had given the Court as a gift. A pretty little British girl was sought for the purpose of giving the Queen some flowers. My mother was initially selected; however, following her now famous remark that "I don't want to give flowers to some silly old queen", my aunt was instead given the responsibility. She still managed to make a scene though. Having practised handing over the flowers with stand-in queens several times before actually handing them over to the actual queen, she did not realise, when showtime came, that it was showtime. She graciously handed the Queen the flowers, and then immediately wrenched them back from her, saying "these are for later!" Everyone had a good laugh. (Look at us now! Chumming around with royalty!)

For my grandparents' generation, the reason for settling in Luxembourg was essentially financial, or even existential – in the UK, they'd been seriously struggling to get by. Here, they could live comfortably, save money, give the girls a good (and multilingual!) education.

A bonus was that Luxembourg, particularly the east of the country where they initially lived, struck them as wonderfully peaceful, and beautiful in its landscape. My grandmother says the villages were a bit run-down when they arrived, and that it was the Brits, Irish and Danes, all turning up together from '73 on, who started the trend of buying old farmhouses in the countryside and renovating them; well-to-do Luxembourgers then followed suit, and villages started looking prettier and prettier. I've often wondered how much this account squares with the one a local historian would give.

Socially, my grandparents hardly integrated at all – at least not with Luxembourgers. My grandfather had his work colleagues from all round Europe and spent his free time with family, or doing work on the house, or reading his precious language books. As a language lover, he of course wanted to learn Luxembourgish, and was frustrated by how very limited resources then were to help with that, as well as the lack of enthusiasm locals then seemed to have for outsiders learning their language. My grandmother, far more sociable in nature, a stay-at-home mum and essentially monolingual, struggled at the start to find her crowd. But by the late 70s, however, she'd become very much involved in the growing British expat community, particularly as concentrated around the British Ladies' Club, and later the English-language theatre scene and the Anglican Church. Even today, my grandmother's circle of friends consists mainly of people she's got to know through these expat institutions.

My mother's generation then integrated far more. They grew up playing with Luxembourgish kids in the village. The TV they watched was all in German and French, with a bit of Dutch thrown in for good measure. They were then put in the German-language section at the European School – as my grandparents had the impression the newly formed English-language section was disorganised and overpopulated, and also wanted their kids to integrate locally as much as possible. Long before they finished their schooling, they spoke two of the country's official languages fluently, and could understand the other perfectly well.

Even so, all three of the girls then left Luxembourg. One went to university in Germany, married a German man, started a family there and has stayed there ever since. The other two,

*My grandfather remembers
being confused by how
everyone on the bus here
seemed to be called Eddie*

my mother included, went to the UK, and started their professional lives and families there. Those two, however, have ultimately settled back here – and indeed never stayed away for long. My mother found herself feeling like a foreigner in the UK in a way she never had in Luxembourg. Maybe things would have been different if she'd been in a big city, but in rural Gloucestershire, where my father was from and where they'd gone to live, my mother's continental traits made her stand out, and get treated as, at best, an oddity, and, at worst, unwelcome. She felt disillusioned and homesick, missed the forests and villages, and the mix of languages and nationalities as well as the corresponding mentality. And then there were practical considerations: her language skills could far more easily get her a good job – and in that way ensure security for her family – back in Luxembourg than in the monoglot UK. Plus her parents, and any support they could offer, were here. Such practical considerations also proved decisive for my aunt, who, while having an easier time than my mother fitting in socially in the UK, tellingly spent her longest spell there working at the Luxembourg Embassy.

Now things get interesting though! Because the third generation of our family here – i.e. my generation – have ended up, in an obvious sense, integrating a lot less than the second. And that, I think, is essentially because times have changed. My three siblings and I grew up with satellite TV and the internet, meaning the media we consumed was almost all British (and, when it wasn't, it was American), and we could be in contact with friends and relatives in the UK constantly, because easily and at no real expense. What's more, by our time, many more immigrants had come to the country, meaning that the language spoken by the kids in the village we grew up in, Larochette, was not Luxembourgish but Portuguese, and that it was a lot easier for us – indeed, it was pretty automatic for us – to find friends and leisure activities within the Anglophone expat bubble, which was then in the process of rapidly expanding and opening up, as English became more and more established as a *lingua franca* here. We were in the English-language section at the European School, as rules then dictated that your language section was determined by your mother tongue; we emerged with maybe passable German and very poor French, but certainly nothing like fluency in either language, and no acquaintance with Luxembourgish people or the Luxembourgish language at all. Never at ease with the local languages, and not having any meaningful connection to our cultural surroundings, we of course have often felt like foreigners here.

My siblings and I all, at one point or another, went to live in the UK. Three of us are at least largely back here now. Why? Well, one important background factor is politics. Though I was initially based mainly in the UK after finishing university there, I started spending more time here when I was going through the process of acquiring nationality, so as to retain my status and rights as an EU citizen. Brexit is only the most headline-grabbing expression of a political culture in the UK that has done plenty to complicate my relationship with the country. (Similarly, my grandparents say that a return to the UK in retirement stopped appealing to them because of the way the country had gone politically.) Another factor in my

generation's presence in Luxembourg, still not the biggest, and of course related to politics, has been the state support available to us here – medical support in my sisters' cases, and, in my own case, support with my creative work. Also helpful have been the increasing ease of finding employment, navigating the system and having a social life here without mastering the local languages, and the increasing tendency for friends of ours to stay or return here. By far the biggest factor though has been family, its support of us and its calls for support from us.

In the early 2010s, both the oldest and the youngest generations of the family arrived on the scene here. We brought my great-grandmother, then around 90, over from the Isle of Wight, where she'd been living alone, getting increasingly confused and unwell. She'd recently lost a significant chunk of her savings to unscrupulous door-to-door salesmen. My niece, meanwhile, was born to a sister of mine who'd always had quite serious mental health problems and a man back in the UK who we could immediately discount as a source of parental care. My mother took on primary care responsibility for both of the new arrivals. She, however, was still in full-time employment and not in the best of health herself, so other family members, old and young, grouped together to make it work. This is essentially why the disparate generations ended up assembling on the same street.

Now, you'll be glad to hear my own generation's shortcomings on the integration front had taught the family a lesson, and we put my niece in a local Luxembourgish *Maison Relais, Précoce* and then primary school. I think we have all often felt proud, watching her talk to people in perfect Luxembourgish. It's a sign of the times though that, when she would come home from the school with her best friend, a Romanian girl, the two of them would be speaking English together, rather than any of the three languages their classes were in. It's also a sign of the times, and a slightly bizarre one, that the English they both speak has strong elements of African-American Vernacular in it. I can imagine some people being quite offended, listening to these two little white European girls speaking like that. But I don't think it's even consciously imitative, let alone mocking. They hear people speaking like that all the time. Just as my mother's generation grew up on the local television channels, and mine grew up on the BBC, this one is growing up on TikTok, YouTube and Netflix. My experience suggests such things have significant consequences for our senses of identity. This year, my niece started secondary school at the new International Lycee in Junglinster, in the German-language section. She wants to switch to the English-language section. I have to admit, that's also what I want, partly as I think it would be more expedient for her long-term, and partly because I don't want the cultural gap between us to be any larger than it need be. My mother, with fond memories of her own Germanic education, doesn't see it quite like that. My niece likes to emphasise her Britishness, though I think, interestingly, it's with relatively little conception of what that is. Asked whether she'd like to live in the UK or in any other country besides Luxembourg someday, she gives a classic Luxembourgish school kid answer: yes, she wants to live in a country where she doesn't have to use French!

And as for the great-great-grandmother – well, she thinks Luxembourg is splendid. For her, it's inevitably mostly just a backdrop, the view from her window, the scenery of occasional walks and drives, the landscape for a hot air balloon ride we treated her to once. She is vocally grateful that it's possible for her to be with family, and aware that Luxembourg is the setting of that. She is now the oldest person in the *Gemeng* and they bring her flowers for her birthday each year. On her hundredth birthday, last year, she got visits from the Minister of Family Affairs, Integration and the Greater Region, from someone from Hëllef Doheem, from the family doctor, from the Anglican chaplain. The Queen – an old family friend, as you'll recall – sent a birthday card. The Queen was upstaged though, as the Grand Duke sent not only a card, but also flowers, a hamper full of produce from his estates, and a very impressive-looking medal. We're probably in the right place, aren't we. ●



Szene aus Aki Kaurismäkis letztem Film *Fallen Leaves*

Filmische Blicke auf das Proletariat

III | Marc Trappendreher

Sechs Jahre nach seinem letzten Film *The Other Side of Hope* (2017) ist der finnische Regisseur Aki Kaurismäki mit *Fallen Leaves* zurückgekehrt. Mit *The Old Oak* ist Ken Loach ebenfalls mit einem neuen Film auf der Kinoleinwand vertreten. Beide sind entschiedene und unbeirrbar Repräsentanten eines proletarischen Kinos, das seine Wurzeln tief in der Geschichte des Filmes selbst hat – und bis zum luxemburgischen Film reichen.

Die Darstellung der Arbeiterklasse im Film ist tatsächlich so alt, wie der Film selbst: *La Sortie de l'usine Lumière à Lyon* der Gebrüder Lumière aus dem Jahr 1895 ist eine der ersten dokumentarischen Aufnahmen, die in nur 45 Sekunden die Arbeiter nach Schichtende zeigt. Für den Film als Jahrmarktattraktion und Massenmedium war die Nähe zum Proletariat unerlässlich. Der Filmemacher, der dies vielleicht am ehesten verstand und die proletarische Sichtweise am stärksten in sich vereinte war Charlie Chaplin. Er begriff, dass das größte Publikum eines jeden Films die Arbeiterklasse ist, die nach einer Woche anstrengender, sich wiederholender Arbeit mit geringer Entlohnung eine eskapistische Fantasie suchte. Unweigerlich muss er einen Nerv getroffen haben, indem er sich mit seinem berühmten Leinwandimage als einer der ihren inszenierte. Man kann Chaplin nicht vorwerfen, aus der Gefühlswelt der kleinen Leute rückhaltlos Kapital geschlagen zu haben, der sozialistischen Ader seines Schaffens gar zuwiderlaufend. Er selbst entstammte einem industriellen Arbeitsmilieu – seine humorvolle aber aufrechte Hinwendung, sowie sein soziologisches Inter-

esse am Proletariat hat dessen filmische Darstellungen über die Jahre hinweg nachdrücklich geprägt. Es ist wohl auch kein Zufall, dass beide Filme, *The Old Oak* und *Fallen Leaves*, ihren Helden einen Hund als stillen aber treuen Begleiter an die Seite stellen – deutlicher kann man den Bezug zu Chaplin nicht inszenieren. So überaus deutlich diese Bezugnahmen auf Chaplin für beide Filmemacher sind, so konträr präsentieren sich deren Filme. Loach und Kaurismäki formen jeweils unterschiedliche Blicke auf den Arbeiter aus.

Die Wurzeln von Ken Loachs Kino gehen auf seinen Erstlingsfilm *Kes* (1969) zurück, der Film, der noch die British New Wave mitgestaltete. In enger Zusammenarbeit mit seinem Drehbuchautor Paul Laverty hat Loach ein filmisches Triptychon geschaffen, das auf äußerst engagierte Weise die Ängste und Sorgen der Arbeiterklasse fokussiert. Loachs Blick ist der eines zuweilen latenten, ja fragwürdigen Paternalismus: Seinen Filmen ist eine spezifische, mitunter sonderbare Form der Betulichkeit inhärent, mit der er den Arbeiter beschaut, mal mehr mal weniger direkt. Er betrachtet den Arbeiter nicht aus sich selbst heraus, sondern von außen, nahezu von oben, registrierend und überschauend. Dies ist insofern zwingend, als er nur so seine linksgerichtete Systemkritik auf didaktische Weise applizieren kann. Ausgehend von den spezifischen Milieus und der jeweiligen lokalen Färbungen gibt er den Blick frei auf ein größeres Ganzes. Es geht immerzu um die Darstellung des Mahlwerks, in das die Menschen hineingeworfen werden. In Loachs *I, Daniel Blake* (2016)

sind es die Mühlen der Staatsbürokratie, in denen Menschen zerbrochen werden – einmal hineingeraten, gibt es keinen Ausweg. In *Sorry We Missed You* (2019) zeigt Loach die ausbeuterischen Tendenzen der Großkonzerne auf, die sich im Einzelschicksal eines Lastwagenfahrers niederschlagen. In *The Old Oak* unternimmt er den Versuch, diese Probleme der Arbeiterklasse auf kulturell-ethnische Problemfelder auszuweiten, die Sozialmisere und den Antisemitismus in enger Verbindung sehend – immerzu ist sein Kamerablick einer der semidokumentarischen, stillen Beobachterinstanz. Eine Beobachterinstanz, die indes überaus affektbasiert ist, die Sentimentalität und Larmoyanz auch in sich miteinschließen kann, ja zuweilen agitatorisch und nahezu militant in der Gewinnung seines Publikums operiert. In allen Fällen aber steht damit bei Loach die Distanz als Prinzip zur Eröffnung größerer Diskursfelder – die jeweiligen Filmerzählungen weit übersteigend.

Anders verhält es sich bei Aki Kaurismäki: Der 66-jährige finnische Regisseur hat mit seiner Arbeiter-Trilogie Mitte der 1980-er Jahre internationale Anerkennung erfahren – die Filmkritiker und das große Publikum weltweit erhielten erstmals eine leise Ahnung davon, was es bedeuten kann, ein Arbeiter in Finnland zu sein. Seine Filme betrachten die Arbeiterviertel und die Industriegelände Helsinkis als einen hermetisch geschlossenen Kreislauf und die Arbeiter darin haben so viel an Persönlichkeit und Individualität eingebüßt, dass sie nur mehr den Maschinen ähneln, die sie bedienen: scheinbar emotionslos, mechanisch und steif. Kaurismäki

wirft dabei einen sympathischen und in einigen Fällen auch komplizierten Blick auf seine Figuren, die von Fleischern, Müllmännern, Kassiererinnen, Bergleuten hin zu einem Arbeiter in einer Streichholzfabrik reichen. In der Filmreihe *Shadows in Paradise* (1986), *Ariel* (1988) und *The Match Factory Girl* (1990), die – nun um *Fallen Leaves* erweitert –, möglicherweise definitiv abgeschlossen ist, werden Kaurismäkis Protagonisten zu Verkörperungen einer oft übersehenen Bevölkerungsschicht Helsinkis. Feinfühlig, aber niemals sentimental erzählt Kaurismäki meist von der Annäherung zweier Menschen, die eigentlich keine Bestrebungen haben, auszubrechen oder sich selbst ernsthaft und eindringlich in den Blick zu nehmen. Es ist denn auch nicht die Durchführung einer stringenten linksgerichteten Systemkritik, die Kaurismäki anstrebt, eine, die eine Hierarchie aufdecken würde, die den Filmhelden einfach vorenthält, dass Wohlstand und Freiheit nicht für jeden gelten. Dass Kaurismäki soziale und wirtschaftliche Umstände nicht weiter in einer inneren Logik beschaut, ist nur konsequent, so sehr bilden seine Werke eigene genuine Filmuniversen aus, die Idee einer Märchenerzählung bekräftigend – seine Farbpalette und die Musik haben an diesem Effekt ohnehin einen erheblichen Anteil. Gerade das mit Nachdruck ange deutete Happy End aus *Fallen Leaves* steht als Direktverweis auf Chaplins *Modern Times* (1936) unter dem Zeichen der märchenhaften Rundung der Erzählung.

Kaurismäkis Blick ist einer der Identifikation und der verbundenen Aufrichtigkeit, eine Per-

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Ich hasse Jahresrückblicke!

IIII Michèle Thoma

Das Ganze, nimm! würg!, alles von vorne, noch mal! Und noch mal. Und noch mal. Noch mal im Schnelldurchlauf, noch mal widerkäuen bis zum Erbrechen, das zum unvermeidlichen unverdaulichen Jahreswechsel-Menu Zusammengestampfte! Noch mal Sitzengebliebene, die alles wiederholen muss. Noch mal Gefangene in der Zeitschleife, noch mal Karma-Idiotin. Wieder auf Los!

Zumindest für die, die so oldschool sind, dass sie noch in den klassischen Medien abhängen. Wie sollen sie der jährlichen Verwurstung der alten News, Highlights und Tragödien nennt man solche Pot-Pourris, entgegen, die man ihnen unter die Nase reibt? erinnert euch! Vor den Austern erinnert euch! Z.B. an die Krönung eines neuen Königs, der immer schon da war. Daran, wie wackelig unsere Erde ist und wo und wie sie das wieder demonstriert hat. Die ewigen Bilder von Menschen, die zwischen Betonriegeln herumbuddeln und dann der prähistorische Schrecken, wenn die Bagger anrollen. Leider ist unsere Erde nicht mehr zuverlässig unfair, unsere Loge wackelt auch schon aus der wir so interessiert zuschauten, wie dünne Menschen durch die Wasser waten.

Nicht mal mehr bei den Kriegen gibt es Abstand. Alles rückt uns auf die Pelle, alles geht nah. Die beiden Kriege, die einander derzeit Konkurrenz machen. In dem einen, der derzeit der Aufmerksamkeits-Loser ist, werden hohe Verluste bei Soldaten wie auch bei Material verzeichnet, wie bei ORF-News zu lesen war. Bei dem andern, der derzeit die meisten Klicks hat, gibt es unverhältnismäßig viele verhältnismäßige Tote, sie werden täglich gezählt. Wenn es dazu auch unterschiedliche Messverfahren und Interpretationen gibt.

Die Kriege werden natürlich auch sozialmedial ausgefochten, sozialmedial wird mittlerweile so ziemlich alles zum Krieg. Jede kann ein bisschen mitkämpfen, es ist ein Gesellschaftsspiel, das, wie es heißt, die Gesellschaft spaltet. Jede kann sich posi-



Diesen Elendshäufchen, die einer den Weg beim Vorbeistöckeln versperren

onieren und im Stellungskrieg Stellung beziehen, bis sie auf einmal staunend in einer Ecke steht oder gar an einem Pranger. Besser, sie räumt die Stellung. Besser, sie postet weise nur noch Schneemänner* und Kunst von unverfänglichen Kollektiven.

Im Reich der Smiley-Scheichs, wo die große Klima-Party über die Weltbühne ging, gehen ein paar Gedenksekunden an die Eilande im Stillen Ozean. Marine le Pen trägt feministisches Barbie-Rosa.

Auch Luxemburg zieht in den Kampf. Nicht gegen die Armut, wird versichert. Nur gegen ihre Verkörperung. Das im cleanen Licht seiner Bürobuildings transparent wie auf Röntgen-Aufnahmen erstrahlende Luxemburg will nicht mehr von diesen unattraktiven Verkörperungen heimgesucht werden. Diesen Elendshäufchen, die einer den Weg beim Vorbeistöckeln versperren.

Zum Schluss bei den Jahresrückblenden, das ist Tradition, meist zu einer verträumten Musik, kommt immer die Galerie der Toten des Jahres. Julian Assange ist nicht dabei. Also lebt er wohl noch. Julian Home for Christmas! hieß die Kampagne letztes Jahr.

Das ist ein Jahr her. Dann ist Schluss mit Schluss, und der gemütliche Teil kommt, mit Sissi und Kevin zuhaus.

Dann wird sich weggebombt, immer noch oder gerade jetzt, und ein gnädiger Alk-Schleier liegt über der Zukunft, über dem morgigen Tag, und die Menschen prostern einander zu und mögen sich sehr. Wenn auch nur kurz. Aber immerhin. Und wie jedes Jahr sagen sie Tschüss zu dem alten, es kann jetzt gehen, es soll jetzt gehen, es war schrecklich, ein schreckliches altes Jahr, und haben so ein kindisches, zaghaftes, lächerliches Hoffen. Wie jedes Jahr.

Vielleicht sogar noch mehr. Vielleicht sogar erst recht. Weil was sonst? In all dem Dunkel und der Verwirrung.

Und dann, nur eine Anregung, stapfen sie stoisch durch vom Regen vollgesogene Wiesen. Rezitieren sich Mut-Mantras. Gute Vor-Sätze. Step by step, sich selber zuflüstern, so ein Großmutter-Sinnspruch von Facebook, gar nicht so schlecht. Besser als Dalai Lama, wo ist der eigentlich geblieben? Lesen Bücher über Resilienz. Lyrik, noch besser. Und sind nett zueinander. Möglichst. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH

En même temps

IIII Jacques Drescher



E war ganz schnell geplënnert
An ass net méi den Här.
Et gouv e Schwaarze Meeschter
Am bloe Ministère.

De Xavier ass net rosen;
En huet et gutt geholl.
E Bloe kuckt an d'Zukunft,
An déi bleift wéi se soll.

E wëllt keen Affekot sinn,
An denkt wéi de Macron:
Ech si fir Krich a Fridden –
Dat ëmmer „en même temps“.

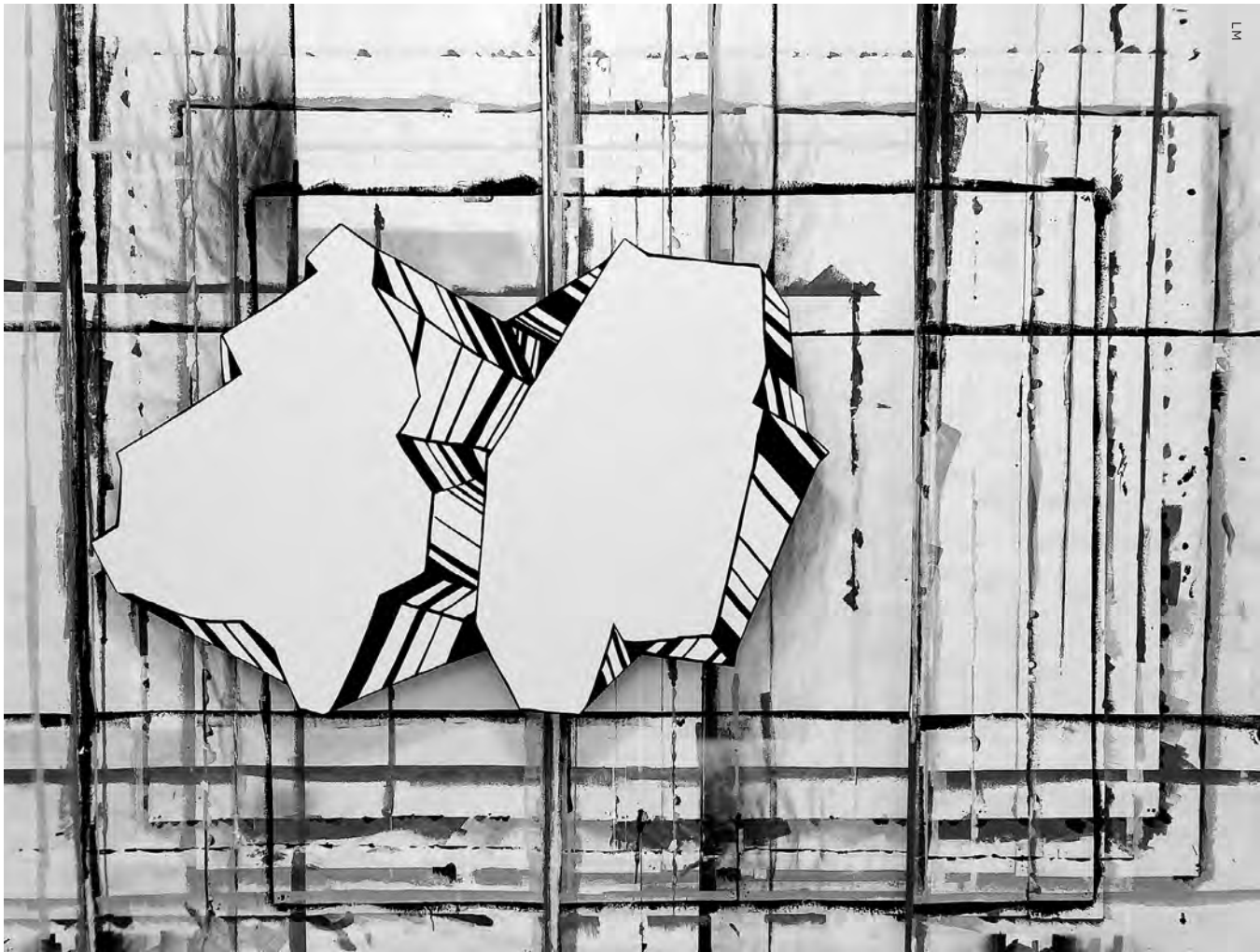
Hien ass e Liberolen;
Dat sinn der, déi si lous.
Si kucke wéi de Wand dréint –
Da gëtt sech net gestouss.

spektive, die aufweist, wie nahe Lachen und Weinen beieinander liegen. In dieser tragikomischen Dimension belässt Kaurismäki den Figuren ihre Würde. Er bemüht sich darum, die Erlebniswelt seiner Helden aus dem Inneren heraus erfahrbar zu machen – diese auf Sympathie und Identifikation ausgerichtete Programmatik reicht so weit, dass Kaurismäki die Grenzen zwischen der Darstellung seiner Figuren und seinem eigenen öffentlichen Image aufgehoben hat. Überaus schweigsam, lakonisch in seinen seltenen Interviewgesprächen, sein Hang zum Alkoholismus – er inszeniert sich selbst als Teil seiner Filmwelt mit. In ihrer selbstreferenziellen Genügsamkeit weisen die Filme Kaurismäkis denn auch nur selten über sich selbst hinaus, es sind kaum Filme der politischen Botschaften, der größeren Sinnzusammenhänge.

Auffallend ist nun, dass beide Filmemacher mit ihren unterschiedlichen Ansichten, neben dem New British Cinema der Neunzigerjahre, zu den womöglich stärksten Bezugsquellen im Werk des luxemburgischen Regisseurs Andy Bausch wurden. Mit seinen Filmen wie *Le Club des chômeurs* (2001), der Fortsetzung *La revanche* (2004), *Rusty Boys* (2017) oder nun *Little Duke* (2023) hat er stets eine proletarische Lebenswirklichkeit in den Blick genommen: Seine Filme bilden wohl Reflexionen aus über die Gesellschaftsschichten, das soziologische Interesse an diesen und die wirtschaftliche Entwicklung im Großherzogtum – unter diesem Aspekt sind sie dem Ansatz von Ken Loach nicht unähnlich – ohne dabei aber an einer tatsächlichen links-intellektuellen sozialrealistischen Agenda interessiert zu sein. Dafür ist seine Nähe zum Genre der Feel-Good-Komödie zu groß: Bausch entwickelt damit ein Moment, das die andere Bezugsquelle, Aki Kaurismäki, ansichtig werden lässt – mit der überaus großen Sympathie für Loser-Typen, die das Herz am rechten Fleck haben. ●

Le magicien d’OX

IIII Loïc Millot



Quand le cadre devient l'œuvre : les pochoirs inversés d'OX

Îlot d'art contemporain singulièrement implanté dans le quartier populaire des Allemands, à Metz, Le Mètre carré consacre une exposition à OX, l'un des pionniers du street art français. Conçue par Bernardo di Battista, la manifestation repose en apparence sur un paradoxe, celui d'enfermer entre quatre murs les réalisations d'un artiste œuvrant principalement en plein-air. Ce serait oublier toutefois que les arts urbains font exception dans le paysage institutionnel en étant toujours peu représentés, comme si ce type d'expression était un sous-genre, un art mineur. Les raisons de ce snobisme académique ? Le décroisement opéré par cet art de rue peut être perçu comme une menace pour l'establishment – une ouverture publique, sauvage, irréductible par définition. Éphémère, et davantage tourné à ses débuts vers les revendications politiques que vers le business, le street art constitue un dépassement de la galerie comme lieu d'exposition privilégié de l'artiste. Pour autant, les ventes astronomiques réalisées ces dernières années par Banksy montrent qu'il est tout à fait possible de concilier l'espace urbain avec les cimaises des musées et des galeries. Faut-il voir dans Banksy l'arbre qui cache la forêt ou l'annonceur d'une plus large reconnaissance des arts urbains ?

Retournons à Paris, au début des années 1980, lorsque tout commence dans le champ du graffiti hexagonal. La capitale est alors une immense jungle encore vierge, un terrain de jeu où tout

« Jusqu'à maintenant, je n'ai pas laissé beaucoup de traces de ce que j'ai fait »

OX, artiste de street art

reste à faire, à apprendre, à occuper d'une présence rebelle, quoique déjà nourrie du long héritage offert par les fresques médiévales et mexicaines. Car il n'y a qu'un pas entre le célèbre Diego Rivera et le méconnu Juan Rivera, qui fut le compagnon de Keith Haring en même temps que son assistant sur le vaste chantier entrepris en 1987 à l'hôpital Necker (Tour Keith Haring, Paris), où l'on soigne des enfants – magnifique don de l'artiste, mort du sida trois ans plus tard. Il se trouve que OX a été profondément marqué par la présence de Keith Haring à Paris. Le plasticien assiste, en 1984, à la première exposition de Haring en France, intitulée *Tendances à New York*. Dans une vidéo visible dans l'exposition, une photo montre la troupe des Frères Ripoulin (collectif parisien composé, entre autres, de Jean Faucheur, Claude Closky et Pierre Huyghe) posant fièrement au côté du jeune maître américain. Et il y a de quoi : de passage à leur atelier, Haring vient de peindre une grande affiche qu'il s'empressa de coller dans le métro parisien, à la station Duplex. L'autre fait marquant dans la carrière d'OX tient à sa rencontre avec Jean Faucheur, qui l'initie au collage d'affiches sur les panneaux publicitaires. Une révélation : « Ces espaces d'affichage publicitaires sont comme d'immenses fenêtres, des tableaux surdimensionnés, suspendus dans la ville », confie-t-il dans le catalogue *OX : Affichage libre*. Ces placards lui procurent tout à la fois un cadre, un support, et un contexte urbain à partir duquel concevoir des formes. OX délaisse la photocopie et la sérigraphie pour adopter ce nouveau

mode opératoire, devenu fédérateur parmi les Frères Ripoulin.

Malgré la dissolution du collectif en 1988, OX continue à recourir à ce procédé au gré de ses pérégrinations. Invité pour l'exposition messine, le plasticien, aujourd'hui âgé de soixante ans, en a profité pour recouvrir un panneau publicitaire à Florange, non loin de l'ancien complexe sidérurgique dont il s'est inspiré pour y greffer son propre réseau de lignes et de directions. À Metz, on peut encore contempler un collage anarchique rue des Augustins – d'abstraites coulures blanches sur un fond uni reprenant la teinte orangée de la pierre de Jaumont. Paradoxe de cette entreprise plastique : son caractère éphémère, aussitôt menacé de disparition après son exécution – « Jusqu'à maintenant, je n'ai pas laissé beaucoup de traces de ce que j'ai fait », ironise ainsi l'artiste. Pour l'espace du Mètre carré, des œuvres de tout format et de tout prix (de 100 à 5 000 euros) ont été réunies. Un petit nuage, intitulé *Blister* (2023), détourne en toute simplicité les contours d'un célèbre motif de l'industrie du plastique. Poétique. Également convoquée dans l'exposition, une affiche de grande dimension permet de voir de près son travail à ciel ouvert ainsi que la méthode du « pochoir inversé » qu'il applique depuis – un système de lignes colorées superposées les unes aux autres répétant abstraitement les contours d'un même motif. Au centre de ce canevas a été ajoutée une sculpture en bois, jouant à la façon de Frank Stella du contraste entre surface et volume, entre les couleurs vives de l'affiche et le noir et blanc de la sculpture. Le châssis, qu'il fabrique lui-même en bois, occupe un rôle majeur dans ses récentes créations, à l'instar de *2 Quarts de tranche* (2022) par exemple ; le support y est partiellement rendu visible et concourt à la composition d'ensemble au même titre que les couleurs ou que les espaces laissés vides. Ailleurs, OX courbe le châssis, l'émancipant ainsi de son traditionnel corset rectiligne. Jusqu'à donner l'impression, dans *Stretched Cloud* (2015), que le cadre s'est contorsionné sous la pression des sangles qui l'enserrent. Soit une autre façon d'investir les marges de l'art pour les remettre au centre de la cité. ●

Exposition OX / Blister jusqu'au 13 janvier au Mètre carré à Metz

d'Lëtzebuurger **Land**

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu). **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu). **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Stéphanie Majerus (48 57 57 35; smajerus@land.lu), Sarah Pepin (48 57 57 36; spepin@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Lëtzebuurger Land **Instagram** letzeburger_land **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,00 € **Abonnement annuel** 200,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000

LE MUDAM MUÉ EN MUSÉE « MÉTABOLIQUE »

Entre sanatorium et laboratoire

IIII Lucien Kayser

À se demander si après plus de deux siècles, l’institution culturelle n’est pas près de changer de paramètres



Un couloir de rideaux, au bout Rayyane Tabet... et une chambre du sanatorium d’Alvar Aalto



L’espace est sans doute le plus difficile et le plus excitant. Ceux qui ont fréquenté assidûment le Mudam, au long de plus de quinze ans maintenant, ont pu se rendre compte de toutes les possibilités offertes par le hall d’entrée, de toutes les réalisations, plus ou moins réussies. Actuellement, le visiteur est accueilli par un portail gonflable qui lui souhaite la bienvenue, un peu tristounet, perdu sous pareille hauteur de lumière. Et pourtant, bien que rattaché à l’exposition antérieure, il marque bien l’entrée des nouvelles manifestations. Il pourrait en effet appartenir au projet mentionné dans un texte de la directrice, renvoyant à Pontus Hultén qui, dès 1968, invitait à transformer le Moderna Museet de Stockholm en aire géante de jeux.

On n’en est pas encore là avec l’exposition de Rayyane Tabet, on s’en approche quand même avec les collectifs dans les salles du premier étage, non, la curatrice parle de « musée métabolique », et ce n’est pas seulement parce que la galerie est transformée en laboratoire culinaire. Plus largement, avec les six collectifs invités qui vont aller de la danse à l’édition, l’accent est mis à toutes sortes de transformations, de processus de travail ou de création.

Mais procédons par ordre. À la limite, avec *Rayyane Tabet. Trilogy*, on ne s’éloigne guère des installations habituelles : le couloir de rideaux translucides conduisant au pavillon, le mobilier d’une chambre du sanatorium d’Alvar Aalto, l’étalage enfin des carafes réalisées à partir de verre recyclé après l’explosion du port de Beyrouth en 2020. Le mobilier scandinave interroge sur son acquisition par le Mudam en 2000 seulement, il date des années 1930. Le musée se dit moderne, alors que les œuvres de la collection en grande majorité ne remontent qu’aux dix dernières années du siècle passé. Cette pièce est donc tout à part. Les deux autres salles renvoient à la commissaire, à l’appartement de ses grands-parents, à ses origines libanaises. Relient ainsi, si l’on veut, création et lieu d’exposition aux faits du monde, comme le suggère le dépliant, du fort Thüngen au mur de Berlin ou telle guerre de juin 1967 (et les fenêtres peintes en bleu contre les avions).

Bien sûr, il est banal d’en conclure que ni l’art ni le musée n’échappent à ce qui se passe autour. Avec les changements que cela comporte. Ceci dit, il se peut que nous soyons à un moment où l’institution, née en gros au temps du fort Thün-

gen, au 18^e siècle, est près de changer radicalement de paramètres. Recherche, collecte, conservation, interprétation et exposition, telles sont les fonctions énumérées par l’International Council of Museums. Il n’oublie pas le public, et en bout de définition mentionne l’éducation, la réflexion, le partage de connaissances, voire le divertissement. Aujourd’hui, on est porté plus vers l’immersion où les œuvres submergent le public, il s’y noie, au lieu de le pousser à une activité propre.

Retour à Kassel, en 2007, ça fait longtemps déjà. Roger M. Buergel avait invité Ferran Adrià, le chef du restaurant espagnol El Bulli, principal tenant de la cuisine moléculaire à l’époque. Peu à peu, l’art (et à sa suite ses manifestations) a disséminé, s’est ouvert à toutes choses, dispersion pouvant aller aux yeux de certains jusqu’à sa disparition (ah, toujours le même préfixe). C’est que tels terrains étaient abandonnés, délaissés, et là où la société s’avère et s’avoue sans repère, il lui arrive de faire appel à l’art, pris comme bouée de secours, ultime recours. Cette semaine encore, une tribune dans le journal *Le Monde* a appelé les musées à jouer pleinement

leur rôle dans le débat écologique. Non seulement quant aux questions techniques. La déception, la faillite (du moins ressentie du côté du politique), autant de raisons.

Toujours la Documenta 12. Elle se voulait décidément autre. Et Buergel, dans un esprit de conséquence, avait demandé aux architectes Lacaton et Vassal de livrer de nouveaux espaces d’exposition : une installation temporaire, surface de 12 000 mètres carrés, réalisée par une structure de serres horticoles par modules de 20 mètres par 9,60 m. Au coût d’un million d’euros hors taxes. Ce rappel juste pour faire réfléchir aussi à ce que la rupture du contenu entraîne pour le contenant, et pour la question du bâtiment le Mudam servira très bien d’exemple : construction de Pei dans une expression toute moderne, de la modernité des années 1950, 1960 en gros, et le musée, on le sait, porte cette étiquette, alors que sa collection est orientée vers l’art contemporain, et voici que son architecture faire de rigueur solennelle est prête à s’ouvrir à tout autre chose encore, « espace dynamique dédié aux séances de recherches, à la préparation et aux répétitions rendues accessibles au public ». ●

|||||

T
A
B
L
O

MUSÉE

You are *The Champion*

Le Champion, l’un des tableaux les plus iconiques de Joseph Kutter entre dans les collections du Musée national d’archéologie, d’histoire et d’art. L’appel à souscription

lancé en juin visait à réunir 100 000 euros et c’est exactement un montant de 107 536 euros qui a été recueilli (dont 1 843 directement dans les urnes du musée). Plus de 550 personnes se sont mobilisées pour que l’œuvre soit conservée et valorisée par une institution publique. Les donateurs bénéficieront d’un accès exclusif à la préouverture de l’exposition *Dem Joseph Kutter seng Gesiichter. Nei Facettë vun eiser Sammlung* en février. Les salles Kutter seront repensées pour montrer le contexte dans lequel le peintre a vécu et l’intimité de son univers à travers ses portraits. FC

APPELS

Ici Radio Luxembourg

Après *A Colônia Luxemburguesa* qui s’intéressait aux Luxembourgeois du Brésil, la cinéaste et historienne Dominique Santana travaille sur un nouveau programme transmédia : *Radio Luxembourg - Les ondes qui ont changé notre monde*. Avec le Centre for Contemporary and Digital History, Samsa Film et le Centre national de l’audiovisuel, le projet étudie l’épopée de la radio commerciale « la plus influente d’Europe » et son impact sur des générations

d’auditeurs. La station de radio a profondément marqué la culture populaire dans les années 1960, 1970 et 1980 avec son ton libre et décalé et ses nombreuses stars internationales. Cette recherche s’appuie sur une série de fonds d’archives privées et publiques à Luxembourg et à l’étranger. Un appel à témoignages et archives est lancé pour les personnes qui disposent de documents concernant l’histoire de Radio Luxembourg ou qui veulent partager leur expérience en tant qu’auditeur ou collaborateur. Le site *radio.lu* suivra le travail réalisé. FC

Save the Cinema

Das kleine Ciné Sura in Echternach hat ein Crowdfunding zu seiner Rettung aufgesetzt. Seit geraumer Zeit sind fünf von 2 211 840 Pixel defekt: Ein neuer Projektor muss her, ansonsten muss das kleine Kino im Osten seine Türen schließen. 60 000 Euro kostet der Projektor, kurz vor Redaktionsschluss waren bereits rund 34 000 Euro gesammelt. Dabei haben sich Thorben Grosser, der dem Kino seit Jugendjahren verbunden ist, und der Vorsitzende der Ciné Sura asbl, Michael Battenberg, hochkarätige Geschenke für die großzügigsten Spender ausgedacht: der eigene Name

auf einem Kinositz (750 Euro); lebenslanger freier Eintritt (2 500 Euro) oder die einjährige Benennung des Kinos nach dem eigenen Namen (20 000 Euro). Muss das Sura schließen, wäre das ein weiterer Nagel im regionalen Kinosarg. Mittlerweile müssen zwar alle landesweiten Arthouse-Liebhaber sich für reguläre Programmierung ins Utopia bewegen – die acht Kinos vom Verband Cinextdoor, die sich in Düdelingen, Kohler, Diekirch, Grevenmacher, Wiltz, Bettemburg und Ulflingen befinden, bieten nur eingeschränktes Programm an – dennoch spielen diese Kinos eine maßgebliche Rolle für das Kulturleben außerhalb der Hauptstadt. SP

S

T

|

L



Mars Di Bartolomeo

Mars Di Bartolomeo trägt
den Spitznamen
Kichekueder

land

22.12.2023

Stollen, Bûche und Panettone

IIII Stéphanie Majerus

In der Adventszeit tauchen sie auf: Die Weihnachtskuchen. Neben den Weihnachtsstollen und der Bûche nimmt das italienische Nationalheiligtum Panettone immer mehr Raum ein. Der Weihnachtskuchen wurde in der norditalienischen Metropole Mailand erfunden. Erstmals erwähnt wird in lombardischen Schriften aus dem späten 16. Jahrhundert die Zubereitung von großen, süßlichen Broten - den *Panoni*. 2003 formalisierte die Mailänder Handelskammer die Zutaten für den Panettone *artigianale*: Neben Mehl, Zucker, Eiern und Butter darf milder Sauerteig nicht fehlen. In der Casa Giuditta in der Straßburger Straße ist die Pistazien- und Rosinenvariante bereits ausverkauft. „Seit neun Jahren verkaufen wir im Bahnhofsviertel Panettone; zunächst war das Gebäck in Luxemburg nicht besonders bekannt, nun steigen die Verkaufszahlen jährlich“, heißt es aus der Backstube. Maximal drei Wochen hält sich der Kuchen aus der Casa Giuditta, da er frisch zubereitet wurde, anders als der industriell hergestellte schmeckt er deshalb auch saftiger. Mittlerweile wird der Mailänder-Weihnachtskuchen weltweit goutiert. Vor allem in China steigt die Nachfrage.

Schon länger bekannt ist in unseren Breitengraden der Stollen. Als weihnachtliches Gebäck wird er erstmals in einer Urkunde des Naumburger (Sachsen-Anhalt) Bischofs erwähnt. Es handelte sich zunächst um lange Weißbrote, die ohne Butter gebacken wurden. Wie der Panettone hat auch er einen geografischen Hauptsitz: Geschützt sind die Bezeichnungen Dresdner Christstollen und Dresdner Weihnachtsstollen. Im 17. Jahrhundert setzten Dresdner Bäcker gar zeitweilig ein Monopol auf den Stollen durch. Während der Urstollen keine Butter enthält, wird Dresdner Stollen ausschließlich mit Butter gebacken.

Noch mehr Butter enthält die Bûche. Sie zeichnet sich nämlich in ihrer klassischen Variante durch Buttercreme aus, wie der Escher Pâtisserie- und Bäckermeister Jean François Schäfer in der *Revue* erläutert. Die Bûche wird im Stollenland Deutschland kaum gebacken, denn sie ist vornehmlich in französischsprachigen Ländern wie Belgien, Schweiz, Ostkanada und Luxemburg sowie einigen ehemaligen französischen Kolonien wie Libanon, Syrien und Vietnam verbreitet. Der butterlastige Weihnachtskuchen geht vermutlich auf den Brauch zurück, an Heiligabend einen großen Holzscheit im Kamin zu verbrennen. Bevor er angezündet wurde, soll das Holzscheit mit einem Buchsbaum- oder Lorbeerzweig gesegnet worden sein – und sollte so eine gute Ernte für das nächste Jahr garantieren.

Panettone-Fans konnten wir unter den kontaktierten Politikern nicht ausmachen. Für den CSV-Abgeordneten Alex Donnersbach rangiert er ganz hinten in seinem Weihnachtskuchen-Ranking. Stollen steht bei ihm an erster Stelle wie auch bei dem Piraten Sven Clement. „Ich erinnere mich gerne an die Zeit, als ich mit meiner Oma und meiner Mutter Stollen gebacken habe“, so Clement. Die Bûche sei ihm allerdings zu „kalorienreich“. Die Abgeordnete Joëlle Welfring (déi Gréng) winkt bei allen drei Weihnachtskuchen ab, sie mag eher „einfacheres Gebäck“. Als „Kichekueder“ bezeichnet sich der Abgeordnete Mars Di Bartolomeo (LSAP). Seine Weihnachtsspezialität sind Waffeln, die auf einem Rezept von seiner Mutter beruhen. Martine Hansen (CSV) vertraute dem *Télécran* letzte Woche an, dass sie keine Weihnachtsplätzchen backe. Man könne ihr aber welche vorbeibringen, denn sie „esse sie sehr gerne“. Der amerikanophile Premier Luc Frieden freut sich laut *Télécran* seinerseits auf die „kraftvolle Stimmung, die von englischer Weihnachtsmusik ausgeht“. ●

LE LIVRE

Confinement Cocktails

La scène mixologique luxembourgeoise n'est pas celle de Londres ou de New York, mais elle est en train de grimper quatre à quatre les marches qui la sépare des meilleures. Les recherches de Raph Betti au Bac pour n'utiliser que des produits



locaux, l'acharnement d'Ayrton Mongénie au 18 (à l'Hôtel Le Place d'Armes) à créer des accords entre cocktails et œuvres d'art, la réussite de Florian Pawlik représentant le Benelux à São Paulo dans le cadre du concours World Class, en sont les preuves. Les bars à cocktails se donnent plus de mal et bien des restos soignent la carte des cocktails. Avec Shinzou, Bazaar, Maya, Déjà vu, Blends, Paname ou um Plateau, on est enfin sorti de l'ère de l'Aperol Spritz ! Autre signe qui ne trompe pas, le premier livre luxembourgeois sur le sujet : *Confinement Cocktails – Great Cocktails and the Stories They Tell* (aux éditions Op der Lay) signé par Françoise Reuter et

Daniel Eischen. Ces deux cadors de la comm' (à la tête de l'agence Concept Factory) savent s'y prendre : leur livre est un petit bijou dans sa conception, sa mise en page et son contenu. Une idée qui a germé pendant les longues périodes de confinement en 2020 où ils ont eu le temps de s'entraîner et peaufiner les préparations. Ils nous offrent 48 recettes de cocktails originales ou adaptées de classiques. Les auteurs s'inspirent de leur fréquentation de bars dans le monde entier, « de Shanghai à Chicago, de Vancouver à Buenos Aires », citent-ils. En plus, on trouvera des anecdotes, des astuces, des conseils sur les verres et des

faits historiques sur l'origine des cocktails. On apprend ainsi que l'ancêtre du Negroni est le Mi-To pour Milano-Torino, les villes d'origines du Campari et du vermouth doux. Son nom vient de Camillo Negroni, le patron du Caffè Casoni à Florence. Il cherchait une version plus forte et a ajouté du gin alors que l'Americano est allongé à l'eau pétillante. FC

L'ENDROIT

Chalet Schuman

Raclettes, fondues au fromage, tartiflettes et vin chaud... Voilà les bonnes choses qui aident à

passer l'hiver : c'est chaud, ça tient au corps et ça fait penser aux vacances de ski. La Brasserie Schuman, reprise par les frères De Toffol il y a quelques mois, n'a pas attendu le solstice pour ouvrir son chalet. Dès octobre, le parvis du Grand Théâtre a accueilli cette annexe en bois en version XXL. On s'y croit vraiment à la montagne avec cheminée, rondins de bois, peaux de bêtes (factices, bien sûr !), sapin et ambiance après-ski. L'endroit est idéal pour accueillir des groupes, avec des grandes tablees et une quantité astronomique d'appareils à raclette (photo: Brasserie Schuman). Il faudra se mettre d'accord avec son voisin car les plats sont toujours proposés

pour deux personnes au minimum. La fondue savoyarde est l'option la moins chère (32 euros, quand même), alors que la raclette, avec charcuterie est facturée 38 euros par personne. Les viandards préféreront peut être la fondue bourguignonne, que l'on payera en fonction du poids de la bidoche. Les réfractaires aux gourmandises hivernales se rabattront sur une entrecôte ou un burger. FC



SUPPLEMENT

70

UNABHÄNGIG UND AUFKLÄRERISCH
LAND-JOURNALISMUS
JAHRE
FOTOMATERIALISMUS
TEXTES, BILDER UND LAND, WAT NET?
SECH
UND UM DIE
AUSSE
EIS
GEFÄLLT
MULTIMEDIA
DEMOKRATIE
WAT POLITIKEN
DIE
DIE PRESSEKRISE HÄLT AN
UM
LE FOND AU SERVICE DE LA FORME
MISES EN PAGE, TYPOGRAPHIES, IMAGES, FORMAT

70 ANS LAND

Vierte Gewalt

PETER FEIST

Für die Sonderbeilage, die am 20. Dezember 2013 anlässlich von 60 Jahren *Land* erschien, hatten wir uns die Mühe gemacht nachzurechnen, wie viele Seiten bis dahin seit der ersten Ausgabe vom 1. Januar 1954 im *Land* publiziert worden waren. Das Ergebnis lautete: 57 191. Für 70 Jahre *Land* haben wir erneut gerechnet: 11 176 Seiten kamen hinzu. Die insgesamt 68 367 Seiten verteilen sich auf rund 3 600 Ausgaben.

In den nächsten Jahren wird die Zahl der Seiten schneller zunehmen. Dafür sorgt das vor einer Woche eingeführte neue Format, das mehr Seiten pro Ausgabe mit sich bringt. Die *Land*-Redaktion wird ihren Ansatz von engagiertem aufklärerischem Journalismus weiterverfolgen: Den Leserinnen und Lesern jeden Freitag erläutern, was wie läuft und warum. Nur wer das weiß, kann beginnen, darüber nachzudenken, wie es anders laufen könnte. Dass die Zahl der Abonnements und der Verkäufe am Kiosk in etwa stabil geblieben ist, gibt diesem Ansatz recht. Für die pointierten Analysen und die ausführliche Hintergrundberichterstattung gibt es weiterhin eine Nachfrage. Das *Land* ist die wohl einzige verkaufte Luxemburger Zeitung, deren Leserschaft nicht kontinuierlich schrumpft.

Die Beilage zu 70 Jahren *Land* beschreibt diese Entwicklung näher. Sie zeigt aber auch, vor welchen Herausforderungen das *Land* steht, wie alle Luxemburger Zeitungen. Gegenstand des großen Interviews auf den Seiten 38 bis 41 mit vier Fotograf/innen zum Beispiel sollte der Fotojournalismus sein. Vor dem Hintergrund, dass digitale Fotografie, Handys, Internet und soziale Medien zu einer beispiellosen Demokratisierung geführt haben. Im Grunde kann jeder Fotojournalist sein und seine Werke weltweit teilen. Die Frage, wie sich das auf den Beruf auswirkt, führte schnell zu einer Diskussion, ob Print „am Ende“ ist, über neue Publikationsformen, welchen Qualitätsansprüchen sie genügen müssen, aber auch, wie sie sich wirtschaftlich zu tragen vermögen und welche Auswirkungen es hat, wenn nur eine zahlungskräftige Minderheit sich professionell aufbereitete Informationen leisten kann. Zumal in einem kleinen Land, wo eine „kritische Masse“ an Käufer/innen sich nur schwer oder gar nicht erreichen lässt.

Die Herausforderungen sind deshalb nur scheinbar in erster Linie technische. Vor allem sind es wirtschaftliche. Ein genauer Blick auf die Entwicklung der Luxemburger Presse in den vergangenen zehn Jahren (S. 44/45) offenbart, dass die Pressekrise, die vor 15 Jahren mit einem Einbruch des Anzeigenmarkts im Zuge des internationalen Bankenkrachs und der anschließenden Wirtschaftskrise begann, nicht aufgehört, sondern sich verschärft hat: Die verkaufte Auflage der großen Tageszeitungen und Wochenmagazine, für die das von unabhängiger Seite gemessen wird, sank binnen zehn Jahren um ein Drittel.

In Luxemburg, wo kritische Massen so schwer zu erreichen sind, wird daraus eine politische Frage über die Pressehilfe, mit welcher nicht zuletzt der Zeitungsmarkt gesteuert wird. Und eine, inwieweit Regierung und Parlament bereit sind, die so genannte vierte Gewalt generell zu unterstützen. Wieviel ihnen an Medien liegt, die Informationen auswählen, einordnen und bewerten. Und an einer aufgeklärten Öffentlichkeit, in der die demokratische Willensbildung erfolgt. In dieser Beilage haben Mitglieder von Regierung und Parlament sich über das *Land* und seinen Journalismus geäußert (S. 33-36). Überwiegend lobend und mit der Betonung, wie wichtig die aufgeklärte Öffentlichkeit sei. Solche Statements liest man gern. Die Geheimnistuerei von Premier Luc Frieden um den Koalitionsvertrag der Regierung steht dazu allerdings in einem Widerspruch. Dass CSV und DP im Wahlkampf noch versprochen hatten, per Gesetz ein spezifisches Zugangsrecht für Berufsjournalist/innen zu Informationen öffentlicher Verwaltungen schaffen zu wollen, sich nun dagegen gleich zwei Medienminister nicht mehr so sicher sind, auch. Doch wenn in der digitalen Ära mit der beispiellosen Demokratisierung des Publizierens „Vernunft und Unfug gleichwertige Meinungen“ im Internet sind (S. 45), dann sind die politischen Auswirkungen potenziell so schwerwiegend, dass keiner großen Partei und keiner Regierung daran gelegen sein kann, die Presse und den Journalismus nicht zu unterstützen. Eigentlich. ●



31

Unabhängig und aufklärerisch

70 Jahre *Land*

PETER FEIST

33

Wat gefällt eis um *Land*, wat net?

Politiker aus Regierung a Chamber äussere sech

38

Texte, Bilder und die Demokratie

Ein Gespräch mit vier Fotograf/innen, in dem es schnell um mehr als nur den Bildjournalismus ging

FRAGEN: PETER FEIST

42

Wöchentliche Kuratierung

Inhaltliche Schärfe, reduzierte, spielerische Ästhetik

MARKUS MIESSEN

Worunner ech mech erënneren

Ehemoleg *Land*-Redakteren

44

Die Zeit um

Sinkende Auflagen der Tageszeitungen und Wochenmagazine

ROMAIN HILGERT

46

Le fond au service de la forme

Mises en page, typographie, importance de l'image et format des pages

FRANCE CLARINVAL

48

Sorgfältig

Fotoreportage von Sven Becker vom Druck der ersten *Land*-Ausgabe bei Editpress



Am 15. Dezember wurden
im Stater Casino 70 Jahre
Land gefeiert

Unabhängig und aufklärerisch

IIII Peter Feist

70 Jahre nach seiner Gründung hat sich am Grundkonsens der parteipolitischen Unabhängigkeit des *Land* nichts geändert. Der aufklärerische Ansatz wurde in den letzten 20 Jahren konsolidiert

Als Carlo Hemmer vor 70 Jahren die erste Ausgabe der von ihm gegründeten Wochenzeitung herausbrachte, war die Redaktion ein Zwei-Mann-Betrieb. Heute hat das *Land* elf Mitarbeiter/innen: acht Journalist/innen, unter ihnen ein Fotojournalist, einen Grafiker, eine für die Verwaltung zuständige Kollegin und einen Geschäftsführer.

Ein beachtlicher Wandel. Aber verändert und neu erfunden hat das *Land* sich in den sieben Jahrzehnten seines Bestehens immer wieder. Seine Gründung in den Fünfzigerjahren richtete sich gegen das Meinungsmonopol der Parteizeitungen. Die liberale Presse war nach dem Zweiten Weltkrieg auf das *Lëtzeburger Journal* geschrumpft, dessen gesellschaftlicher Einfluss jedoch nicht mit dem der liberalen Zeitungen im 19. Jahrhundert und in der Vorkriegszeit zu vergleichen war (*d'Land*, 9.1.2004) und das sich als Zeitung der DP in den Kreis der Parteiblätter einreichte. *d'Letzeburger Land*, wie sein Titel in der damaligen Schreibweise

hieß, sollte nicht bloß über ihnen stehen. Kulturell eher *de gauche*, sollte es Intellektuellen ein Forum zur Debatte bieten. Als Beitrag zur gesellschaftlichen Modernisierung und liberal, wenn es um die Wirtschaft ging, diente die Gründung des *Land* den Interessen der Industrie. Carlo Hemmer war Generalsekretär der Industriellenföderation Fedil. Bei der Finanzierung der Zeitungsgründung halfen die Stahlbarone Felix Chomé und Tony Neumann. In seinen Artikeln vertrat Hemmer die „Konkurrenzfähigkeit“ als eine „Grundwahrheit“ (*d'Land*, 20.12.2013).

Inwieweit das *Land* dabei half, in den Siebzigerjahren der sozialliberalen Koalition den Weg zu bereiten, ist nicht sicher. Dass es dabei half, ist vielleicht ein Mythos, aber dann ein bis in die Neunzigerjahre gern erzählter. Auf jeden Fall aber versuchte Léo Kinsch, der 1958 neuer Besitzer, Herausgeber und Chefredakteur des *Land* geworden war, mit der Zeitung Einfluss auf die Politik zu nehmen und sie nicht

nur zu analysieren. Nach seinem Ableben 1983 entwickelte sich das *Land* nach und nach zu einem *journal d'auteur*. Nicht nur in dem für die Debatte offenen Forum, dessen Rubrik auch so hieß, sondern in seinem redaktionellen Teil ebenfalls; vor allem in den Neunzigerjahren. Nach dem Ende des Kalten Kriegs, aus dem das westliche Modell von parlamentarischer Demokratie und Marktwirtschaft als Sieger hervorgegangen zu sein schien, war für Auseinandersetzungen zwischen den Luxemburger Parteiblättern weniger Anlass. Nachrichten lieferten Radio und Fernsehen immer mehr. Und was es jahrzehntelang nicht gegeben hatte, fand nun statt: Neugründungen von Zeitungen und Zeitschriften, auch vor dem Hintergrund der sozial, kulturell und sprachlich diverser gewordenen Luxemburger Gesellschaft. Die Wochenpresse wuchs um die Titel *Télécran*, *Den neie Feierkrop*, *Contacto*, *Correio*, *GréngeSpoun* (später *Woxx*) und *Le Jeudi*, die Tagespresse um *La Voix du Luxembourg* und *Le Quotidien*.

Die Motivation, mit dem *Land* Politik machen zu wollen, hatte dem Beschreiben und der Analyse von Politik Platz gemacht. Auf den Seiten des *Land* herrschte ein auffälliger Binnenpluralismus: Die Analysen und Kommentare zu Politik und Wirtschaft reichten von marxistisch bis ordoliberal. Der Kulturteil war *de gauche* wie schon zur Gründerzeit. Bis über die Jahrtausendwende ließ die redaktionelle Linie des *Land* sich so verstehen, der Vielfalt der Einstellungen, Meinungen und Ansichten der Redakteur/innen Raum zu geben. CSV-Pre-

mier Jean-Claude Juncker meinte in einem Interview zum 50. Gründungsjubiläum des *Land*, die Redaktion vertrete manchmal „innerhalb einer einzigen Ausgabe zwei gegensätzliche Standpunkte“. Was eine „kluge Art“ sei, den Leser/innen zu einer eigenen Meinung zu verhelfen (*d'Land*, 9.1.2004).

Grundlage für die Vielfalt im Blatt waren die Unabhängigkeit der Redaktion und die Tradition, den Journalist/innen zu vertrauen. Um die politische und wirtschaftliche Unabhängigkeit des *Land* langfristig zu sichern, war Anfang der Neunzigerjahre das Kapital der Verlagsgesellschaft Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l. in die gemeinnützige Fondation d'Letzeburger Land überführt worden. Die Stiftung hielt zunächst 85 Prozent, später hundert Prozent der Anteile am *Land*-Verlag.

Hatten die Veränderungen am Inhalt allmählich und auch als Reaktion auf Veränderungen in der Gesellschaft, der Presselandschaft und in den politischen Diskursen stattgefunden, fielen drei Neuerungen, welche die Leser/innen unmittelbar bemerkten, ebenfalls in die Neunzigerjahre.

1997 begann die Redaktion mit dem Fotografen Martin Linster zusammenzuarbeiten, einem Autorenfotografen mit eigenem Stil, der die Fotografie im *Land* nicht nur bis 2010 prägen, sondern eine Tradition begründen sollte, die nach ihm von Patrick Galbats und heute von Sven Becker weitergeführt wird. 1999 verhalf sie Verlag und Redaktion auch zu der Einsicht,

das Erscheinungsbild der Zeitung vernachlässigt zu haben. Das führte Mitte 1999 zur ersten großen Layout-Reform seit der Gründung der Zeitung 1954. Die von dem Grafikdesigner Tom Gloesener konzipierte neue *maquette* enthielt ein „luftigeres“ Layout, welches das *Land* eleganter machte und den Fotos zu einem größeren Stellenwert verhalf. Wenn die *Land*-Redaktion heute den Anspruch hat, ihren Leserinnen und Lesern jeden Freitag eine „intelligente und elegante“ Zeitung anzubieten, dann hat dieser in der Layout-Reform von 1999 seinen Ursprung.

Zeitgleich mit dem neuen Layout ging das *Land* online. Seine Webseite *land.lu* bot zunächst vor allem einen Überblick über den Inhalt der jeweils aktuellen Ausgabe und einzelne Artikel in voller Länge. Die seither in der Datenbank von *land.lu* archivierten Artikel bilden die Grundlage für einen Archivfundus, der bis heute von Woche zu Woche immer größer wird. Beim aktuellen Stand umfasst er 17 469 Artikel.

Den aufklärerischen Ansatz, mit ihrem Journalismus die Dinge zu zeigen, wie sie sind, und sie zu kommentieren, verstärkte und konsolidierte die *Land*-Redaktion ab der zweiten Hälfte der 2000-er Jahre. Auch hatte sie sich verjüngt und war weiblicher geworden. Die Einzigartigkeit des *Land* zu betonen und journalistische Qualität liefern zu wollen, war auch eine gezielte Reaktion auf die Probleme, mit denen die gedruckte Presse in Luxemburg generell konfrontiert war: Mit dem ab 2008 schrumpfenden Anzeigenmarkt. Mit dem Aufkommen von Online-Journalismus, der

in seinen Anfangsjahren die Erwartung weckte, er werde kostenfrei sein, journalistische Arbeit also viel schlechter entgolten. Gleichzeitig löste die Parteipresse sich immer mehr auf, der Journalistenbruf wurde professionel-

Nach der letzten Erhebung von TNS-Ilres im Herbst 2022 hat das Land eine Leserschaft von mehr als 16 200. Vor zwanzig Jahren waren es 12 000

ler, die Medien insgesamt wurden kompetitiver. Titel wie *Le Jeudi* und *La Voix du Luxembourg* stellten ihr Erscheinen ein.

Der Übergang auf das große Norddeutsche Format Ende Juni 2012 war eine weitere Neuerfindung. Konzipiert wurde sie wie die von

1999 vom Grafikdesigner Tom Gloesener. Genau genommen, handelte es sich um den dritten Formatwechsel seit der Gründung des *Land* 1954. Bei jeder Änderung der Druckerei gab es einen. Die jeweiligen Rotationsdruckmaschinen gaben das Format vor. Das von 1954 (49 x 35 Zentimeter) wurde Mitte der Sechzigerjahre auf 55 x 36 Zentimeter vergrößert. In den Siebzigerjahren wurde es mit einem weiteren Wechsel der Druckerei auf 44 x 30 Zentimeter verkleinert. *Broadsheet* ab 2012 maß 56,5 x 40,5 Zentimeter. Das Berliner Format, in dem das *Land* seit vergangener Woche erscheint, hat die Abmessungen 47 x 31,5 Zentimeter.

Dass damit ein Qualitätsversprechen verbunden ist, ein Bekenntnis zu einem hochwertigen Journalismus in einer gedruckten Zeitung mit einem anspruchsvollen Erscheinungsbild, wurde in den letzten Wochen schon erwähnt. In einem für die gesamte Presse wirtschaftlich schwierigen Umfeld soll das *Land* sich weiter behaupten und eine Referenz sein. Ein Massenblatt ist das *Land* nicht. Aber nach der letzten Reichweitenerhebung, die TNS-Ilres im Herbst 2022 veröffentlichte, hatte es unter den ab 15-Jährigen an der Bevölkerung eine Leserschaft von mehr als 16 200. Vor zwanzig Jahren, zum Vergleich, waren es 12 000. Wenn gleichzeitig die Abonnements und Kioskverkäufe in etwa stabil geblieben sind, schrumpft die Leserschaft des *Land* offenbar nicht.

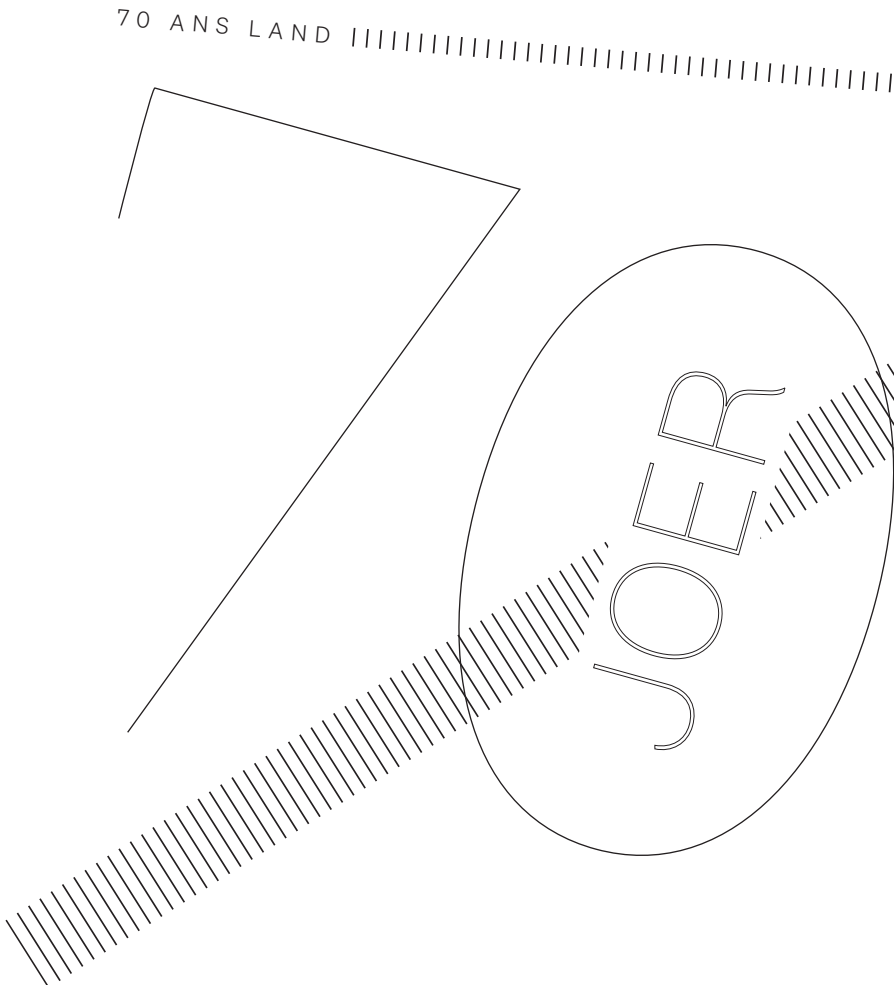
In den letzten beiden Jahren finanzierte das *Land* sich zu ungefähr jeweils einem Drittel aus Abos und Kioskverkäufen, dem

Verkauf von Anzeigen und Bekanntmachungen sowie der staatlichen Pressehilfe. Die 2021 vom Parlament verabschiedete Reform der Pressehilfe stellte das *Land* finanziell leicht besser als zuvor und erlaubte es, in der Redaktion eine zusätzliche Vollzeitstelle zu schaffen. Anfang 2022 wurden zwei junge Kolleginnen eingestellt, Stéphanie Majerus und Sarah Pepin. Damit war auch der Wunsch verbunden, die Besetzung der Redaktion in Richtung Parität zu bringen. Es hatte sie in der Vergangenheit schon gegeben, doch mehrere Abgänge in den Jahren 2019 und 2020 hatten das Verhältnis verändert.

Unbedingt erwähnenswert ist, dass die Fondation d'Letzeburger Land (ihr Name entspricht dem der Schreibweise der Zeitung bei ihrer Gründung) eine wachsende Rolle in der Förderung des Nachwuchsjournalismus spielt. Das entspricht ihrem gesellschaftlichen Zweck. In den Neunzigerjahren hatte die Stiftung das Förderstipendium Bourse Léo Kinsch vergeben. 2010 und 2013 hatte sie den Studentenwettbewerb Next Generation ausgerichtet. Seit 2020 fördert sie Praktikant/innen im Studienfach Journalistik, beziehungsweise Student/innen anderer Fachrichtungen mit Interesse am Journalismus. Fünf Praktikant/innen hat die *Land*-Redaktion bisher betreut. In den letzten beiden Jahren gab es stets mehr Bewerbungen als offene Plätze, denn ein Praktikum beim *Land* dauert mindestens einen Monat, besser zwei, weil sich dann mehr davon lernen lässt, wie beim *Land* unabhängiger und aufklärerischer Journalismus verstanden wird. ●

Familienfoto in der Redaktion. Von links nach rechts, stehend: Stephan Kinsch, Sarah Pepin, Stéphanie Majerus, Pierre Sorlut, Zoubida Belgacem, Bernard Thomas, Luc Laboulle. Sitzend: Sven Becker, France Clarinval, Peter Feist





D'Lëtzeburger Land kritt geschwë 70 Joer? Da wéilt ech der Wochenzeitung virop emol alles Guddes dofir wënschen an nach vill Joren dobäi!

Ech liesen d'Land all Freiden. Wann ee mer d'Fro géif stellen, ob ech d'Zeitung als Referenz am politesche Journalismus hei am Land betruechten, da géif ech soen, dass si sécherlech eng dovun ass...

Am Eescht: Ech fannen, dass d'Land de Virdeel huet, als Wochenzeitung méi an d'Déift kënnen ze goen, spréch dass hir Journaliste méi recherchéiere kënnen. Donieft war ech der Meenung, dass et gutt wär, wann déi Responsabel d'Format vun der Zeitung géifen änneren:

Mä an deem Sënn huet sech d'lescht Woch jo eppes gedoen!

LÉON GLODEN (CSV), INNEMINISTER

WAT GEFÄLLT EIS UM LAND, WAT NET? POLITIKER ÄUSSERE SECH



Mam Land verbannen ech e gewëssent Ritual an eng gewësse Stëmmung: All Woch freet een sech, iwuer wien a wat an der nächster Ausgab geschriwwé gëtt, wat d'Hauptsujete vun der Woch sinn a wien an der Rubrik „Déck Frënn“ karikaturéiert gëtt. D'Land ass fir mech eng Zeitung, iwuer déi geschwat gëtt an déi ee Standing an der Medienlandschaft an an der Polit-Welt huet. A well d'Land näischt ass, wat ee mol séier tëschent „Tür und Angel“ liest, huelen ech mir weekends ëmmer Zäit fir d'Zeitung a Rou doheem duerchzeliesen.

Ech muss gestoen, dass doheem bis elo och ëmmer déi beschte Plaz war fir d'Land ze liesen. Duerch dee grouse Format war et nämlech keng Zeitung, déi een einfach mol ënnerwee konnt opschloen. Mee dat huet sech jo elo mam neie Format geännert. Dofir Felicitatiounen fir deen neie Look an natierlech fir de ronne Gebuertsdag. Happy Birthday!

MAX HAHN (DP), FAMILJEMINISTER

Sief et als fréiere Medieminister oder als Bierger – ech hunn d'Aarbecht, déi d'Lëtzeburger Land a seng Journaliste leeschten, ëmmer immens appreciéiert.

D'Lëtzeburger Land, dat ass fir mech: onofhängege, kritesche Journalismus mat gutt recherchéierte Geschichten a verschiddene Sproochen, awer och mat kuerzen an informativen Artikelen, kombinéiert mat ausdrucksstaarke Schwaarz-Wäiss-Fotoen a flotte Karikaturen zum Schluss. Dofir sinn ech iwuerzeegt, dass d'Land – och am neie Format – weiderhin eenzegaarteg bleift. Alles Guddes fir de 70. Gebuertsdag!

XAVIER BETTEL (DP), VIZEPREMIER AN AUSSEMINISTER



Fotoen: Sven Becker, Gilles Kayser, Olivier Halmes

D'Land ass am stäerksten, wann et d'Schablounen sprengt.

Claude Meisch, Minister fir d'Education



D'Lëtzeburger Land huet mech iwuer laang Strecke vu mengem Liewe begleet. Emol méi, emol manner. Mee ëmmer nees hat ech de Weekend e Rendez-vous mam Land, a wéi et mat esou Rendez-vousen ass, munnechmol hu se mech inspiréiert, munnechmol enttäuscht, ma seelen huet et mer leedgedoen, datt ech mer Zäit geholl hunn, fir mech mat de Land-Journalisten, hiren Analysen a Commentairen ausernanerzesetzen.

Als Wochenzeitung hat d'Land ëmmer den Advantage, datt d'Dagesaktualitéit an den Hannergrond geréckelt ass, par rapport zur Analys an der Reflexioun. Eng Wochenzeitung verzicht bewusst op News, eng gutt Wochenzeitung versicht awer, een anere Bléck op dat ze riichten, wat mer all kennen. Grad wann deen anere Bléck nei an iwerräschend war, also grad net previsibel, war d'Lecture vum Land eng Beräicherung. D'Land ass am stäerksten, wann et

d'Schablounen sprengt, amplaz sech all Freiden nees selwer ze kopéieren. Jo, dat ass net einfach an eise kleene Ländchen, mee et geléngt dem Land dach ëmmer nees. A grad da beräichert et och haut nach mäi Weekend.

CLAUDE MEISCH (DP), MINISTER FIR EDUCATION A JUGEND, LOGEMENT A LANDESPLANUNG

Le Land – l'ambition débute avec le nom – ce sont pour moi trois étapes différentes. En tant que lectrice lambda, étudiante, la découvreuse d'un « autre » journalisme à Luxembourg. En tant que journaliste, un outil de travail, puis – avec un certain respect – poussée par l'envie de retourner à la parole écrite et à la langue française, la possibilité d'approfondir le sujet culturel et d'être critique, voire de se faire traiter de tous les noms pour avoir osé ne pas dire que du bien.

En tant que politique, une appréhension certaine du regard (souvent) clairvoyant du journaliste du vendredi sur le paysage politique du Grand-Duché. Sans oublier, l'œil du photographe qui n'hésite pas à capter le moment pendant lequel on ne se sent pas observée.

Et toujours évidemment les sujets de société et la culture avec un grand C.

Ce qui fait qu'au bout de plus de vingt ans, après avoir pendant de longues années, ouvert avec plaisir le vendredi le journal papier au format improbable, je ne me couche depuis quelques années maintenant, jamais le jeudi soir sans avoir au moins parcouru l'édition du vendredi sur mon écran illuminé.

SAM TANSON, PRÉSIDENTE DE LA SENSIBILITÉ POLITIQUE DÉI GRÉNG

Depuis maintenant 70 ans, le *Land* occupe une place importante dans le paysage médiatique luxembourgeois, qu'il enrichit chaque semaine, par ses analyses et commentaires de la vie politique, économique, sociétale et culturelle du Luxembourg et dont il illustre l'évolution par des photos souvent mémorables.

En tant que ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée des Médias et de la Connectivité et en ma qualité de ministre de la Justice, je ne peux que me réjouir de la contribution du *Land* à la pluralité et à l'indépendance des médias dans notre pays, garants et témoins de la vitalité de notre démocratie.

Dans une société en constante et rapide mutation, le *Land* a su évoluer avec son temps et s'adapter notamment à l'ère digitale. 70 ans que le *Land* continue de produire un journalisme de qualité et éclaire l'opinion publique sur les grands sujets de société.

Les formats du *Land* changent et s'adaptent, mais la profondeur du journalisme hebdomadaire reste stable. Plus qu'un produit journalistique, la publication est une des places publiques qui accueille notre discours démocratique tout comme la critique culturelle luxembourgeoise.

Je salue cette longévité et souhaite au *Land* de fêter encore de nombreux anniversaires.

ELISABETH MARGUE (CSV), MINISTRE DE LA JUSTICE, MINISTRE DÉLÉGUÉE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE

MÉI KLENG, BESSER

D'Land kritt 70 Joer. Wat geet mer do duerch de Kapp? Fondéiert Artikelen, vill Kultur, sozial-liberal, oppen, dezent modern, gutt schwaarz-wäiss Fotoen; Hemmer, Kinsch, Thiel, Hilgert, Arbed, Imprimerie Centrale, Drescher.

An zanter 2012 dat onmoossegt Format. Bis dohinner konnten d'Politiker, d'Deputéiert, d'Beamten an déi aus Kultur a Wirtschaft *d'Land* nach eenegermoose praktesch an der Brasserie Guillaume oder am Escher Ratelach liesen. Nom Wiessel op d'Rotatioun vum *Wort* huet et scho mussen e groussen Dësch sinn.

D'Land ass Print. Eppes fir sech d'Fangere knaschteg ze maachen. Gutt geschriwwen, bilingue, Hannergrond, Analysen, Meenung, Charakter, Memoire collective. *D'Land* ass net Grand public, ma gëtt vun dausenden – dacks Decideuren – gelies a seriö geholl. Freides ass den Dag vum *Land*, ma et hält sech och de Weekend.

D'Land muss een net... ma et ass gutt, et ze liesen. An elo – Yeah! – am Berliner Format mat fetten Titelen. Qualitéit huet näischt mat der Gréisst ze dinn.

Fir d'ëischt séier de Blog, d'Déck Frënn, d'Innepolitik, d'Gedicht vun der Woch, de Stil mat Adressen aus Gastronomie & Commerce. Dono queesch duerch de Rescht. A ganz um Wupp dat neit *Hannerland* (eng Lup afüge, w.e.g.!), dat sech muss vum Souvenir un de *Krop* emanzipéieren.

Merci fir alles, *Land*. A weider esou.

GILLES BAUM, FRAKTIONSCHÉF VUN DER DP



Jo, ech liese reegelméisseg *d'Land*! Heiansdo eng, zwou Woche méi spéit, mee dat ass beim *Land* kee Problem. Seng Artikele si natierlech um Bols vun der Aktualitéit, mee doduerch datt di grouss Themendossier'e gutt recherchéiert ginn a sech iwwer Wochen zéie fir di jeeweileg Sujete sou komplett wéi méiglech ze belichten, ass de Contenu och nach ëmmer aktuell dee Moment, wou ech da grad Zäit fannen ze liesen.

An de leschten Joren hu mech besonnesch déi Bäitrag interesséiert, déi sech ëm de Spidolssecteur an d'Sécurité sociale gedréint hunn. Merci dofir, mäin Horizont huet sech doduercher méi séier erweidert, wéi wann ech mer dat alles eleng hätt missen uneegnen.

Wou, firwat a wéi d'kulturell Aktivitéit zu Lëtzebuerg entsteet a leeft – och do hëlleft mir *d'Land* meng kulturell Interessien ze erweideren a nei Saachen ze entdecken.

An zu gudder Lescht genéissen ech et, dann och ëmmer erëm nach kënnen eemol iwwert kleng humoristesche Bäitrag ze schmunzelen.

Weider sou a Merci, datt et Iech gëtt!

MARTINE DEPREZ (CSV), MINISTÈSCH FIR GESONDHEET A SOZIALVERSÉCHERUNG



D'Land ass Print. Eppes fir sech d'Fangere knaschteg ze maachen

Gilles Baum, DP-Fraktionschef

Das *Land* gehört zu meiner Standardlektüre. Gerade für ihre hinterfragende Haltung schätze ich die Zeitung. Besonders im Bereich der Analyse ist das *Land* sehr stark. Die Einordnung in einen größeren Kontext ist ebenso wohlthuend wie der intellektuelle Anspruch. Die Zeitung

gehört zu jenen Printprodukten, die eine Brandmauer gegen Fake News sind. Umso bedauerlicher ist es, dass sie von den Problemen anderer Printprodukte wie wirtschaftlichen Sorgen und personellen Engpässen nicht verschont bleibt. Begrüßenswert sind auch das handlichere Format

und die visuelle Identität, die von Schwarz-Weiß-Fotos geprägt ist. Das *Lëtzeburger Land* ist ein fester Bestandteil der hiesigen Presse und ich hoffe, dass das auch noch lange so bleibt.

GILLES ROTH (CSV), FINANZMINISTER

„Es wird in Luxemburg nicht genug diskutiert; deshalb will *d'Letzeburger Land* ein Forum der öffentlichen Diskussion sein“. Esou huet *d'Lëtzeburger Land* sech viru 70 Joer selwer a senger Missioun a senger éischter Ausgab beschriwwen. Well, esou huet *d'Land* deemools gemengt: ouni gesond Diskussiounskultur, keng Demokratie.

D'Land sollt e Géigegewicht duerstellen zur traditioneller Parteipress, eng Plaz gi fir fräi Meenungsäusserung a konsequent Diskussiounskultur. A virum allem fir jiddereen, nämlech fir dass „auch diejenigen Staatsbürger, die nicht gemäß dem Schema eines Parteiprogramms denken, über ein Organ verfügen, in dem sie ihre Meinung über öffentliche Fragen zum Ausdruck bringen können“.

Eng Zeitung fir jiddereen. Eng fräi an onofhängeg Zeitung. Eng oppen Zeitung: fir all Meenung, all Alter, all Mënsch. Et kann a soll alles kënnen diskutéiert ginn, an dat kritesch, mee ëmmer mam néidege Respekt.

Als Kand sinn ech scho ganz fréi zum Liese komm, si mat Zeitungen a Bicher opgewuess, wëll meng Elteren e Kiosk zu Ettelbréck bedriwwen hunn – an esou ass *d'Lëtzeburger Land* mer och scho laang e Begrëff. Dës Wochenzeitung huet eng speziell Plaz an der Lëtzeburger Presselandschaft, well se den Usproch huet, kritesch an onofhängeg d'Welt, an där mir liewen, ze hannerfroen. Dat mécht d'Zeitung am Beräich vun der Politik, der Wirtschaft an de gesellschaftlechen Themen, mee och, an dat ass fir mech als Kulturminister natierlech besonnesch wäertvoll, am Beräich vun der Kultur. Do gëtt een all Freide gewuer, wat fir eng Konscht, Musek, Literatur oder Theater grad gebuede ginn, an d'Kulturpolitik gëtt kritesch begleet. An Zäite vu Fake News an der Autopromotioun op de sozialen Netzwierker ass et wichtig, dass Journalist:innen gewëssenhaft recherchieren – an och op d'Plaz kucke ginn, wéi d'Saache wierklech sinn. Sou kann ech mech nach gutt un de Portrait erënneren, deen *d'Lëtzeburger Land* d'lescht Joer vu mir, deemools als jonke Schiereener Buergermeeschter, geschriwwen huet a sech dofir net nëmme laang Zäit fir e Gespréich zu Schiere geholl huet, mee och a mengem Ëmfeld recherchéiert huet. Och wann *d'Lëtzeburger Land* elo säi Pobeierformat gewiesselt huet, sou bleift et op jiddwer Fall eng Zeitung mat Format, déi a 70 Joer hir Plaz an der Mediellandschaft als Meenungsmécher méi wéi gefestegt huet.

ERIC THILL (DP), KULTUR- AN DELEGÉIERTEN TOURISMUSMINISTER



Freides Moies, ech setze mech an d'Fotell um Büro a verléiere mech am Pabeier vun der leschter Zeitung, déi nach net Tabloid-Format huet. Natierlech kéint ech et elektronesch liesen, mee wéi seet e Kolleeg „some traditions remain on paper“.

D'Land ze liesen, ass also e gewësse logistesche Challenge, an awer ëmmer derwäert, vu Profiller iwwert Analysen erlaabt eng Wochenzeitung méi Déift, och wann et heiansdo op d'Käschte vun der Breed geet. D'Land kompenséiert dat awer mat enger spatzer Fieder fir de Responsabelen de Spigel virzehalen.

Als Politiker ass een ëmmer frou, wann et een anere Kolleeg oder eng Kolleegin trëfft, déi de Spigel virgehale kritt, an een sech d'Argumenter vun den Auteurs zu eege ka maachen. Et ass kee Pressecommuniqué-Journalismus, mee Recherche an Anuerdning. Dat mécht et dann och méi einfach fir zërdroe, wann et een da mol selwer trëfft. D'Land bréngt de Seeldanz fäerdeg tëscht genuch Distanz zu Politiker:innen an awer genuch Kontakter, fir den Hannergrond vun den Artikelen op gutt Fundamenter ze bauen.

SVEN CLEMENT, PRÉSIDENT VUN DER POLITESCHER SENSIBILÉIT PIRATEN

D'Land dierf an eiser Presse-landschaft net feelen. Well et eng Zeitung ass, déi sech net scheit, fir hir Meenung ze soen.

Si paakt virun allem – mee net nëmmen – politesch Sujeten un, wat mir natierlech ganz gutt gefällt. Als Wochenzeitung muss si sech net op de politeschen Alldag beschränken, mee kann d'Sujete méi detailléiert an am Fong ugoen an doduerch och méi nuancéieren. Dofir mécht si genee de Contraire vun de Social Media, an dat begreissen ech.

Nieft der Politik ginn natierlech och ekonomesch a kulturell Sujeten traitéiert, déi aktuell an ofwiesslungsräich sinn.

D'Zeitung huet de groussen Avantage, freides erauszekommen – eppes, wat fir mech ganz praktesch ass, well ech se dann iwwert de Weekend kann a Rou liesen.

Eppes, wat d'Land och vun aneren Zeitungen ënnerscheet, ass de Choix vun de Fotoen. Et ass net de kllassesche Stil, an dofir ass an all Foto och an engems e Message verstoppt; all Foto ass „révélatrice en elle-même“.

An als Auteur begreissen ech d'Tribün, déi ee kritt, an dat ëmsou méi, well d'Land meng Artikelen – déi puer, déi ech geschriwwen hunn – ëmmer a voller Längt bruecht huet.

D'Land suergt all Freide fir eng Iwwerraschung an ech hoffen, datt d'Zeitung eis nach laang erhalte bleift, a wéi engem Format och ëmmer... well d'Zeitung de Fanger och mol an eng Wonn leet, wat a mengen Aen an enger gesonder Demokratie indispensable ass.

CLAUDE WISELER, CHAMBERSPRÉSIDENT

D'Land huet eng aussergewöhnlech Plaz an eiser Mediellandschaft. Zënter siwe Joerzéngte steet d'Wochenzeitung fir en onofhängegen a qualitativ héichwäertege Journalismus.

Grad an eise schnelliewegen Zäiten, oft gepräagt vu Push-News an enger Course ëm déi séierst Noricht, bestécht d'Land duerch säin onopgereegten analytesche Stil. Virun dësem

Hannergrond gefält mir besonnesch, datt d'Land sech weiderhi fir de Print entscheet. D'Gefill vum Pabeier an den Hänn an d'Bliden tëschent de Säite bidden eng vertraut Haptik.

Och am Beräich vun der Fotografie zeechent sech d'Land duerch seng prägnant Biller aus, déi sengen Artikelen en eegene Bléckwénkel ginn an de Layout vun der Zeitung onverwieselbar maachen.

Ech wënschen dem Land weiderhin eng sachlech an analytesch Approche a freeë mech all Freiden op de kriteschen an zugleich faire Bléck vum Land.

LEX DELLES (DP), MINISTER FIR EKONOMIE, PME, ENERGIE AN TOURISMUS

D'Land war sécherlech déi gréissten Zeitung, déi mir hei zu Lëtzebuerg haten, also wat d'Format ugeet. Wann ee wéi ech nach heiansdo eng Zeitung gären um Pabeier liest, da war dat schonn eng Erausforderung. Mam neie Format an neie Look wäert ee kee Konferenzdësch méi brauchen, fir se ze liesen. Mä ech mengen, datt déi meeschte Leit, wéi ech, wann ech ënnerwee sinn, d'Land ewell um Tablett liesen.

Lëtzebuerg brauch eng breet an diversifiéiert Presselandschaft an d'Land huet a mengen Aen do sécherlech seng Plaz. Als Wochenzeitung gesinn ech d'Land als Ergänzung zu den Dageszeitungen. Fir mech huet d'Land sech en Numm gemaach als Zeitung, déi eng Meenung huet a recherchéiert Artikelen publizéiert. Am Zäitalter vun de Soziale Medien, wou alles schnell-schnell muss goen, ass et éischter rar, datt een nach esou laang an elaboréiert Artikelen ka liesen, déi an d'Déift ginn. Dat ënnerscheet d'Land och vun aneren Zeitungen. Et ass jo net fir näischt, datt et dës Zeitung elo schonns zanter 70 Joer gëtt. Ech hoffen och, datt nach vill Joer derbäi kommen, well och wa mir heiansdo kritizéiert ginn, esou brauch d'Politik awer qualitativen onofhängege Journalismus.

D'Enn vum Feierkrop war och quasi d'Enn vun der politescher Satir zu Lëtzebuerg. Dofir sinn ech frou, datt d'Land mat sengem Comic „Déck Frënn“ a mam Gedicht vun der Woch dës Vide e bëssi kompenséiert. Wat mir um Land och nach gutt gefält, sinn déi oft decaléiert schwaarz-wäiss Fotoen, déi d'Artikelen begleeten. Well eng gutt Zeitung besteet net nëmmen aus gudden Journalisten, mä och aus gudden Fotografen, an do spillt d'Land ganz uewe mat.

MARTINE HANSEN (CSV), MINISTERSCH FIR LANDWIRTSCHAFT A KONSUMENTESCHOTZ

Ech kann ouni Zweifel behaupten, dass d'Land en Deel vu mengem Liewen duerstellt. Jo, ech si mam Land grouss ginn. Zu där Zäit, wou mäi Papp Gewerkschaftspräsident an duerno Minister war, louch bei eis am Haus ëmmer all Land Zeitung, déi et zu deem Moment gouf. Deemno och all Freideg déi neisten Editioun vum Land, sou dass ech scho ganz fréi mat dëser politescher Wochenzeitung a Kontakt komm sinn.

Iwwer all déi Joren, wou ech d'Land liesen, huet d'Land e puer mol changéiert. Als Sproochrouer vun der Groussindustrie mat engem oppenen Ouer fir ekologesch a sozial Froe gegrënnt, huet sech déi „onofhängeg Wochenzeitung“ lues, awer sécher ëmmer méi an de lénks-ideologeschen Eck beweegt. Bliwwen ass awer dat publizistescht Konzept mat Fokus op Politik, Wirtschaft a Kultur, ëmmer ënner Berécksiichtegung vu soziale Punkten.

D'Land huet et fäerdegbruecht, seng eegen Nisch an der ëmmer méi dichter Lëtzeburger Presselandschaft erfollegräich ze verdeedegen a sech duerch minutiéis recherchéiert an ausféierlech Artikelen vun der sougenannter Dagespress ofzegrenzen. Net fir näischt waarde vill Leit am Land all Freideg op d'Land!

An deem Sënn, léif Journaliste vum Land: Fuert esou weider an haalt Land a Leit och an Zukunft mat Ären Analysen, Interviewen, Kriticken a Reportagen an Otem!

MARC SPAUTZ, CSV-FRAKTIONSPRÉSIDENT



+

SPORTS

Stillen Sie Ihren Wissensdurst dank unserem breiten Angebot an kostenlosen Online-Zeitungen, -Zeitschriften und -Magazinen

PRESSE.BNL.LU

zu den verschiedensten Themen wie Nachrichten, Heimwerken, Garten, Sport und Mode.

+

Bibliothèque nationale du Luxembourg



Et ginn Zeitungen, an da gëtt et *d'Land*. Do wou an aneren Zeitungen d'Aktualitéit den Takt virgëtt, an deemno méi bericht gëtt, wéi analyséiert gëtt, ass et am *Land* anescht. An der Wochenzeitung gëtt sech Zäit geholl, eng Kéier duerchzootmen, éier een Artikel geschriwwen gëtt. Duerchhootmen, datt muss ech éierlech gesot och heiansdo am Ufank vu menger Lecture, wann ech mir d'Längt vun den Artikelen ukucken. Ee *Land*-Artikel ass näischt fir séier tëschenduerch. Do muss een sech Zäit dofir huelen. Mee do gëtt een dono als Lieser:in och belount. Mat neiem Hannergrondwëssen. A mat enger Vue vun der Problematik, déi méi komplett ass, well se och déi aner Säit vun der Medail belicht. An dofir hunn ech *d'Land* gären. Mee ech muss zouginn, datt ech freides meng Lecture meeschtens net mat de laangen Artikelen ufänken, mee mat der Karikatur „Déck Frënn“ a mam Gedicht. Eng sympathesch Aart a Weis, och eis Politiker:innen, mee net nëmmen, drun ze erënneren, datt een sech am Liewen net ze vill eescht soll huelen. An och dofir hunn ech *d'Land* gären.

TAINA BOFFERDING, LSAP-FRAKTIONSPRÄSIDENTIN



Seit ich mich für gesellschaftliche und politische Fragen interessiere, begleitet mich das *Lëtzeburger Land*. Es lag zu Hause oft lange herum, weil die Ausgaben aufgehoben wurden.

Später, als Student, schrieb ich selbst vereinzelt Artikel, und heute erliege ich immer wieder dem Narzissmus, erfahren zu wollen, ob und was im *Land* über mich geschrieben wird.

Wieso eigentlich?

Das *Lëtzeburger Land* kommt aus der langen Tradition der Aufklärung. Seine Artikel versuchen gesellschaftliche Zusammenhänge zu enthüllen und zu verstehen. Mal mutig und gewitzt, mal nüchtern und trocken, aber immer

die Spur von Menschen und Klassen verfolgend, die unser Bewusstsein prägen.

Dabei den „Zeitgeist“ aufzuspüren, ohne ihm zu erliegen, ist sicher eine Kunst, die dem *Land* immer wieder gelingt. Es ist aber vor allem auch Arbeit. Deshalb verbinde ich mit dem *Land* in allererster Linie die hervorragende Arbeit seiner Journalisten.

In Zeiten, in denen öffentliches Denken immer notizblockartiger funktioniert, regt das *Land* zum Nach-denken an. Das ist ebenso selten wie wichtig, denn: Nur Nach-denker können zu Vor-denkern werden.

MARC BAUM, ABGEORDNETER VON DÉI LÉNK

D'Lëtzebuerger Land. Komischer Name für eine Zeitung. So sah ich das jedenfalls als Jugendlicher. Bekannt wurde mir das *Land* durch die Presserevue im „Journal“ von RTL. Gelesen habe ich es, damals vor 25 Jahren, in einer Gasstätte in Merl, gratis. Wie die anderen Luxemburger Zeitungen. Ja, das *Land* war damals anders, anders als *Wort*, *Tägebblatt*, *Journal*, *Zeitung*... Irgendwie anders,

mit einer gewissen Distanz. Aber irgendwie ging dies dann mit der Zeit auch teilweise verloren. Wie so vieles. Linker Mainstream im konservativen Luxemburg? Schwieriges Unterfangen. Als Konsequenz drei Prozent Leser: die intellektuelle Elite des Landes? Jedenfalls sehr richtig wichtige Luxemburger.

Ich mag das *Land*. Die Großaufnahmen auf der Titelseite, die

emblematischen Fotos, die kritischen und zum Teil giftigen Artikel. Die Artikel des Romain Hilgert. Endlich mal jemand mit Durchblick. Wie sieht die Zukunft aus? Das *Land* schlägt linksliberal, wie die anderen Medien in Luxemburg halt auch. Aber das ist eine Mode und Moden ändern sich. Das *Land* bleibt. Hoffentlich. Ehrlich. Alles Gute!

FRED KEUP, ADR-FRAKTIONSPRÄSIDENT



Je tiens à féliciter le *Lëtzeburger Land* pour ses 70 ans d'existence. En tant qu'hebdomadaire de référence, il s'est érigé au cours des dernières décennies en espace de réflexion et de débat, se distinguant par la qualité de son information et de son journalisme dans un monde de plus en plus médiatisé et complexe.

Chaque semaine, le *Land* apporte une perspective nouvelle et pertinente sur des sujets politiques, économiques, sociétaux et culturels, mettant en évidence les particularités de notre pays en perpétuelle évolution.

En cette occasion spéciale, il est important pour moi de réfléchir aux contributions des journalistes femmes, en particulier Liliane Thorn-Petit, dont l'écriture distinguée a laissé une empreinte indélébile sur les pages du *Land*. En tant que figure cosmopolite et pionnière dans un domaine (aussi) traditionnellement dominé par les hommes, elle a incarné de manière puissante les valeurs libérales et la diversité, tout en s'engageant activement pour l'égalité des genres.

En célébrant aujourd'hui le *Lëtzeburger Land*, nous honorons l'héritage et la vision de femmes et d'hommes qui ont aidé à façonner ce journal en un pilier inestimable de notre patrimoine politico-culturel et de la discussion démocratique propre à notre pays.

YURIKO BACKES (DP), MINISTRE DE LA MOBILITÉ ET DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA DÉFENSE ET DE L'ÉGALITÉ DES GENRES ET DE LA DIVERSITÉ



70 ANS LAND

Nur Nach-denker können zu Vor-denkern werden

Marc Baum, Abgeordneter von Déi Lénk

Wenn eine Zeitung – im Fall des *Land* eine Wochenzeitung – es schafft, sieben Jahrzehnte erfolgreich zu überdauern und den stetigen Veränderungen in der Medienlandschaft zu trotzen, dann hat sie Vieles richtig gemacht.

Zum Erfolg des *Land* trägt sicherlich sein unabhängiger Journalismus, seine analytisch-kritische Berichterstattung bei. Hinzu kommt, in meinen Augen, aber auch eine sichere, ausgewogene Themenauswahl, die sich zwar an der politischen, wirtschaftlichen und kulturellen Aktualität orientiert, sich aber nicht von dieser „treiben“ lässt. Der so entstehende qualitative redaktionelle Inhalt leistet, nach 70 Jahren kann man schon sagen „traditionell“, einen wichtigen Beitrag zur demokratischen Debatte und zur allgemeinen, aber auch zu meiner eigenen Meinungsbildung. Auch oder eben weil ich persönlich nicht immer mit der Sichtweise des *Land* einverstanden bin oder war.

„Meinungsverschiedenheiten“ mit den *Land*-Redakteuren hatte ich beispielsweise in der Vergangenheit in einigen Fällen über die Gesundheitspolitik. Aus Sicht der Allgemeinärztin, die tagtäglich mit Patienten und ihren Sorgen konfrontiert war (und nicht aus Sicht der Ministerin, die ich heute bin), habe ich einfach Einiges anders gesehen. Nichtsdestotrotz finde ich die Auseinandersetzung mit den Meinungen anderer (ob Journalisten oder nicht) essenziell.

Schließen möchte ich mit einem „Danke!“ Nämlich für die Umstellung auf das neue, kleinere Format. Zwar hat das alte sicherlich zur Einzigartigkeit des *Land* beigetragen, so richtig praktisch war es aber nie.

Happy Birthday, *Land*!

STÉPHANIE OBERTIN, MINISTERIN FÜR FORSCHUNG UND HOCHSCHULWESEN, MINISTERIN FÜR DIGITALISIERUNG

Nachhaltigkeit im Unternehmen managen und Gesetze erfüllen

Das Luxemburger Unternehmen WAVES hat eine Lösung dafür entwickelt

Besonders im aktuellen Kontext der weltweiten Multikrisen und des spürbaren Klimawandels spielt die Nachhaltigkeit eine immer wichtigere Rolle. Insbesondere für Handels- und Produktionsunternehmen und deren Partnern in der Liefer- und Transportkette, die für einen Großteil der CO₂-Emissionen weltweit verantwortlich sind.

Nachhaltige Maßnahmen können zur Kostensenkung und Effizienzsteigerung eines Unternehmens beitragen, ihm dabei helfen, neue Fachkräfte anzuziehen und mehr Umsatz zu generieren. Denn als wesentliches Kaufargument beim Verbraucher wird Nachhaltigkeit auch zu einem entscheidenden Wettbewerbsfaktor für Unternehmen.

Neben der Energiekrise, rasant steigenden Energiepreisen und wachsenden CO₂-Abgaben erhöht auch die EU durch schärfere Richtlinien, wie die CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) und EU-Taxonomie, den Druck auf Unternehmen, die Transformation in Richtung Nachhaltigkeit voranzutreiben und über den Fortschritt ihrer Nachhaltigkeitsleistungen Auskunft zu geben.

Viele Manager in Unternehmen stehen daher derzeit vor der Frage: „Wie soll ich denn die Anforderungen meiner Kunden, Investoren, Banken oder Geschäftspartner erfüllen, die Nachweise zu CO₂-Emissionen, Arbeits- und Sicherheitsbedingungen oder den Umgang mit Ressourcen haben wollen?“

Eine Lösung hierzu liefert WAVES, ein Unternehmen „Made in Luxembourg“, das mittlerweile zu den weltweit führenden Anbietern von digitalen Nachhaltigkeitslösungen zählt. Die Sustainability Management Platform (SMP) ist eine von WAVES entwickelte und vom TÜV Rheinland zertifizierte Software-Lösung, die die Nachhaltigkeitsaktivitäten eines Unternehmens transparent und managebar macht und dabei die präzise und verlässliche Berechnung sämtlicher Nachhaltigkeitsindikatoren ermöglicht.

Die Einzigartigkeit der SMP liegt in der Fähigkeit, Daten zu allen relevanten Nachhaltigkeitsindikatoren, also zu ESG (Environment, Social, Governance) in einer einzigen Plattform zusammenzuführen und so ein ganzheitliches Bild der Nachhaltigkeits-Performance eines Unternehmens zu schaffen.

Die SMP liefert Managern dadurch verlässliche Erkenntnisse, um Reduktionspotenziale zu erkennen und ihr Unternehmen nachhaltiger und im Einklang mit den Richtlinien und Gesetzen steuern zu können.

Dass WAVES mit seiner „Sustainability Management Platform (SMP)“ den Nerv der Zeit getroffen hat, zeigen nicht nur prestigeträchtige Auszeichnungen wie der „World Summit Award“, das „Solar Impulse“ Label oder der „Cloud Tech Innovator“ Award, sondern auch die stetig steigende Nachfrage seitens seiner Geschäftskunden aus den unterschiedlichsten Branchen. Darunter bereits viele Unternehmen aus Luxemburg, Deutschland und den USA.

„Mit unseren Lösungen möchten wir unseren KundInnen ein Werkzeug an die Hand geben, das ihnen die Möglichkeit gibt, ihre unternehmerischen Nachhaltigkeits-Kennzahlen einfach und transparent zu berechnen und daraus Handlungen hin zu mehr Nachhaltigkeit abzuleiten“, so WAVES Gründer und Geschäftsführer Armin Neises.

Wie Entscheider lernen, nachhaltiger zu wirtschaften und nachhaltige Prozesse und Praktiken erfolgreich in der Geschäftsstrategie zu verankern, zeigt Neises auch anhand von konkreten Beispielen in seinem Buch „Nachhaltigkeit Lernen“, das seit kurzem im Handel und online erhältlich ist.

BUCHEMPFEHLUNG



NACHHALTIGKEIT LERNEN

WIE UNTERNEHMEN BEWUSSTSEIN UND STRUKTUREN FÜR VERANTWORTLICHES WIRTSCHAFTEN SCHAFFEN

von Armin und Levin Neises

www.nachhaltigkeit-lernen.com

Machen Sie Nachhaltigkeit im Unternehmen zur Chefsache

Mit der #1 Software von WAVES aus Luxembourg!

WAVES S. à r. l.

Wir machen Nachhaltigkeit sichtbar

Adresse:

9, rue du Laboratoire,
L-1911 Luxembourg

E-Mail:

info@waves.lu

Web:

www.waves-sustainability.com



Texte, Bilder und die Demokratie

IIII Fragen: Peter Feist

Das Gespräch mit vier Fotograf/innen sollte sich nur um den Bildjournalismus drehen. Aber schnell ging es um mehr



Anouk Flesch. Die Gesprächspartner fotografierten einander während des Interviews gegenseitig

Christian Aschman (57) ist seit 1993 freischaffender Fotograf. Er arbeitete zehn Jahre als Modefotograf in Paris und Brüssel. War anderthalb Jahre Fotoredakteur beim *Luxemburger Wort*, dort näher am Fotojournalismus. Nach seinem Weggang vom *Wort* konzentrierte er sich auf Urbanismus- und Stadtfotografie.

Sven Becker (44) ist angestellter Fotojournalist beim *Land*. Studierte in Brüssel und Köln Multimedia-Kommunikation und Werbung. Betrieb mit Kollegen eine Agentur für Werbefotografie. Stellte für *RTL Télé* eine Zeitlang Videos zu Kulturthemen her, arbeitete anschließend als Fotograf an Kulturthemen, unter anderem für das *Tageblatt* und verschiedene Titel von *Maison Moderne*. Seit 2017 beim *Land*.

Anouk Flesch (26) studierte 2017 bis 2020 Fotografie in Frankreich. War schon während des Studiums Freelancerin für die Luxemburger Presse. Hat sich auf Sportfotografie bei Wettkämpfen spezialisiert, zum Beispiel auf Radrennen wie den Tour de France.

Christophe Olinger (51) war nach Abschluss seines Studiums zunächst Werbefotograf, später Reportagen. Begann 1996 für *Tageblatt*, *Le Jeudi* und *Le Républicain Lorrain* zu arbeiten. Wurde nach Gründung von *Le Quotidien* dessen Cheffotograf. Drei Jahre später wieder selbstständig. Qualifizierte sich zum Videojournalisten weiter, arbeitete freischaffend auf diesem Gebiet. Seit fünf Jahren bei *wort.lu* angestellt. Zunächst als Videojournalist, dann als Mitglied einer Gruppe, die sich mit neuen Multimedia-Formaten beschäftigt.

d’Land: Diese Frage interessiert bestimmt auch viele Leser: Fotografieren Sie als Pro-fis auch mit dem Handy?

„Mit dem Handy kann man Positionen einnehmen, die mit einer großen Kamera schwierig sind. Man kann auch viel diskreter sein.“

Christian Aschman

Christian Aschman (CA): Ja, um damit Notizen zu machen. So halte ich Dinge oder Lichtverhältnisse fest, die mir auffallen oder mich interessieren, und kann auf sie später zurückkommen. Für Fotos, die publiziert werden, benutze ich das Handy nicht.

Anouk Flesch (AF): Ich mache ganz viele Fotos mit dem Handy! Aber nur private.

Christophe Olinger (CO): Bei mir ist das anders. Vielleicht 70 Prozent meiner veröffentlichten Bilder sind vom Handy. Sowohl Fotos als auch Videos. Da reden wir aber von News, nicht von Reportagen. Für News arbeite ich unter Zeitdruck. Es besteht ein starker Trend zur, ich nenne das mal so: Immediatisierung. Es muss sofort sein. Die Qualität der heutigen Handys ist gut, ihr Handling auch. Für News ist das Handy das beste Instrument. Ich kann damit nicht nur Fotos und Videos aufnehmen, sondern auch Audio, kann Notizen machen, Texte schreiben und Live-Blogs speisen. Für mich steckt im Handy ein ganzes Büro. Und

ein gutes Bild ist ein gutes Bild, egal mit welchem Apparat es aufgenommen wurde.

CA: Mit dem Handy kann man Positionen einnehmen, die mit einer großen Kamera Probleme bereiten würden. Man kann auch viel diskreter sein.

Sven Becker (SB): Ich war im Oktober auf einer Wahlversammlung und stellte mit Schrecken fest: In meiner Kamera waren keine Speicherkarten! Es war schon nach 19 Uhr, keine Chance, in der Nähe eine Karte zu kaufen. Also habe ich mit dem Handy fotografiert, die Fotos kamen auch ins *Land*. Sie waren okay. Ich verstehe, was Christophe sagt: Im tagesaktuellen Geschäft musst du Informationen schnell weitergeben.

AF: Es gibt nur noch ein paar Bereiche, für die das Handy sich nicht eignet. Architekturfotografie und Sportfotografie zum Beispiel.

SB: Mit dem Handy musst du mehr probieren. Von meinen großen Kameras weiß ich ungefähr, welche Bilder sie mir bei welchen Einstellungen liefern. Vom Handy nicht. Aber das ist für Fotografen auch eine Gelegenheit, sich neu zu erfinden.

CO: Du bist damit viel weniger aufdringlich und bekommst andere Bilder. Die Leute sind ziemlich dran gewöhnt, per Handy fotografiert zu werden. Also mischst du dich als Fotograf in die Masse, und die Leute nehmen dich weniger wahr, als wenn du eine große Kamera rausholst. Wenn ich an den Gemeindewahlabend in der Stadt im Großen Theater denke: Lydie Polfer hatte gewonnen, lief draußen umher und begann, Leute anzurufen. Ich meine, Fotos mit dem Handy konnte man von ihr machen, ohne dass sie geniert war. Eigentlich

ist fotografieren heute ja schwierig: Jeder denkt an seine Persönlichkeitsrechte. Aber selber fotografieren die Leute natürlich auch und stellen das ins Internet. Alles mit dem Handy.

Das war mir bei meiner Frage durch den Kopf gegangen: Die digitale Fotografie und die Handys haben für eine enorme Demokratisierung gesorgt. Jeder kann so viele Fotos machen, wie er will, und sie mit der ganzen Welt teilen. Wie wirkt sich das auf den Fotojournalismus aus?

CA: Für gedruckte Publikationen sind Handy-Fotos eher nicht gut. Bei genauerem Hinschauen kann man zum Beispiel feststellen, dass bei Gruppenaufnahmen nicht alle Gesichter gut wiedergegeben sind.

AF: Aber auf der anderen Seite wird immer wieder auch auf Fotos von früher zurückgegriffen und wenn die Qualität nicht die beste ist, stört das nicht. Sie werden sogar groß gedruckt. So dass man heutzutage eigentlich auch Handy-Fotos ausdrucken kann. Es muss nicht immer alles perfekt sein.

CO: Die Diskussion mit dem reinen Print kannst du gar nicht mehr führen, weil die reinen Printprodukte nach und nach wegfallen. 80 Prozent der Leser beziehen ihre Informationen vom Smartphone. Fotos von hoher Qualität sind nur noch in Ausnahmefällen nötig. Auch die Lebensdauer der Bilder nimmt ab. Sie liegt vielleicht noch bei zwei Stunden, mehr nicht. Ständig werden Bilder nachgeschüttet.

SB: So entstehen Bilder von Situationen, die sonst nicht gezeigt würden. Ohne Handys würden sie nicht existieren. Aber dadurch, dass sie gezeigt werden, werden vielleicht Journalisten aufmerksam, gehen dorthin und vertiefen das Thema. Die Visualität, die heute existiert, führt uns dorthin. Wir würden ohne sie anders funktionieren. Es werden Dinge entdeckt, die sonst unentdeckt bleiben würden.

CO: Was gut für den Fotojournalismus sein kann! Oder gut sein müsste. Gerade weil heute jeder Fotos und Videos machen kann, kann der richtige Fotojournalist einen gehobenen Platz bekommen.

Was für einer wäre das? Sie sagen, hohe Qualität sei nur noch selten nötig und alles müsse schnell gehen.

CO: Fotojournalisten haben ihre Berufsethik. Sie stehen für die Glaubwürdigkeit der Infor-



Sven Becker

mation, aber liefern auch eine Analyse der Information. Und sie reichen nicht jedes Foto zur Veröffentlichung ein. Für unseren Beruf kann die digitale Demokratisierung eine Chance sein.

Beim *Land* versuchen wir, den Fotografen als Autor zu verstehen. Seit 1997 hat das Bild einen hohen Stellenwert und soll eine eigene Geschichte erzählen. Ich meine, das klappt auch unter den Bedingungen der digitalen Demokratisierung.

CA: In Printmedien gehört dazu auch ein Layout, das dafür sorgt, dass das Bild seinen richtigen Platz hat. Dass es richtig positioniert ist. Eine Doppelseite mit einem einzigen Bild zum Beispiel löst Emotionen aus.

Wie wurde das zu Ihrer Zeit im *Wort* gehandhabt?

CA: Es gab dieses Gleichgewicht zwischen Text und Bild und so viel Interesse am Bild leider nur selten. Das war durch das Layout bestimmt, aber auch von redaktionellen Entscheidungen.

Wie funktioniert der Fotojournalismus für Sie, Anouk? Sie haben sich auf Sportfotografie spezialisiert, für die, wie Sie sagen, das Handy sich nicht eignet. Sie sind demnach in einer Nische.

AF: Gewissermaßen. Wobei das eigentlich nicht mein Plan war. Zunächst machte ich alles Mögliche, Reportagen, Porträts. Dann begann ich, Sportwettkämpfe zu fotografieren. Das wurde immer mehr. Ich bin in die Sportfotografie hineingeraten, fühle mich aber sehr wohl darin und versuche auch international Fuß zu fassen.

Arbeiten Sie vorwiegend im Ausland?

AF: In den letzten Jahren zunehmend. Mittlerweile arbeite ich vielleicht zur Hälfte im Ausland und zur Hälfte in Luxemburg. Meiner Kreativität tut das gut.

Verstehen Sie sich als Autorin?

AF: Ja, ich möchte weitergehen, als nur zu dokumentieren. Möchte meinen eigenen Blick

»Im Multimedia-Journalismus taucht der Begriff ‚Fotojournalist‘ nicht mehr auf.«

Christophe Olinger

und meine eigene Kreativität einbringen, so dass ich in den Bildern als Fotografin mit einem Stil erkennbar werde.

CO: Wenn man in Luxemburg für Mainstream-Medien arbeitet, ist es ganz schwer, als Autor erkennbar zu werden. Du hast nicht das letzte Wort bei der Auswahl der Bilder. Du bist ja draußen, schickst deine Bilder so schnell wie möglich ein, und dann ist da ein Desk, das alles online setzt oder das Layout

der Zeitung herstellt und nicht unbedingt das Auge dafür hat, gute Fotos auszusuchen. Der Fotograf aber muss etwas liefern. Er kann nicht sagen, das hat jetzt nicht geklappt. Oder: Das Bild passt nicht. Du musst eine Grundinformation rüberbringen. Also schickst du das am wenigsten komplexe Bild ein, um dich abzusichern. Anschließend hast du Zeit, dich als Autor zu betätigen. Doch das ist zweischneidig: Hast du das erste Bild eingeschickt, geht es online. Man könnte das natürlich später ändern, könnte ein anderes Foto hochladen oder mehrere. Das wird aber nicht gemacht, oder viel zu selten. Sich als Autor zu beweisen, ist ein permanenter Streit mit den Redakteuren, dem Publishing-Team, dem Online-Desk... Die wenigsten sind Leute vom Bild, mit Bildkultur. Das macht es in Luxemburg so schwer, zu sagen: Ich bin Autor, das ist mein Bild, ich steh dazu, und – um bei dem Beispiel von eben zu bleiben –, das erste Bild war nur mein Informations-Foto.

CA: Autorenfotografie gibt es eigentlich nur beim *Land*. Und in der Tendenz auch bei *Maison Moderne*, weil dieser Verlag mit einem Fotografen zusammenarbeitet, der eine Handschrift hat und daran wiedererkannt wird. Meiner Erfahrung nach ist die Zusammenarbeit zwischen Textjournalist und Fotograf sehr wichtig. Sie sollten schon im Vorfeld gemeinsam an einem Thema arbeiten und klären: Worum geht es eigentlich? Wie packen wir das an? Gehen wir gemeinsam auf Recherche oder geht jeder für sich?

AF: Am besten ist ein Fotoredakteur als Bindeglied. Viele Journalisten verstehen von Fotos nicht viel, dann ist es für sie schwer, auszudrücken, welche Bilder sie wollen.

SB: Noch ein wichtiger Faktor ist die Zeit. Beim *Land* auch. Kann sein, es sind Personen zu fotografieren, aber sie sind nicht so schnell verfügbar oder nur kurz, und die komplexen Ideen, die ich für Fotos hatte, lassen sich nur schwer umsetzen oder gar nicht.

CO: Das war einer der Gründe, weshalb wir, als ich vor fünf Jahren zum *Wort* kam, mit ein paar Kollegen entschieden haben, Multimedia zu machen: Text, Video, Audio, Daten, vielleicht noch Zeichnungen setzen wir zusammen. Stellen als Team Projekte auf. Technik und Internet ermöglichen heute ganz neue Formate. Wir versuchen, den Gewohnheiten gerecht zu werden, die die Leser mit Facebook und Instagram entwickelt haben, um sie in ein Thema reinzuholen. Mit Qualitätsjournalismus und Qualitätsinformationen. Da hatten wir

Christophe Olinger





Christian Aschman

das Problem eines Redakteurs, der sich vielleicht nicht so gut mit Bildern auskennt, gelöst. Und der Begriff „Fotojournalist“ kommt gar nicht auf. Es setzen alle sich zusammen, die einen journalistischen Ansatz haben, und dann versuchen wir einen Artikel zu produzieren, der kein traditioneller Text-Artikel ist, kein Foto-Artikel, kein Video-Artikel. Für Fotografen ist es eine große Herausforderung, nicht mehr in Standbildern zu denken, sondern in Bewegtbildern. Und: Auch mit den Ohren zu fotografieren. Zu höEr hört, was die Leute sagen. Text, Video, Audio und Daten kommen zusammen. Nicht nur ein Text, ein Bild, sondern alles Wesentliche, um die Leute zu informieren.

Führt das nicht dazu, dass ein Journalist alles Mögliche macht, aber nichts richtig gut?

CO: Eine sinnvolle Arbeitsteilung muss es geben, sonst kommt kein Qualitätsjournalismus heraus. Die Entwicklung an sich begann schon vor 20 Jahren. In Frankreich zum Beispiel wurde sie von den *chaînes d'info en continu* ausgelöst: *BFMTV*, *C+*, *I-Télé*. Sie begannen, *journalistes-reporters d'images* einzustellen, Fotojournalisten, aber für Video. Die hatten einen Lieferwagen mit einer Satellitenschüssel drauf und fuhren raus. Der Journalist war Kameramann, machte den Schnitt und besorgte sogar die Live-Sendung. Also, das ist kein Risiko, dass es so kommt, es ist schon Realität.

AF: Da ist schon was dran. Ich zum Beispiel publiziere auch online. Instagram pusht diese Entwicklung. Für mich heißt das, dass mehr Leute meine Arbeit sehen können. Das ist eine Chance für mich. Daraus können sich später Aufträge für Zeitungen ergeben.

SB: Es ist ja heute immer seltener der Fall, dass eine Zeitung zu dir kommt, dich irgendwo hinschickt und dir ein Budget dafür gibt. Es sei denn, du gehörst zu den *happy few*.

AF: Das gibt es noch, aber selten. Oder du wirst schlecht bezahlt.

Wie finden junge Fotografen heute zum Beruf?

AF: Es studieren viele Fotografie. Extrem viele, würde ich sagen. In großen Städten sieht man bei wichtigen Ereignissen sehr viele Fotografen. Aber ich glaube nicht, dass viele wirklich Fuß fassen, denn die Konkurrenz ist groß. Wenn du dich nicht irgendwie von der

Masse absetzt und dich gut zu verkaufen verstehst, ist es schwierig.

Ich würde gerne fragen, ob die Reform der Pressehilfe etwas an der Situation der Luxemburger Fotografen geändert hat. In den letzten Jahren war sie eine markante Änderung, weil sie nicht mehr nach bedruckten Seiten, sondern pro Vollzeit-Einheit Journalist gezahlt wird. Aber vielleicht kann nur Christophe etwas dazu sagen.

CO: Ich weiß nicht, ob die Reform großen Einfluss hatte. Beobachten kann man, dass Wert darauf gelegt wird, Redakteure einzustellen, die *digital natives* sind. Die Kenntnisse vom Schreiben haben, aber auch von Foto und Video, *e bëssen hei, e bëssen do*. Wenn ich bedenke, wie die Handys sich entwickelt haben und wie intuitiv Videoschnittprogramme sich bedienen lassen, dann ist es nicht so schwierig, online zu produzieren. Das ist nicht unbedingt zum Vorteil der reinen Bildjournalisten. Aber es tun sich neue Nischen auf. Datenjournalist zum Beispiel ist eine. Oder der Information Designer, der weiß, wie man eine komplexe Information grafisch in einer weniger formellen Art rüberbringt. Vielleicht hat die Pressehilfe-Reform dazu beigetragen, dass solche Berufe auftauchen. Aber letztlich ist es eine strategische Frage für einen Verlag und eine Redaktion, ob sie in diese Richtung gehen wollen.

Die wirklich einzigartigen Formen von Online-Journalismus machen große Zeitungen. Die *New York Times*, der *Guardian*, die *Neue Zürcher Zeitung*. Es wird vielleicht eine Konvergenz geben...

CO: ... und so man kann viel mehr Leser erreichen! Auch mit Cross Media. Die *New York Times* macht das super. Sie macht ein großes

„Es gibt KI-Bilder aus Gaza, die so realistisch aussehen, dass man meinen könnte, sie wurden dort aufgenommen.“

Anouk Flesch

und ein kleines Storytelling: In dem kleinen verweist sie auf ihre großen Artikel. Leser, die stark an Instagram gewöhnt sind oder an TikTok, die jungen, erreicht man damit. Ich verstehe natürlich, dass schreibende Journalisten ein Problem damit haben, in solchen Formaten nicht mehr so eindeutig als Autor wahrgenommen zu werden. Aber für sie ändert der Beruf sich auch, nicht nur für die Fotografen. Es wird vielleicht ein *fifty-fifty* geben: Du machst den Text, ich das Foto.

Das Ergebnis muss natürlich gut sein und nicht nur Infotainment. Der Verlag der *New York Times* macht pro Jahr eine Milliarde Dollar Umsatz und kann sich guten Online-Journalismus leisten. Die meisten anderen können das nicht.

CO: Stimmt, das ist eine schwierige Übergangsphase. Für Qualitätsjournalismus überhaupt. Schnelligkeit ist nicht unbedingt kompatibel mit Qualität.

CA: Man braucht auch außenstehende Personen, Bildredakteure, Textredakteure, die eingreifen. Als Autor kannst du dich von deinen Sachen nicht unbedingt lösen. Du weißt nicht unbedingt, was funktioniert wirklich gut von dem Text, den du geschrieben hast, dem Foto, das du gemacht hast. Es braucht einen Koordinator mit einem neutralen Blick. Und es fragt sich, wieviel Zeit man zur Verfügung hat.

CO: Für Journalisten, die *digital natives* sind, ist es einfacher. Es ist die ältere Journalisten-Generation, die umdenken muss. Die etwas ganz loslassen muss.

SB: Für einen guten Artikel spielt es keine Rolle, ob er auf Papier oder online erscheint. Er ist und bleibt ein guter Artikel. Beim Bild ist das auch so. Wenn es dein Interesse weckt, bleibst du beim Scrollen vielleicht zwei Sekunden länger stehen. Anschließend liest du ein bisschen Text und denkst dir, okay, ich möchte mehr lesen. Aber dann musst du bezahlen oder hast vielleicht keinen Zugang auf den Artikel. Was nicht unverständlich ist, die Verlage müssen ja ihr Geld kriegen...

AF: ... aber es ist umständlich, wenn du deine Kartendaten eingeben musst. Dann ist es besser, du hast ein Abonnement und liest damit weiter, statt einen Artikel auf Insta zu sehen und von dort aus für mehr zu bezahlen.

CO: Aber gerade auf Instagram gibt es interessante neue Formate. Die sind auch demo-

kratisch interessant, wenn sie mit Qualität gemacht sind, wie bei der *New York Times* zum Beispiel. Sie bietet in den kleinen Storys schon die Basisinformation. Willst du mehr wissen, kaufst du den Artikel, aber was in den kleinen Geschichten geboten wird, reicht schon, damit du als Bürger deine Rolle in der Demokratie spielen kannst. Es ist nicht nur geteased, es ist klug geteased, mit Infos. Ich denke, dass die Rolle des Journalismus eine ganz wichtige ist. Wenn die Leute gut informiert werden sollen, kann das auch so gehen.

Ein Gratis-Häppchenjournalismus, der reicht? Da braucht man viele Journalisten nicht mehr.

CO: Ich glaube, doch. Es kann klappen, auf diese Weise Leser für den größeren Journalismus zu interessieren.

Was meinen Sie, Anouk, welcher Journalismus interessiert junge Menschen? Wie groß ist ihre Online-Affinität?

AF: Sie besteht, aber viele haben es satt, ständig aufs Handy zu schauen. Der Bildschirm ist ja ultra-klein. Und man muss bezahlen. Wenn man schon bezahlen muss, ist es besser, man bekommt zum Beispiel einmal die Woche ein wirklich gutes Produkt, statt jeden Tag immer wieder zehn Sekunden lang etwas zu lesen zu beginnen, weil man eine Push-Meldung empfangen hat, aber den Artikel dennoch nicht wirklich zu lesen. Ich meine auch nicht, dass das Papier ganz verloren ist. Es gibt zum Beispiel viele neue Magazine, die von sehr kreativen jungen Leuten gemacht werden. Wenn sie gut sind, finden sie auch ihre Leserschaft und ihren Platz. Ein Problem haben wohl eher traditionelle Zeitungen, die sich keine Mühe gemacht haben, sich neu zu erfinden. Die vielleicht früher ein Fernsehprogramm enthielten, das heute niemand mehr braucht.

SB: Kann ein Artikel durch ein Foto gelesen werden? Ich meine, wir Fotografen wünschen uns ja, dass jemand, der unser Foto gesehen hat, auch den Artikel liest. Zunächst siehst du ja das Foto...

CA: ... das Foto zieht dich an. Foto und Text müssen miteinander funktionieren. Das finde ich bei der *Süddeutschen Zeitung* auf Instagram interessant: Meist stehen dort nur drei Elemente, ein Foto, ein Titel und ein wenig Text. Sie geben Informationen, aber nicht alles. So locken sie zu ihrer Webseite, um die Zeitung zu kaufen.

AF: Manchmal versteht man in solchen kurzen Teasern aber das Thema nicht wirklich. Du hast die Hintergrundinformationen nicht und verstehst den Teaser falsch. Ich bin mir nicht sicher, ob das reicht als Beitrag von Journalismus zur Demokratie.

CO: Bei der *New York Times* oder dem *Guardian* ist es klar. Die Information ist kondensiert, aber sie ist da.

CA: Aber da kommen noch andere Elemente ins Spiel. Die selektive Auswahl durch einen Redakteur und dann noch durch einen Algorithmus. Ich merke das bei der *Süddeutschen Zeitung*, ich bekomme immer dieselben Themen angeboten. Es ist formatiert.

CO: Ich bin aber fest davon überzeugt, dass Menschen, die sich sonst nicht informieren würden, durch solche Formate informiert werden können.

CA: Aber das ist dann eine einseitige Information, sie wurde für mich schon aufbereitet.

CO: Das stimmt natürlich. Hinzu kommt, was die Bilder angeht, dass ihre Sprache sich geändert hat. Durch Instagram, Facebook, Public Relations: Immer mehr Kommunikations-Agenturen übernehmen Codes, die Fotojournalisten benutzen. Die wiederum

übernehmen zum Teil Codes der PR-Leute. Für den Leser ist es schwieriger geworden, einzuschätzen, ob ein Foto von einem Journalisten kommt oder von einer PR-Agentur. Auf Instagram auf jeden Fall, aber auch in den Zeitungen. Da werden immer mehr Stock-Bilder genutzt, weil man kein Geld für Journalisten ausgeben will.

AF: Das fällt den Lesern aber auf und wird oft kritisiert. Es ist nicht so, dass das einfach hin- genommen wird. Und es gibt genug Zeitungen, die keine Stock-Fotos nutzen. Entweder weil sie nicht zu den Artikeln passen oder zu perfekt, zu gelect sind.

Und Künstliche Intelligenz? Vielleicht werden Bilder demnächst von KI generiert oder das ist sogar schon der Fall.

CO: Bis das kommt, sind wir aber Gottseidank noch...

Die anderen: Ooohh...

CO: Wir haben doch aber immer noch unsere Ethik und unsere Deontologie! Wer sowas nutzt, hat in unserem Beruf nichts verloren.

AF: Das muss gar niemand aus unserem Beruf sein. Es gibt KI-Bilder aus Gaza, die so realistisch aussehen, dass man meinen könnte, sie wurden dort aufgenommen.

CO: Das heißt nicht, dass sie publiziert werden.

AF: In den Medien noch nicht, aber in den sozialen Medien überall. Also sind sie da

und es macht vielleicht gar keinen großen Unterschied, ob sie in einer Zeitung stehen oder nicht.

CA: Da braucht man eine Medienerziehung...

CO: ... und die Redaktionen müssen Verantwortung übernehmen. Die Agenturen tun das schon, lassen Fotos durch Programme laufen, um zu prüfen, ob sie genuin sind. KI ist potenziell gefährlich. Wenn ich bedenke, wie Journalisten während Covid systematisch vorgeworfen wurde, manipuliert zu sein und die Unwahrheit zu schreiben, dann ist es gerade heute wichtig, eine Deontologie, eine Ethik zu haben. Bildjournalisten haben eine wichtige Rolle. Selbst wenn sie nur ein einziges Foto abliefern, ist es eine kontextualisierte Information.

CA: Und dann kommt die Präsentation. Die halte ich für ganz wichtig. Wie stehen die Fotos im Layout? Wie verhalten sie sich zum Text? Denn das Bild sieht man als erstes.

CO: Online ist es ähnlich. Viele Bildreporter im Einsatz zu haben, heißt auch, zu überprüfen, was sie liefern. Das kostet Zeit und spricht gegen den Trend zum Sensationalismus. Ich glaube auch, dass Redaktionen einen Fehler machen, wenn sie annehmen, die Leute würden den ganzen Tag am Handy sitzen und warten, dass etwas geschieht. Redaktionen meinen das und Journalisten meinen das, weil sie drin sind in dem Informations-Kontinuum. Ich glaube aber nicht, dass die Leute alle zehn Minuten eine Push-Nachricht erwarten.

»Vielleicht wird es eine schnelle Variante von Online-Journalismus geben und eine, die weniger häufig erscheint.«

Sven Becker

SB: Aber vielleicht doch. Zumindest jemand, der so süchtig ist, schaut auf sein Handy, dreht sich um und ruft: Habt ihr davon schon gehört? – Er will der Erste sein, der davon erfahren hat.

CO: Trotzdem, wir sind keine sozialen Medien.

Dann ist Multimedia-Journalismus kein Low-Cost-Journalismus. Er braucht Koordination, er braucht Einordnung. Er kann nicht billig sein, wenn er unseren ethischen Ansprüchen genügen soll.

SB: Vielleicht wird es einerseits die schnelle Variante geben und andererseits die, die nicht so oft erscheint, sondern vielleicht einmal im Monat oder einmal pro Quartal. Es gibt im Ausland tolle Beispiele dafür. Die setzen sich mit einem großen Thema auseinander, sie machen das fantastisch, mit einem Riesenaufwand. Mit ein paar Leuten, die fest daran arbeiten, und vielen Freelance-Journalisten.

CO: Das ist heute das einzige Modell, das sich mit Abonnenten tragen kann, ohne Online-Anzeigen. Wenn du Abonnenten haben willst, musst du Qualitätsjournalismus bieten. Der Mehrwert besteht dann darin, etwas ganz anderes zu machen als die Plattformen, auf denen du alles gratis bekommst.

SB: Aber dann kann sich Qualitätsinformationen nicht jeder leisten. Also: Wie kriegst du das hin? Zumal in einem Land wie Luxemburg, wo es wenig kritische Masse gibt?

CO: Vielleicht müsste man die Pressehilfe ändern. Wenn Journalismus wichtig ist für die Demokratie, könnte man ihn für jeden frei zugänglich machen. Wohlge- merkt: Qualitätsjournalismus. Ich weiß nicht, wie genau das ökonomisch aufgehen kann, aber wenn nur eine Minderheit sich Abonnements leisten kann, müsste man schauen, wie man Journalismus anders unterstützen kann als im Moment.

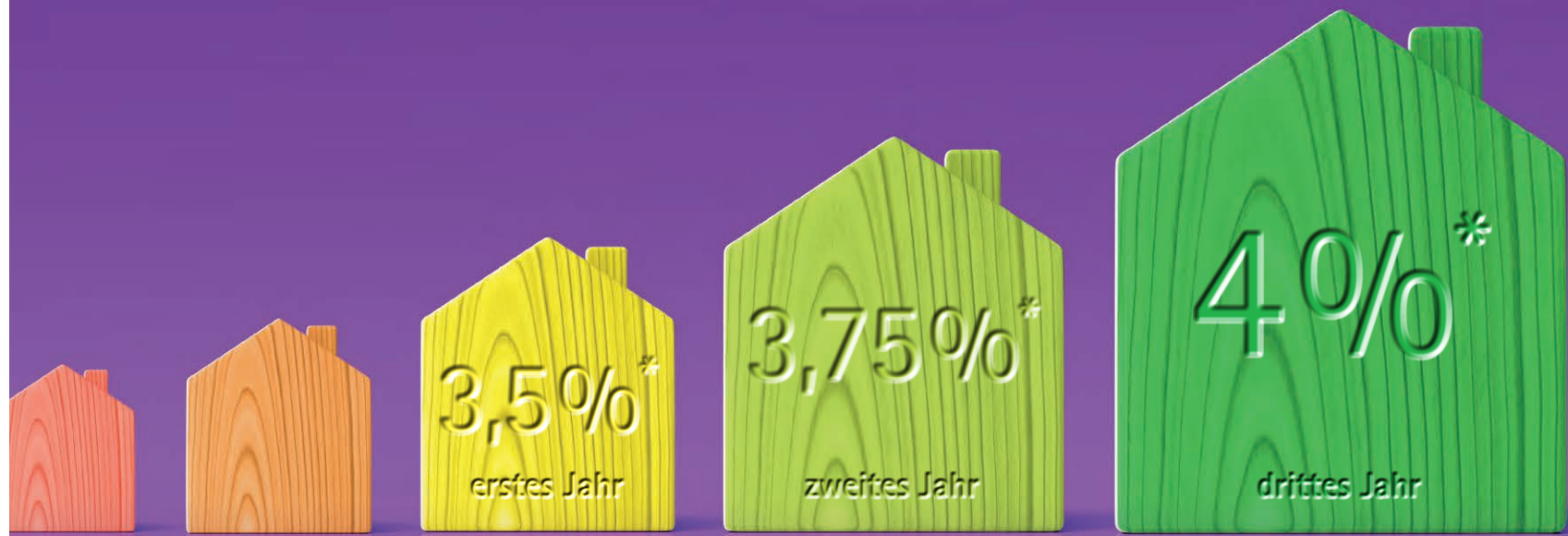
Eine so stark subventionierte Presse wäre sehr abhängig vom Wohlwollen der jeweils Regierenden und ihrer Auffassung von Qualitätsjournalismus.

CA: Je nachdem, wer dann an der Spitze ist...

AF: Vielleicht hätten viele Leute dann noch weniger Vertrauen in die Presse...

CO: Ich weiß auch nicht. Aber die Frage, wie man die Demokratie mit Qualitätsjournalismus unterstützen kann, ist wichtig. Der Online-Journalismus wird sie noch wichtiger machen. ●

BIL Green Bond, eine Anlage mit natürlichem Kapitalschutz bei Endfälligkeit...



* vor Kosten, Gebühren und Steuern

...die, die Entwicklung von nachhaltigem Wohnen in Luxemburg unterstützt.



Jetzt investieren

Mit BIL Green Bond investieren Sie 3 Jahre lang und Ihr Kapital ist bei Fälligkeit vollständig geschützt. Sie profitieren von jährlichen Zinssätzen von 3,50% im ersten Jahr, 3,75% im zweiten Jahr und 4% im letzten Jahr (vor Kosten, Gebühren und Steuern). Im Falle eines vorzeitigen Ausstiegs und/oder eines Zahlungsausfalls der BIL birgt dieses Produkt ein Kapitalverlust-risiko. Sie leisten auch einen Beitrag zur nachhaltigen Entwicklung in Luxemburg, denn sämtliche investierten Mittel fließen in den Bau oder die Renovierung energieeffizienter Wohnimmobilien im Großherzogtum. Informationen auf bil.com/greenbond



Wöchentliche Kuratierung

Markus Miessen

Es gibt nur wenige Zeitungen, die ich mit einer relativen Regelmäßigkeit lese. *Die Zeit*, freitags und samstags die *Süddeutsche Zeitung*, die *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*, die *New York Times* online, und hin und wieder den *Guardian*. Ich habe mich schon öfters gefragt, was das über mich aussagt. Was genau, das überlasse ich Ihnen – aber besonders divers ist es nicht.

Als ich 2021 das erste Mal für einige Tage lang in Luxemburg war, saß ich abends im Escher Kafé. Auf dem Stuhl neben meinem Platz lagen neben einer, durch den Flügelhelm des Grafikers und Autodidakten Marcel Jacno klar erkennbaren, leeren Schachtel filterloser Gauloises, die Überreste einer ziemlich abgewetzten Zeitung. Da ich nichts zu lesen bei mir hatte – und nicht gleich die nächste App öffnen wollte – schnappte ich mir das Zurückgelassene. Schnell war ich überrascht. Da gibt es also eine Zeitung, die wöchentlich erscheint, die sich geografisch fokussiert, aber gleichzeitig international und europäisch denkt. Eine Zeitung, die auch multilingual daherkommt.

Ich kenne kein anderes wöchentliches Format, das es so elegant schafft, inhaltliche Schärfe mit unaufgeregten Reportagen und einer reduzierten, obgleich spielerischen Ästhetik verbindet. Als Leser hat man das Gefühl, man bewege sich in einem episodenhaften Filmraum, einer Dokumentation über eben diese Großregion, Luxemburg. Die wenige Werbung steht so weit im Hintergrund, dass man meint, sie existiere nicht. Welche andere Zeitung erlaubt es den AutorInnen, ihre Sprache frei nach persönlicher Kompetenz zu wählen? So generiert das *Land* ein plurales und heterogenes Schriftbild, das das Land (diesmal das geografische Territorium der Großregion und dessen Kulturen, Subkulturen und Communities) sehr charakteristisch wiedergibt. Natürlich gibt es, wie fast immer und überall, noch Luft nach oben.

Ich bin seit 1996 Leser der *Zeit* und großer Fan ihrer wöchentlichen Reflektionen. *Die Zeit*, so großartig sie auch ist, hat allerdings ein Problem: selbst in einer ganzen Woche schafft man es nicht, sie gründlich zu lesen. Manchmal wünschte ich mir, dass *Die Zeit* sich, pro Ausgabe, mehr fokussieren würde, es eine stärkere Kuratierung gäbe, die einem dann eine Auswahl präsentieren würde, anstelle des – gefühlten – ganzen Wahnsinns dieser Welt. Diese Kuratierung bietet das *Land*. Und obwohl ich kein Französisch spreche und Luxemburgisch nur laienhaft verstehe, entzückt mich diese multipolare Offenheit umso mehr. Seit 2021 lese ich auch das *Land* regelmäßig. Für Ihre allwöchentliche kuratorische Arbeit bin ich Ihnen sehr dankbar. Und jetzt habe ich auf 2500 Zeichen mehr Werbung gemacht als Sie in einer ganzen Woche.

Markus Miessen ist Architekt und Professor of Urban Regeneration an der Universität Luxemburg, wo er den Chair of the City of Esch innehat. Soeben ist sein neues Buch *Agonistic Assemblies (On the Spatial Politics of Horizontality)* erschienen.

DE L'AUDACE

La clôture de rédaction le jeudi matin, en ces temps lointains de mise en page manuelle, générait des rencontres très matinales voire nocturnes mémorables avec d'autres rédacteurs-trices peinant à finaliser leurs écrits. C'était le moment où l'audace de la veille, parfois, se muait en doutes et interrogations.

Était-ce l'ambiance empreinte de fatigue, l'odeur de la colle et du papier de l'imprimerie, ou le respect du pouvoir de l'écrit? Cet instant, où débutait l'attente jusqu'à la distribution du journal et les premières réactions, était un moment spécial.

Porté par l'audace pour « réinventer » le *Land* en 1999, après un long processus de questionnement en interne, le journalisme revendicatif devenait davantage encore la marque de fabrique de l'hebdomadaire, affirmation de son indépendance et de la liberté rédactionnelle.

Cet espoir de pouvoir changer les choses en mieux avec nos écrits était autant source d'aplomb pour nous journalistes que de critique et de contestation pour celles et ceux qui se retrouvaient épinglé-e-s, très rarement à tort, dans les colonnes du *Land*.

La nostalgie est cependant mauvaise conseillère et l'adage « hier, tout était mieux » est aussi périmé que l'est le passé lui-même. L'équipe du *Land* actuel n'a, heureusement, que faire des supposés faits d'armes d'antan – le succès du *Land* d'aujourd'hui, qui reste un hebdomadaire de référence audacieux et ambitieux, leur incombe.

Le plaisir d'attendre la distribution du *Land* le vendredi matin est restée...

MARC GERGES



D'Land, jusqu'à ce jour une expérience marquante et formatrice

Jean-Lou Siweck

DES ANNÉES FORMATRICES

Nostalgie, quand tu nous tiens! Presque vingt ans déjà et pourtant: tant que la *deadline* ne se rapproche inconfortablement, un article pour le *Land* a toujours autant de mal à trouver sa forme dans ma tête de journaliste...

D'Lëtzebuurger Land fut la première station de ma vie de journaliste professionnel, de 1998 à 2000 – et ma troisième, de 2002 à 2004. Finalement, vu d'aujourd'hui, des périodes bien trop courtes, mais jusqu'à ce jour une expérience marquante et formatrice.

Si le journalisme était déjà mon choix d'études, ma socialisation dans le métier est revenue au *Land*. L'indépendance politique occupait une place centrale, bien sûr. Mais bien au-delà, c'était l'appréciation de pouvoir travailler en toute liberté. Avec au bout du compte une expérience devenue conviction: que les journalistes dédié(e)s produiront leur meilleur travail dans un cadre certes exigeant, mais leur accordant une large autonomie dans un esprit de grande confiance.

La conviction aussi, que le journalisme doit évidemment d'abord rapporter les faits, mais qu'il ne gagne sa pleine valeur qu'en allant au-delà du quoi, pour s'étendre au pourquoi, aux raisons et aux conséquences des éléments factuels qui font l'actualité.

À côté des félicitations pour le 70^e anniversaire, ce sont donc surtout mes remerciements que j'aimerais exprimer ici au *Land* – aussi bien en tant que journaliste qu'en tant que lecteur resté fidèle.

JEAN-LOU SIWECK, RÉDACTEUR AU LAND ENTRE 1998 ET 2000 ET 2002 À 2004. AUJOURD'HUI DIRECTEUR DU MÉDIA DE SERVICE PUBLIC 100,7

WOURUNNER ECH MECH ERËNNE EHEMOLEG LAND-REDAKTEUR



UNE RELATION TRÈS SPÉCIALE

Étudiante en journalisme dans les années 1990, j'ai choisi de rédiger mon mémoire de fin d'études sur le *Land*. De toute la presse écrite au Grand-Duché, le *Land* était à l'époque de loin le média le plus intéressant et le plus scintillant à mes yeux. Cependant, la tâche était plus ardue que je ne l'avais pensé parce que dans toute la bibliographie sur la presse luxembourgeoise existante à ce moment-là, le *Land* n'y était listé que très sommairement, sans détails.

Par chance, j'ai alors pu compter sur la générosité d'un des pionniers du *Land*, l'ancien journaliste Rosch Krieps, qui, en me confiant les clés de sa demeure, m'a permis de voyager parution. Cette exploration, agrémentée d'histoires, de fines descriptions des batailles menées par la rédaction et de saynètes croustillantes racontées sur le ton de la confidence, m'a permis de retracer plusieurs grands dossiers et enquêtes du *Land*, menées souvent à contre-courant de la pensée ambiante et de l'opinion publique de l'époque.

C'est cet esprit que j'ai tenté de faire perdurer pendant la décennie que j'ai passée en tant que journaliste au *Land*, très spéciale est restée une constante pour moi personnellement.

ANNE HENIQUI, RÉDACTRICE AU LAND ENTRE 2001 ET 2012. AUJOURD'HUI CONSEILLÈRE DE GOUVERNEMENT 1^{RE} CLASSE AUPRÈS DU MINISTÈRE DES FINANCES

Fotograf: Sven Becker, Gilles Kayser, Patrick Galbats, Peter Faust



Méng eelsten Erënnerungen un d'*Land* ginn op méng Zäit no 2002 bei der *Revue* zréck. Méng Bewonnerung huet deemols dem Martin Linster sénge Fotoë gegollt. Och séng Art a Weis ze schaffen, war, op mannst fir Lëtzebuerg, besonnesch. Ouni Auto ass hien duerch Dierfer gezunn. Mol huet deen een, mol deen aneren, de Martin vun engem Rendez-vous mam Auto zréck an d'Stad geholl. E puer Joër mi spéit, ab 2010, war ech um Martin sénger Plaz. Den Auto blouf ëmmer méi zu Esch stoe gelooss, an ech sinn mat Zuch, Velo, Bus an och mol per „Anhalter“ duerch Lëtzebuerg gefuer.

De Gronn dofir louch sécher zum Deel un den Usprech, deenen ech mech als *Land*-Fotograf ausgesat gefillt hunn. Eng Foto muss artistesch, informativ, poetesch a beschtefalls witzeg sinn. 2012 gouf et dunnt mat der vertikaler Titelsäit nach e Stéck méi kniwweleg. Freides moies war den Héichpunkt

vun der Woch. Änlech wéi am Moment, wou de Fotograf an der Dunkelkammer säi Bild gesäit um Pabeier erschéngen, war et fir mech genausou spannend, d'Zeitung an der Redaktioun, oder munchmol am Buttik schonn, an de Grapp ze huelen an duerchzeblieder. Dat Gefill war d'Belounung fir de Stress, de Bauchwéi an d'Ängschen, déi mech all Woch op der Sich no der beschter Foto dauernd begleet hunn.

D'*Land* gouf mer awer och d'Energie an den Undriff, fir all Dag, ob an der Woch, sonndes oder am Congé, de Fotoapparat prett ze hunn, an de Moment ze erkennen fir eng Foto ze maachen, déi da spéider en Artikel iwwert de Pappecongé, d'Pensioun oder Steuerhannerzëiung kéint illustréieren.

PATRICK GALBATS, FOTOJOURNALIST AM LAND VUN 2010 BIS 2016



GEGEN DEN MANTEL DES SCHWEIGENS

Der Artikel liegt auf dem Schreibtisch. Die Chefredakteurin blickt zu mir auf und sagt: „Das wird Ärger geben – also machen wir’s!“ Es handelt sich um eine Geschichte, die seit Jahren durch Luxemburg schwebte. Eine Geschichte, die auf der Straße lag, wie Journalisten zu sagen pflegen. Eine Geschichte, über die jeder sprach, von der jeder wusste, die jeden amüsierte. Eine Geschichte, die jedoch nirgends zu lesen war. Der Zustand der Presse lasse sich daran erkennen, ob es einen Unterschied gibt, zwischen dem Reden und Wissen der Leute und dem, was tatsächlich in den Zeitungen steht, so das Mantra eines anderen Chefredakteurs. Wie eigentlich alle guten journalistischen Geschichten war diese eher leicht zu recherchieren. Es benötigte lediglich Zeit und Gespür, dem Geflüster und Geraune nachzugehen. Akkuratess, die Zeugenaussagen einzuordnen. Und Willen und Naivität, die Geschichte auch tatsächlich zu redigieren. Damit der Artikel auch den gewünschten Widerhall erhielt, nutzten wir den simpelsten, aber sichersten Kommunikationstrick in Luxemburg: Wir schickten den Artikel vorab an den RTL-Chefredakteur und nutzten das Medium als Werbeplattform. Bereits am Freitagmorgen erhielten wir erste Anrufe, das *Land* sei an Kiosken ausverkauft, am Wochenende gab es kein einziges gedrucktes *Land* mehr zu kaufen. Leser schrieben, sie hätten den Artikel ein Dutzend Mal gelesen, *El Pais*, *The Times* und *Le Monde* standen auf einmal vor der Tür. Die Resonanz war gewaltig. Der Ärger auch.

POL SCHOCK,
LAND-REDAKTEUR
2019/20, HEUTE
SEKUNDARSCHUL-
LEHRER

LUFT ZUM ATMEN

Layoutreformen wirken auf Redakteure oft wie schiere Drohungen. Schließlich wirken Form und Inhalt eng miteinander. Während meiner Zeit beim *Land* gab es gleich mehrere Anläufe, die Zeitung neu zu gestalten: die meisten starteten heroisch und endeten als Bettvorleger. Besonders originell war dabei der Versuch, die Zeitung so diskret umzugestalten, dass die Redakteure erst kurz vor dem offiziellen Drucktermin in Kenntnis gesetzt wurden – damit war auch dieser Anlauf wieder mal ein Rohrkrepieler.

Ein Glück für das *Land*, dass Tom Gloesener während seiner Semesterferien in Luxemburg unterwegs war und dabei auf einen anderen Nachtschwärmer aus der *Land*-Redaktion traf. Tom studierte an der Norwich School of Art and Design und suchte im Rahmen seiner Abschlussarbeit

nach einem Projekt für ein Redesign einer Tages- oder Wochenzeitung. Gesagt, getan: Ein paar Tage später skizzierte er in der Redaktion sein avantgardistisches Konzept: „Luft zum Atmen“ solle das *Land* bekommen, mehr Platz für Illustrationen und anspruchsvolle Bilder – aus der etablierten Wochenzeitung ein ästhetisches Vorzeigeprojekt werden. Schlicht, elegant und modern war sein stilistischer Ansatz. Es folgte ein Gemeinschaftsprojekt der gesamten Redaktion, mit dem das *Land* sich für die Moderne öffnete, journalistisch und gestalterisch frische Luft tankte. Dank auch der Mitarbeit von Martin Linster, einem besonders unermüdlichen und kreativen Fotojournalisten.

Tom hat nach seinem Projekt beim *Land* zusammen mir einem Freund eine Grafikagentur in Luxemburg aufgebaut und viele weitere Designprojekte angestoßen, die unseren Alltag ästhetisch bereichern.

Er starb im Juli 2012 nach schwerer Krankheit. Kurz nachdem er bei einem weiteren Redesign des *Land* mitgewirkt hat, mit dem die Zeitung zum Norddeutschen Format wechselte. Ich möchte diese Zeilen Tom Gloesener widmen: einem hochtalentierten Künstler, der modernes Design in Luxemburg etabliert hat, dabei viel Mut, Beharrlichkeit und Engagement zeigte und ein ausgesprochen inspirierender und höchst empathischer Mensch war. Für das *Land* war er ein Glücksfall. Für mich persönlich bleibt er bis heute ein Fixstern: ein Vorbild durch seine hohe Professionalität, Geradlinigkeit, Lebenslust und Bescheidenheit, ein guter Freund, der fehlt.

OLAF MÜNCHSDORFER,
LAND-REDAKTEUR 1995 BIS 1999.
HEUTE ERSTER REGIERUNGSRAT
IN DER GENERALDIREKTION ENERGIE
DES WIRTSCHAFTSMINISTERIUMS

Parlons actualité !



Depuis **70 ans** vous éclairez et engagez votre lectorat.
Félicitations d’Lëtzebuerger Land !

 **SPUERKEESS**

Your Bridge to Life



Land-Ausgaben auf
dem Weg zum
Versand bei Editpress

Die Zeit um

Romain Hilgert

Binnen zehn Jahren sank die verkaufte Auflage der Tageszeitungen und Wochenmagazine um ein Drittel

Das *Luxemburger Wort* war ein Jahrhundert lang marktführend im Handel mit Nachrichten, Meinungen, Werbung und Todesanzeigen. Mitte der Neunzehnthundertneunzigerjahre erreichte es die höchste Auflage seiner Geschichte. Dann machte sich auch hierzulande die Pressekrise bemerkbar. Sie hat nicht mehr aufgehört. In den vergangenen zehn Jahren hat sie sich beschleunigt.

Im Auftrag der Verlage beglaubigt das Brüsseler Centre d’Information sur les Médias die Auflagenzahlen der Zeitungen. Damit die Werbekunden beurteilen können, ob die Anzeigentarife gerechtfertigt sind. So liefert es realistische Zahlen über den Zeitungsmarkt.

Die vom Cim beglaubigten Auflagenzahlen zeigen: Seit 2013 ging die verkaufte Auflage um 35 Prozent zurück. In den vergangenen zehn Jahren sanken die am Kiosk und im Abonnement verkauften Auflagen dramatisch:

	2013	2022
<i>L’Essentiel</i>	99 703	71 279
<i>Wort</i>	64 181	43 230
<i>Télécran</i>	28 279	15 623
<i>Revue</i>	15 921	8 506
<i>Tageblatt</i>	12 912	6 767
<i>Quotidien</i>	4 372	2 144
Gesamt	225 368	147 549

Für andere Zeitungen rentiert sich eine Cim-Beglaubigung nicht.

Vergangenes Jahr wies die Hälfte der Verlage in ihren Geschäftsbilanzen Verluste aus. Durch den Auflagen- und Anzeigenrückgang und trotz gestiegener Pressehilfe:

Mediahuis	+1 472 456,10 Euro
<i>L’Essentiel</i>	+ 1 305 227,03 Euro
<i>Lëtzebuenger Land</i>	+ 72 037,99 Euro
<i>Woxx</i>	+ 47 496,57 Euro
<i>Reporter</i>	+ 34 668,60 Euro
<i>Zeitung</i>	+ 23 796,61 Euro
<i>Revue</i>	– 31 535,03 Euro
Editpress	– 37 528,63 Euro
Maison Moderne	– 110 449,24 Euro
<i>Journal</i>	– 241 254,13 Euro
<i>Quotidien</i>	– 250 011,84 Euro

In den vergangenen zehn Jahren bauten Verlage Arbeitsplätze ab. Manche unauffällig,

andere mit Massenentlassungen und Sozialplänen. Sie gaben unrentable Titel, Beilagen, Drucksparten auf. Die meisten Diversifizierungsversuche erwiesen sich als teure Fehlinvestitionen.

2020 tat das Erzbistum das schier Unvorstellbare: Es verkaufte seine wichtigste Einnahmequelle, den wichtigsten Lautsprecher der CSV an die flämische Mediengruppe Mediahuis. Seither wird das *Luxemburger Wort* im limburgischen Beringen gedruckt. 2021 zog es nach 45 Jahren aus seinem Gaspericher Firmensitz. Auf dem Gelände sollen rentablere Büros und Wohnungen gebaut werden.

Der Erzbischof ist nicht der einzige Zeitungsbesitzer, der ins Immobiliengeschäft umstieg. Zeitgleich mit dem *Luxemburger Wort* gab auch das *Tageblatt* seinen Escher Firmensitz auf. Er soll ertragreicheren Büros, Wohnungen und Parkplätzen weichen. 2019 erschien die letzte Ausgabe der 1997 gegründeten Wochenzeitung *Le Jeudi*.

2012 erklärte sich das *Lëtzebuenger Journal* unabhängig von der DP, um „signifikant“ und „viel“ mehr Leserinnen anzuziehen. Der Versuch scheiterte. Durch die liberale Reform der Pressehilfe hätte das liberale Blatt jährlich mehr als eine halbe Millionen Euro verloren. Auch das *Journal* verkaufte seine Büros im hauptstädtischen Bahnhofsviertel. Nun existiert es nur noch im Internet.

2018 wurde *Den neie Feierkrop* eingestellt. Es war noch keiner satirischen Zeitung hierzulande gelungen, Nachfolger für die Gründergeneration zu finden. Selbst das unternehmerfreundliche *Paperjam* blieb nicht vom Anzeigenrückgang verschont. Es streckte seine Erscheinungsweise und druckt weniger Seiten auf billigerem Papier.

Die Covid-Seuche hinterließ ihre Spuren: Während des Lockdowns wurden weniger gewerbliche Anzeigen geschaltet. Der Vertrieb war gestört. Die Papierkosten stiegen massiv. Der Pendlerzeitung *L’Essentiel* gingen die Pendler aus. Ihre Auflage hat sich bis heute nicht erholt.

Editpress hat das Schicksal der *Revue* besiegelt: Es verkauft das Einzelheft für 3,80 Euro und legt es kostenlos dem 3,50 Euro teuren *Tageblatt* bei. Spätestens am Ende der gesetzlichen Übergangsfrist 2026 droht das Aus für *Le Quotidien*, dessen Pressehilfe dann um fast eine halbe Million Euro verringert wird.

DP, LSAP, Grüne und CSV verabschiedeten 2021 eine Reform der staatlichen Pressehilfe. Sie wird nicht mehr nach dem Umfang der Zeitung berechnet. Grundlage ist jetzt der Umfang der Redaktion. Das führt zu einer paradoxen Situation: Die Zeitungsauflagen sinken und die Zahl der Journalisten steigt.

Verschiedene Medien erklärten ihre Produktions- und Verwaltungsangestellten zu Journalisten. Um für sie Presseausweise und damit höhere Pressehilfe zu beantragen. So hat sich die Zahl der „Praktikanten“ genannten Berufsanfänger seit 2013 verdreifacht. Während

sich die Zahl der regulären Journalisten kaum verändert hat:

	2013	2023
Journalisten	391	378
Praktikanten	37	128
Im Ruhestand	51	103
Gesamt	479	609

Die Zahl der Journalisten im Ruhestand hat sich verdoppelt: Mit Sozialplänen wurden besser bezahlte Journalisten durch schlechter bezahlte Praktikantinnen ersetzt. Wer statt eines erfahrenen Journalisten zwei unerfahrene zum halben Preis einstellt, bekommt nunmehr doppelt so viel Pressehilfe.

Bei der Verabschiedung der Reform brachte die CSV einen Änderungsantrag ein. Sie wollte die Pressehilfe pro Journalisten bis zu 50 Prozent höher ansetzen. Sie kam nicht durch. Nun stellt sie gleich zwei Medienminister. Das Parlament verlangte in einer Motion „une évaluation du régime de l’aide à la presse deux ans après la mise en vigueur du nouveau régime“. Nun sind zwei Jahre vergangen.

Die zahlende Internet-Leserschaft macht den Rückgang der gedruckten Auflage nicht wett. In den Führungsetagen der Verlage herrscht Ratlosigkeit. Sie drückt sich im erratischen Wechsel von Präsidenten, Direktoren und Chefredakteuren aus.

Der Erzbischof ist nicht der einzige Zeitungsbesitzer, der ins Immobiliengeschäft umstieg

Die Heilige Allianz von DP, LSAP, Grünen und CSV beeinflusst mit der Reform der Pressehilfe die Entwicklung des Zeitungsmarkts. Sie bezuschusst erstmals Gratiszeitungen und kostenlose Internetseiten. Kostenpflichtige Internetseiten subventioniert sie höher als gedruckte Magazine und Wochenzeitungen. Obwohl deren Produktions- und Verteilungskosten ungleich höher sind. So drängt sie kleinere Zeitungen und Magazine aus dem Markt ins Internet.

Laut Medienministerium erhielten 2022 an Pressehilfe:

<i>Tageblatt</i>	1 404 203,42 Euro
<i>Wort</i>	1 369 554,55 Euro
<i>Quotidien</i>	1 180 966,98 Euro
<i>L’Essentiel</i>	1 071 226,07 Euro
<i>Paperjam</i>	650 000,00 Euro
<i>Delano</i>	567 739,62 Euro
<i>Reporter</i>	469 060,35 Euro
<i>Zeitung</i>	450 995,28 Euro
<i>Journal</i>	450 995,28 Euro
<i>Woxx</i>	428 016,59 Euro
Land	419 972,27 Euro
<i>Revue</i>	403 090,40 Euro
<i>Contacto</i>	387 082,93 Euro
<i>Luxtimes</i>	387 029,27 Euro
<i>Télécran</i>	356 333,25 Euro

und so weiter.

Politiker, die sich über *X*, *Instagram* und *Youtube* selbst darstellen, wissen, wem sie Geld nehmen und geben, um dem Markt nachzuhelfen. Sie halten Parteiblätter für überholt. Sie können auf eine Presse verzichten, die Informationen auswählt, einordnet und bewertet. Im Internet sind Vernunft und Unfug gleichwertige Meinungen.

Sie empfinden die bürgerliche Öffentlichkeit des 19. und 20. Jahrhunderts als störend: Um die Presse zu übergehen, ließ Ex-Premier Xavier Bettel zuerst das traditionelle Pressebriefing nach den Kabinettsitzungen direkt in die Wohnstuben streamen. Dann schaffte er es ganz ab. Sein Nachfolger Luc Frieden ließ die Presse während der Koalitionsverhandlungen im Regen stehen.

Die Arithmetik ist unerbittlich: Verlieren sie noch einmal so viele Kunden wie in den vergangenen zehn Jahren, werden die meisten Zeitungen und Magazine in zehn Jahren verschwunden sein. Nach der Auflage, dem Geschäftsergebnis und der Pressehilfe von heute beherrschen dann zwei Titel den Zeitungsmarkt: eine laustarke, konservative Stimme mit dem *Luxemburger Wort* und eine unhörbare Gewerkschaftsstimme mit dem Anzeigenblatt *L’Essentiel*. Damit kann auch ein ehemaliger Sankt-Paulus- und Handelskammerpräsident wie Luc Frieden leben. Die Postdemokratie verspricht ein knappes, werbefinanziertes Infotainment im Internet für die besitzlosen Klassen und eine ausgiebige Berichterstattung für zahlungskräftige Bürger. Vielleicht sogar mit Zeitungspapier als neuem Pergament. ●



1954 : Des pages denses, des titres graphiques et de la caricature

1957 : Une rubrique destinée aux femmes et des publicités très graphiques



Le fond au service de la forme

III France Clarinval

Ça n'a échappé à personne dans notre Landerneau : le *Land* a changé de format. La semaine dernière, les rotatives d'Editpress ont imprimé ce premier numéro dans son nouveau gabarit. Il a perdu très exactement 707 centimètres carrés par page. Un changement de taille qui a nécessité plusieurs mois de réflexion, de discussions, d'explications pour que, d'ébauches en essais, de tests en expériences, le résultat soit à la hauteur de nos attentes. Le Studio Michel Welfringer a travaillé en collaboration avec la rédaction pour que le contenu et la forme servent la qualité du journal et apportent une plus-value aux lecteurs.

Depuis le 1^{er} janvier 1954 et le premier numéro du *Letzeburger Land* (on l'écrivait comme ça à l'époque), son look a forcément évolué. Nous avons passé en revue les archives pour déceler les changements importants et ce qu'ils disent de leur époque et de l'image de notre hebdomadaire. Pour ce faire, nous avons mis le graphiste Thomas Tomschak à contribution. Le président de Design Luxembourg à l'œil aiguisé commence avec le tout premier numéro et remarque d'emblée : « Des typos sans sérif pour les titres, c'est audacieux ! ». Le sérif, c'est cette petite ligne, cet empattement ajouté aux extrémités des caractères. En tournant les pages, l'étonnement se manifeste plus en constatant le grand nombre de polices de caractères différentes qui se côtoyaient sur une même page, alternant justement les caractères avec ou sans empattement, « alors que les contraintes techniques étaient fortes ». Il faut se souvenir qu'à l'époque, le *Land* était imprimé en caractères de plomb (chez Bourg-Bourger, à Luxembourg), ce qui limitait l'audace. Pourtant, on repère, dès les premiers numéros des jeux graphiques originaux, principalement pour indiquer les titres de rubriques. Chacune avait un style particulier, la démarquant des autres : « Randbemerkungen », avec des brèves sur une colonne ; « Brieft aus dem ganze Welt », pour l'international ; « Wirtschaftsblatt », les pages dédiées à l'économie ; « Literatur – Kunst – Wissenschaft », pour que la culture ait une place importante. La dernière page, « Jonktem », cible les jeunes avec des articles sur le scoutisme, le sport, les écoles, l'argent de poche, les jeux... Diverses rubriques apparaîtront et disparaîtront au gré de l'importance accordée au sujet : « Fir ons Damen », « Auto, Strasse und Verkehr », « Bauen und wunen », « Die Sportwoche »... (Il faudra attendre les années 1980 pour des pages dédiées spécifiquement aux banques.) Ces pages notamment contiennent de nombreux encarts publicitaires, souvent composés par et pour le journal, avec des graphismes et des slogans typiques des années cinquante, dont le style a marqué l'histoire du design.

Les publicités suivent l'évolution de l'économie luxembourgeoise : les banques et voitures remplacent la mode et l'alimentation

Les premiers *Land* sont vendus à 5 francs. Ils font douze pages de 34,5 sur 48,5 centimètres. Les feuillets sont denses, pour ne pas dire très denses, en textes, « comme si on avait peur du vide », commente Thomas Tomschak. Un filet sépare les colonnes. Il y a très peu de photographies, elles ne sont que rarement créditées avec le nom d'un photographe. En revanche, les illustrations et dessins humoristiques sont très présents, quelques cartes et schémas aussi.

En 1966, le *Land* s'allonge quelque peu, pour atteindre 54 centimètres de haut. Le papier est plus fin et plus souple. Il est imprimé à l'Imprimerie centrale où il restera jusqu'en 2012. Les titres changent de police de caractère et adoptent du serif. Les pages s'autorisent plus de blanc, notamment entre les colonnes et entre les articles, à la place des filets. La Une se dote d'un sommaire, d'une photo (« Das aktuelle Bild », avec quelques lignes de légende) et d'une caricature, illustrant un article. Certains articles ont désormais un « chapeau », une introduction dans une autre typographie qui prend plusieurs lignes. Les gros titres fantaisistes ont disparu. Les rubriques ne sont presque pas annoncées, on passe d'un sujet à l'autre sans crier gare. On repère quand même l'encadré « Télé-Ceil » au graphisme charmant (le T dans une télévision et le O imitant une pupille) et au ton acerbe. « La nouvelle émission de Télé-Luxembourg, *De nos clochers*, n'a pas démarré sur les chapeaux de roues. Elle a adopté le niveau le plus bas possible, au point que l'on se demande si dans le titre il n'y a pas un « r » de trop », lit-on ainsi le 11 octobre 1968. La dernière page, « d'Ländchen » comprend un contenu humoristique qui clôturera pendant longtemps le journal : caricatures, poèmes, coups de gueule...

Nouveau changement de taille en 1976 : 30,5 sur 43 centimètres et un passage à seize page. « La liberté des années soixante semble s'es-

Mises en page, typographies, importance de l'image et format des pages en disent long sur l'évolution du *Lëtzebuenger Land*

souffler, les pages sont plus austères », note Thomas Tomschak. Il y cependant plus de photos, de plus grande taille et elles sont parfois placées au-dessus des titres. La colonne de brèves s'appelle maintenant « Am Rande » (et Am Rändchen dans le Ländchen), la photo du moment atterrit en deuxième page. Rien ne changera dans les années 1980, si ce n'est l'apparition de la couleur dans certaines publicités. Domaine dans lequel, l'évolution de l'économie luxembourgeoise se remarque clairement : les banques et les concessionnaires automobiles achètent des encarts publicitaires de plus en plus grands, alors que le secteur de la confection, les marques alimentaires, de boissons ou d'électro-ménager se font plus discrètes. Des cahiers thématiques, qu'on n'appelait pas encore suppléments, font leur apparition autour de sujets marquants comme les institutions européennes, la finance, l'automobile ou l'immobilier. En 1989, le *Land* coûte 45 francs et passe à vingt pages. Pendant dix ans, l'hebdomadaire changera très peu malgré l'arrivée massive d'outils graphiques et informatiques qui a secoué bien des médias. « Des apprentis sorciers du graphisme essayaient chaque bouton de leurs magnifiques programmes – avec le recul, on se rend compte que la circonspection des anciens dirigeants du *Land* dans l'adaptation de la maquette aux nouveaux moyens techniques était une aubaine, cela nous a évité bien des pollutions esthétiques », note Josée Hansen en janvier 2004, à l'occasion des cinquante ans du *Land*. Un regard affûté remarquera quand même plus de cadres autour des rubriques, l'apparition d'intertitres et plus de soin apporté aux légendes.

Le photographe Martin Linster a rejoint le *Land* en 1997. Il y apporte un regard souvent

« Le nouveau layout de 2023 suit une tendance plus magazine mais garde un côté intello »

Thomas Tomschak

insolite, parfois impertinent qui était absent de la presse de l'époque. Parallèlement l'équipe commence à réfléchir à une refonte de sa maquette pour renouveler son lectorat. « C'était très gris, très rempli », se souvient Josée Hansen, journaliste arrivée en 1996. Par un heureux hasard, Tom Gloesener, étudiant en graphisme à la Norwich School of Art and Design, avait repensé le look du *Land* comme travail de fin d'études. Son projet devient réalité avec le numéro du 11 juin 1999. On y trouve, ce qui est devenu notre ADN : des articles de fond et d'analyse, une valorisation des éléments visuels comme la photographie, et les illustrations (de Roger Leiner), beaucoup de blanc, d'espace et une lecture plutôt horizontale, de deux pages en vis-à-vis. Des nouvelles pages de brèves, de la place pour des auteurs venant de l'extérieur, des signatures plus visibles et des citations en exergue sont d'autres innovations. Le titre change également : Dans « Lëtzebuenger Land », le e gagne un tréma et le u est suivi d'un e, tout ça sans serif. « C'était une révolution à laquelle personne n'est resté indifférent », raconte l'ancienne journaliste.

Une autre révolution aura lieu en 2012, avec l'adoption du format *broadsheet*. Dans une maquette mise en œuvre par le studio Vidale-Gloesener. Un geste fort qui marque l'attachement au papier, à un moment où l'internet et les réseaux sociaux prennent le pas dans l'édition : « In einer Zeit, da sich immer mehr Zeitungen fast schämen, noch Zeitungen zu sein, und im Kampf gegen den Auflagenrückgang bis zur Selbstauflösung zu schrumpfen scheinen, um vielleicht bald nur noch im Internet zu überleben, bekennt sich *d'Lëtzebuenger Land* stolz zum Medium Zeitung », revendiquait en chef Romain Hilgert dans le numéro du 29 juin 2012. Une esthétique élégante qui garde les spécificités mises en place en 1999 (police de caractère, photo, blanc...), tout en la faisant évoluer. La Une avec sa photo en pleine page devient le symbole de ce changement, un choix radical qui reste largement de mise aujourd'hui. Si le geste est fort, les réactions le sont aussi. « Beaucoup de gens se sont plaints de la grande taille, mais saluaient le courage d'une telle mise en page », relate Josée Hansen.

En 2019, il est fait appel à Michel Welfringer pour repenser les suppléments. Il travaillera aussi sur une évolution de la maquette en ajoutant des filets, remaniant les marges et les citations, réinventant les pages de brèves et jouant sur la largeur des colonnes. « Une maquette de transition », estime Thomas Tomschak. Le graphiste voit dans le nouveau layout tel qu'il est réalisé aujourd'hui « une tendance plus magazine mais qui garde un côté intello ». ●



1999 : Une lecture horizontale, du blanc, des grandes photos





Sorgfältig

Am Donnerstag vergangener Woche gegen 21 Uhr war es soweit: Bei Editpress in Esch/Alzette wurde die erste Ausgabe des *Land* gedruckt, die kein Test war, keine Nullnummer, sondern die Zeitung, die am Tag danach an die Abonnent/innen verteilt und an die Kioske geliefert werden sollte.

Eigentlich dauere der Druck nicht lange, vielleicht eine Viertelstunde, sagten die Editpress-Leute ihrem Besuch vom *Land*, den sie eingeladen hatten, an dem Abend dabei zu sein. Dass die Kalibrierung der Druckmaschine für den ersten Druck extra lange dauern werde, sagten sie auch. Beim nächsten Mal würden sie auf Grundeinstellungen zurückgreifen können. Am Ende

dauerte das Einstellen der Maschine gut doppelt so lange wie der Druck. Immer wieder entnahmen die Drucker Stichproben aus den von der Maschine laufenden Zeitungen. Zu dritt kontrollierten sie, dass das Papier keine unerwünschten Spuren trug und ob die Bilder in der Zeitung in den richtige Graustufen wiedergegeben wurden. Unsere Fotos seien „anspruchsvoll“, sagten sie. Vor allem deshalb müssten sie sorgfältig vorgehen. Und entnahmen wieder eine Stichprobe, die sie ebenfalls verwarfen. Bis sie das Okay gaben. Danach ging es tatsächlich schnell.

Die Sorgfalt der Drucker war beeindruckend. Und das *Land* vom vergangenen Freitag konnte sich sehen lassen. PF

